



Novembre 1998

## Immigrés: le mythe des frontières



BELGIQUE: 160 FB. CANADA: 5,75 \$. ESPAÑA: 550 PTAS. FRANCE: 22 FF. NEDERLAND: 8FL. PORTUGAL: 700 ESC. SUISSE: 5,50 FS. UNITED KINGDOM: £2,30



Le poids écrasant des armes légères

La guerre du téléphone

# Sommaire

Novembre 1998

## D'ICI ET D'AILLEURS

3 Mineurs de Russie

Steve Connors, Sophie Shihab

## ÉDITORIAL

9 Bâtir et imaginer le XXI<sup>e</sup> siècle

Federico Mayor

## NOTRE PLANÈTE

10 Veille nucléaire en Arctique

Ethirajan Anbarasan

12 Chine: la revanche du fleuve

Xiong Lei

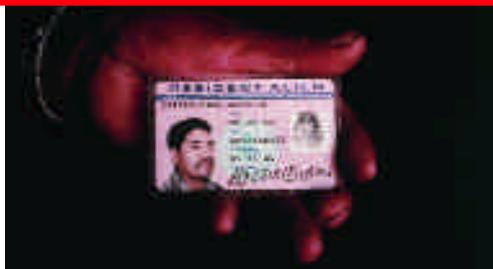
## APPRENDRE

14 Kenya: sous le soleil brûlant

Abdelhag Rharade

## DOSSIER

17 Immigrés:  
le mythe  
des frontières



© Joe Hochberger/Black Star/Shutterstock, Limours

18 Illusions et réalités

Demetrios Papademetriou

20 La mondialisation du phénomène migratoire

23 L'accueil en chiffres

Gildas Simon

26 Boucs émissaires, partout et toujours

Antonio Cruz

28 La fin de l'Eldorado sud-africain

Ferial Haffajee

30 L'exception italienne

Marina Forti

31 La Californie des Latinos

Harry P. Pachon

33 Australie: le rêve menacé

Robin Smith

34 L'immigration dans la mondialisation

Saskia Sassen

## ÉTHIQUES

37 Le poids écrasant des armes légères

Amy Otchet

## SIGNE DES TEMPS

40 Vidéo: la piste africaine

Ola Balogun

## CONNEXIONS

43 La guerre du téléphone

James Deane

## DIRES

47 Mira Nair: gros plan sur l'Inde des paradoxes

## COURRIER DES LECTEURS

50 Réactions à la nouvelle formule

le **Courrier**

51<sup>e</sup> année

Mensuel publié en 28 langues et en braille par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

31, rue François Bonvin, 75732 PARIS Cedex 15, France

Télécopie: 01.45.68.57.45/01.45.68.57.47

Courrier électronique: courrier.unesco@unesco.org

Internet: http://www.unesco.org/courier

Directeur: René Lefort

Anglais: Roy Malkin

Espagnol: Araceli Ortiz de Urbina

Français: Martine Jacot

Secrétariat de direction/éditions en braille:

Annie Brachet (01.45.68.47.15)

### Rédaction

Ethirajan Anbarasan

Sophie Boukhari

Lucia Iglesias Kuntz

Jany Lesseur

Glenn Naumovitz

Amy Otchet

Jasmina Sopova

### Traduction

Miguel Labarca

Unité artistique/fabrication: Georges Servat

Maquette/mise en page: Eric Frogé

Illustration: Ariane Bailey (01.45.68.46.90)

Documentation: José Banaag (01.45.68.46.85)

Relations Editions hors Siège et presse:

Solange Belin (01.45.68.46.87)

Assistante administrative:

Thérèse Pinck (01.45.68.45.86)

### Comité éditorial

René Lefort (animateur), Jérôme Bindé, Milagros del Corral,

Alcino Da Costa, Babacar Fall, Sue Williams

### Editions hors siège

Russe: Irina Outkina (Moscou)

Allemand: Dominique Anderes (Berne)

Arabe: Fawzi Abdel Zaher (Le Caire)

Italien: Gianluca Formichi (Florence)

Hindi: Shri Samay Singh (Delhi)

Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)

Persan: Jalil Shahi (Téhéran)

Portugais: Alzira Alves de Abreu (Rio de Janeiro)

Ourdou: Mirza Muhammad Mushir (Islamabad)

Catalan: Joan Carreras i Martí (Barcelone)

Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)

Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar es-Salaam)

Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)

Chinois: Feng Mingxia (Beijing)

Bulgare: Luba Randjeva (Sofia)

Grec: Sophie Costopoulos (Athènes)

Cinghalais: Neville Piyadigama (Colombo)

Finois: Riitta Saarinen (Helsinki)

Basque: Juxto Egaña (Donostia)

Thaï: Duangtip Surintatip (Bangkok)

Vietnamien: Ho Tien Nghi (Hanoi)

Bengali: Kafil uddin Ahmad (Dhaka)

Ukrainien: Volodymyr Vasiluk (Kiev)

Galicien: Xavier Senín Fernández

(Saint-Jacques-de-Compostelle)

Serbe: Boris Ilijenko (Belgrade)

### Diffusion et promotion

Télécopie: 01.45.68.57.45

### Abonnements et renseignements:

Michel Ravassard (01.45.68.45.91)

Relations agents et prestataires:

Mohamed Salah El Din (01.45.68.49.19)

Gestion des stocks et expéditions:

Pham Van Dung (01.45.68.45.94)

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom

de l'auteur et de la mention «Reproduits du Courrier

de l'Unesco», en précisant la date du numéro. Trois

justificatifs devront être envoyés à la direction

du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux

publications qui en feront la demande.

Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront

renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse

international. Le Courrier de l'Unesco destiné à

l'information n'est pas un document officiel de

l'organisation. Les articles expriment l'opinion de leurs

auteurs et pas nécessairement celles de l'Unesco.

Les frontières qui figurent sur les cartes que nous publions

n'impliquent pas reconnaissance officielle

par l'Unesco ou les Nations unies.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DEPOT LÉGAL: C1 - NOVEMBRE 1998

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 -

Diffusé par les N.M.P.P.

The Unesco Courier (USPS 016686) is published monthly in

Paris by Unesco. Printed in France. Periodicals postage paid at

Champlain NY and additional mailing offices.

Photocomposition et photogravure:

Le Courrier de l'Unesco.

Impression: Maulde & Renou

ISSN 0304-3118

N°11-1998-OPI 98-576 F

D'ICI ET D'AILLEURS

# Mineurs de Russie

Photos de Steve Connors



© Steve Connors/Sipa Press, Paris



Photos: © Steve Commors/Sipa Press, Paris

▲ Les baraques en bois des corons n'ont en général ni sanitaires ni eau courante. Les personnes âgées, dont les maigres retraites arrivent avec plus ou moins de régularité, vont chercher l'eau au puits, lorsqu'il ne gèle pas trop fort. La température est déjà descendue jusqu'à moins 68 degrés centigrades.

◀ Lubov Konev, femme de mineur, et ses deux fils, Vove (16 ans) et Vita (5 ans). Toute la famille vit dans une seule pièce. Leur lotissement a été construit sous Staline.

▶ Devant les bureaux d'une mine de Sibérie, un mineur ivre tombe dans la neige. L'alcoolisme accroît ses ravages, même quand les produits alimentaires de première nécessité deviennent rares.

# La colère des «gueules noires»

Depuis 1991, la moitié des mineurs russes a été licenciée, l'autre vit d'expédients: les salaires arrivent avec des mois, voire des années de retard. Depuis janvier dernier, ils ne contiennent plus leur colère.

La patience proverbiale des mineurs russes a des limites. Leur colère a brusquement éclaté en janvier dernier, à Kouznetskaïa et dans les localités environnantes, au milieu de la taïga, dans l'obscurité de l'hiver sibérien. Cinq jours durant, le directeur de la mine de charbon a été pris en otage par un groupe de mineurs poussés à bout. Avec femmes et enfants, ils ont bloqué la porte de son bureau à l'aide de tables et de chaises et l'ont tenu enfermé. Ils n'avaient pas reçu leur salaire depuis trois ans, disaient-ils. Ils vivaient sans eau courante ni téléphone. Leurs enfants ne pouvaient plus se rendre à l'école, à une quinzaine de kilomètres de leur domicile.

Leur village isolé, situé dans le Kouzbass, centre de l'industrie charbonnière de la Russie, est un de ces corons à la soviétique, que l'on retrouve dans presque tous les bassins miniers du pays. Le fameux statut privilégié dont jouissaient

en Union soviétique les travailleurs manuels, et en particulier les mineurs, était relatif et partiel: ils percevaient certes un salaire deux fois plus élevé que celui des professeurs ou des médecins mais ils étaient souvent logés dans des baraques en bois insalubres, composées en général d'une seule pièce et d'une cuisine minuscule. Ces masures sont toujours là, alignées le long de ruelles boueuses, glacées ou poussiéreuses, suivant les saisons. Cet héritage remonte au temps des goulags,

---

**«La prise en otage du directeur de la mine en janvier ne nous a rien apporté. Les vrais otages ici, c'est nous, les mineurs et leur famille»**

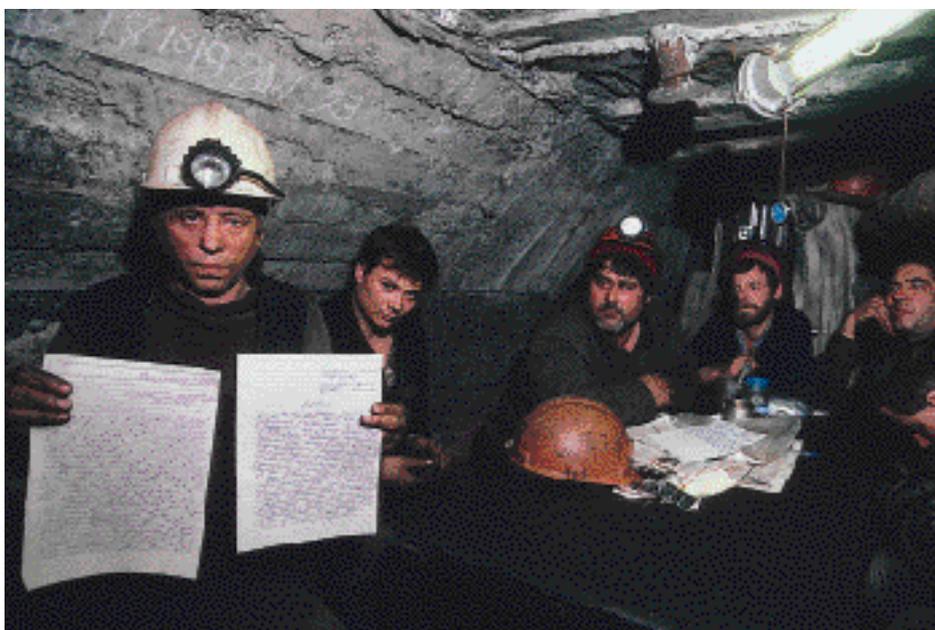
---

quand les mines étaient construites par les prisonniers, dans des zones polaires et éloignées de tout, sans souci aucun de rentabilité. A l'heure du passage à l'économie de marché, leur exploitation devient très problématique.

Beaucoup de mineurs continuent de vivre dans ces lotissements, la construction de logements populaires ayant pratiquement cessé en Russie depuis la dislocation de l'URSS. Mais l'éclatement de l'ancien empire soviétique a eu bien d'autres conséquences. En Sibérie, les conditions de sécurité se sont rapidement dégradées dans les mines, dont les équipements sont devenus trop vétustes. Et les vastes zones de «HLM» qui ont remplacé, à partir des années 50, une partie des vieux corons ne sont plus entretenues.

A Kouznetskaïa, Maria Petrovna, âgée de 32 ans, vit dans une seule pièce avec son





Photos: © Steve Corrao/Sipa Press, Paris

mari et leurs deux enfants, de 6 et 11 ans. Un poêle à charbon archaïque, une baignoire d'enfant, une armoire, une table branlante et du linge suspendu au-dessus des lits encombrant la chambre. Comment cette famille a-t-elle vécu sans salaire depuis trois ans? En partie grâce aux potagers privés qui s'étendent derrière chaque baraque. En prévision de l'hiver interminable, on a accumulé les pommes de terre dans les caves, on a fait le maximum de salaisons. Mais en Sibérie, les potagers ne peuvent produire suffisamment ni très longtemps. Alors, on met à contribution les grands-parents qui ont continué, eux, à recevoir leurs misérables retraites de façon plus régulière. Ces revenus restent insuffisants. Donc les familles s'endettent. Le phénomène est général en Russie. Il ne concerne pas seulement les individus. Les entreprises, dont les mines, leurs prestataires de

▲ Dans le Kouzbass, cette région glaciale et désolée de la Sibérie occidentale située à plus de 3 000 km à l'est de Moscou, les mineurs de charbon font grève depuis janvier dernier pour obtenir leurs arriérés de salaire. Ceux de la mine Krasny, près de Kiselevsk, n'ont pas été payés depuis 12 mois. Ils réclament leur dû à leur directeur, Alexander Khamliuk.

service, leurs clients, les banques, le gouvernement: tout le monde emprunte. Les dettes des banques russes vis-à-vis de l'étranger se montaient à près de 200 milliards de dollars, lorsqu'elles ont quasiment fait faillite, au cours de l'été 1998.

La survie des mineurs est aussi assurée par le vol: on démonte des installations abandonnées, morceau par morceau. Et le troc se généralise. Le seul et unique maga-



▲ Pour se chauffer, les mineurs retraités doivent se rendre à la mine et creuser dans un tas de charbon pour remplir leurs seaux.

Un mineur est mort d'une crise cardiaque dans la mine de Kouznetsky. Il avait 31 ans. En 1997, 283 mineurs de charbon sont décédés accidentellement sur leur lieu de travail, contre 172 l'année précédente. ►





sin de Kouznetskaïa n'a plus d'argent liquide. Au début de cette année, son gérant a «vendu» aux mineurs des produits alimentaires de première nécessité, gagés sur leurs prochains salaires, en espérant qu'ils les toucheront un jour. Il a aussi distribué des marchandises obtenues à l'issue de complexes opérations d'échange du charbon de la mine. A charge parfois pour les familles d'essayer de vendre elles-mêmes les pneus ou les clous ainsi obtenus. Beaucoup de mineurs ont sombré dans l'alcool, dont les ravages s'accroissent encore en Russie, causant de nombreuses morts prématurées et de nouveaux cas d'invalidité.

Maria Petrovna et ses voisins n'en pouvaient plus: ils voulaient cesser de vivre d'expédients, alors que le directeur de la mine menait grand train. Il s'est installé dans un nouveau quartier, peuplé de villas construites à l'écart du village, à l'abri de hauts murs. ►



© Steve Cornwell/Sipa Press, Paris

En Occident, les fermetures de mines, au cours des dernières décennies, ont été vécues comme des drames isolés, ponctués de luttes collectives. En Russie, ces fermetures interviennent au moment où le pays lui-même se désagrège et plonge dans une crise à l'issue incertaine. Le premier septennat de la transition entre le communisme et le capitalisme s'achève sur un échec. Le destin des mineurs ne pèse plus

très lourd dans la tragédie que vit la grande majorité de la population, y compris la classe moyenne, qui venait tout juste de naître, et les intellectuels, qui ont du mal à tenir leur rôle d'observateurs ou de chroniqueurs d'une société si tourmentée.

Depuis 1991, la moitié des quelque 900 000 mineurs russes ont perdu leur emploi. Une toute petite minorité seulement a pu retrouver du travail. Les licen-

ciements devraient se multiplier au cours des prochains mois, de même que ceux d'ouvriers ou d'employés traditionnellement moins organisés, en Russie comme ailleurs, que les «gueules noires». Mais la plupart des syndicats russes sont discrédités à cause de leur collaboration passée soit avec le régime communiste, soit avec le pouvoir eltsinien. Ils ne peuvent donc pas se mobiliser massivement et collectivement en faveur des mineurs, des ouvriers ou des employés qui continuent à travailler sans être payés, pendant des mois, voire des années.

A Kouznetskaïa, Maria Petrovna est mère. «*La prise en otage du directeur de la mine en janvier ne nous a rien apporté. Les vrais otages ici, c'est nous, les mineurs et leur famille. Nous avons trop de voleurs et de crapules.*

Tous les mineurs russes en arrivent aujourd'hui à la même conclusion, qu'ils vivent dans le Kouzbass, en Extrême-Orient, à Rostov-sur-le-Don ou à Vorkouta, au-delà du cercle polaire: partout, le quotidien se distingue peu de l'enfer. ■

Sophie Shihab, à Moscou

## Reconvertir

En 1996, la Banque mondiale avait attribué un premier prêt de 500 millions de dollars pour la reconversion des mines de charbon en Russie, jugées trop peu rentables. Une partie de cet argent a été détournée par des intermédiaires, fictifs ou non. Avant d'attribuer un second prêt de 800 millions de dollars, la banque exige que la moitié des 200 mines restant en activité soient fermées et que tous les subsides de l'Etat soient supprimés avant l'an 2 000. Ils servent à payer environ 17% des salaires des mineurs, le reste provenant des entreprises, qui ont été partiellement privatisées depuis 1997.

La reconversion des mineurs licenciés est très difficile. Dans le bassin de Toula par exemple, seuls 1 700 des 20 000 mineurs licenciés depuis plusieurs années ont retrouvé du travail.

La production russe de charbon s'est effondrée: elle est passée de 400 millions de tonnes en 1980 à 240 en 1997. ■

# Bâtir et imaginer le XXI<sup>e</sup> siècle



UNESCO/Photo: Forbes

Federico Mayor

L'action de l'UNESCO repose sur la conviction qu'il est possible d'agir sur le cours du monde, que le futur se construit dès à présent. Et cette construction est d'autant plus solide qu'elle s'appuie sur une conscience aiguë de la distance qui sépare ce qui existe de ce qui devrait exister et sur une visée éthique claire.

Or, de réelles menaces planent sur l'avenir de l'humanité. En trop d'endroits du globe, la dignité de l'être humain continue à être bafouée par la guerre et l'exclusion qui frappe les plus vulnérables et les plus démunis. Les inégalités et la pauvreté croissent; les murs de l'apartheid urbain s'élèvent; l'éducation des femmes est oubliée. Et la violence que l'homme fait subir à l'homme se double de la violence qu'il fait subir à la nature, hypothéquant ainsi son propre avenir. La recherche de gains rapides et le manque de prévoyance ont conduit à l'exploitation intensive des ressources naturelles, aux catastrophes écologiques, à l'aggravation des problèmes de l'eau et de la désertification, à la pollution sous toutes ses formes. Qui nous garantit que, désormais, les avancées scientifiques et technologiques seront plus porteuses de solutions que de nouveaux périls? L'essor des biotechnologies et la possibilité pour l'homme de modifier son propre patrimoine génétique remettent en cause la définition même de l'humain. Nous risquons d'être asservis par nos propres inventions, de devenir les prisonniers du labyrinthe que nous avons créé, faute d'une approche éthique et d'une vigilance sans faille.

Le souci du futur impose l'une et l'autre: l'avenir ne saurait être livré au déchaînement de forces aveugles et cyniques. Les déficits éthiques me paraissent plus graves, à long terme, que les déficits budgétaires. L'éthique du futur se nourrit de la conviction qu'il n'y a pas d'opposition entre la solidarité envers les générations présentes et celle qui doit nous relier aux générations futures: l'une et l'autre expriment le même refus de l'exclusion et de l'injustice, le même rappel du lien qui unit tous les membres de l'humanité en un corps unique. Cette éthique ne consiste pas en de vaines prescriptions pour un avenir indéfiniment retardé: elle commence ici et maintenant, dans l'attention prêtée aux autres et la volonté de transmettre aux futures générations un héritage qui ne soit pas irrévocablement compromis.

«*L'avenir est trop complexe et trop incertain, contentons-nous du présent*», entend-on dire. Je réponds qu'il est trop simple d'attendre que les difficultés surgissent pour tenter d'y apporter une réponse, et de n'agir que dans l'urgence. Cette logique à court terme n'offre d'autres choix que de se plier ou de s'adapter aux événements. Pour ne pas être à leur merci, pour retrouver la maîtrise de notre propre devenir, pour échapper à la routine et à l'obsolescence, nous devons réhabiliter le temps long en portant notre regard le plus loin possible afin d'anticiper les évolutions. Seule cette vision du long terme pourra contrer l'incertitude de l'avenir et ménager quelques espaces pour une action dans le présent. Car c'est bien d'action qu'il s'agit: anticiper, c'est combattre l'apathie et l'indifférence, alerter les consciences, ouvrir les yeux sur les risques de demain et réorienter, au besoin, les décisions d'aujourd'hui. L'anticipation est la condition d'une pratique efficace.

Cette anticipation se résume en deux mots: comprendre et imaginer. Comprendre, parce que le futur n'émerge pas du néant: il renvoie à des états de connaissance antérieurs, à des règles ou une absence de règles dont il faut saisir les ressorts. En reliant ainsi le présent et le futur, l'effort prospectif unifie le monde et le transforme en une totalité, réalisant ce «prendre ensemble», cette saisie générale qui correspond très exactement à la définition du verbe «comprendre». Enfin, cet effort resterait abstrait s'il n'était pas approfondi et éclairé par le travail de l'imagination. Réfléchir au XXI<sup>e</sup> siècle, c'est aussi s'autoriser à rêver, à bâtir des scénarios peut-être paradoxaux, à créer des mondes et des utopies. S'autoriser à comprendre le réel et imaginer le possible, réaliser le possible et tenter l'impossible. ■

## Le XXI<sup>e</sup> siècle aura-t-il lieu?

Une soixantaine de personnalités — scientifiques, économistes, créateurs, démographes, sociologues, historiens, responsables d'ONG et dirigeants politiques — venus d'une quarantaine de pays, a planché sur cette question, du 16 au 19 septembre au siège de l'UNESCO.

Ni catastrophistes ni béats d'optimisme, leurs «dialogues» interdisciplinaires et prospectifs ont sonné, une fois de plus, la fin des certitudes hormis, peut-être, une seule, mais de taille: il faut préparer le XXI<sup>e</sup> siècle en suivant une démarche qui prenne en compte l'instabilité et la complexité, et que guide une éthique de justice et de partage.

Leurs interventions sont accessibles sur le site: [www.unesco.org/aforum](http://www.unesco.org/aforum). Les actes paraîtront sous forme de livres en 1999.

Pour tout renseignement:  
Office d'analyse et de prévision,  
tél: 33 1 45 68 17 79, fax: 33 1 45 68 55 60, e-mail: [afo@unesco.org](mailto:afo@unesco.org)

# Veille nucléaire en

La plus forte concentration au monde de matières nucléaires se trouve dans et autour de la presqu'île russe de Kola. Faute d'une sécurité adéquate, les pays scandinaves s'en inquiètent...

En septembre dernier, les travailleurs de la défense nucléaire russe qui n'étaient pas payés depuis des mois se sont mis en grève. Il leur a suffi d'une heure d'arrêt pour provoquer une réelle panique à Moscou: les autorités, pourtant aux prises avec une terrible crise financière, ont vite débloqué l'équivalent de 16 millions de dollars. En revanche, ils n'avaient obtenu auparavant, par la voie de la négociation, que la moitié de leurs arriérés de salaires.

«Les gens ont vraiment faim. Comment leur demander de veiller à notre sécurité?», s'interroge Youri Bersenyev, chercheur sur le site nucléaire fermé de Snezhinks, dans une interview à un journal local. Selon le syndicat russe des travailleurs de l'industrie nucléaire, la faim et le manque de moyens financiers pourraient sérieusement perturber l'activité nucléaire du pays, y compris dans le secteur de la défense.

## Équipement vétuste et militaires excédés

Les autorités étaient déjà préoccupées par la vétusté de l'équipement militaire, notamment des sous-marins rongés par la corrosion. Elle doivent maintenant affronter la grogne du personnel militaire. En septembre, un marin excédé a tué huit de ses compagnons et menacé de faire exploser un sous-marin de la base navale de Skalisty, sur la presqu'île de Kola. Il a fini par se donner la mort dans le compartiment des torpilles. A cet endroit, la moindre déflagration peut gravement endommager l'unique réacteur nucléaire du sous-marin. Mais le gouvernement russe a assuré qu'il n'y avait pas eu de dommages. L'incident a néanmoins alarmé les autorités norvégiennes: il s'est produit à 120 kilomètres de leur frontière nord. Plus largement, la situation dans le secteur nucléaire russe a aggravé les inquiétudes de tous les pays scandinaves: ils seraient les premiers touchés par une catastrophe dans le Nord-Ouest de la Russie.

Les risques de pollution les plus graves proviennent de l'activité nucléaire russe, notamment à l'intérieur et en bordure de la

presqu'île de Kola. Une telle concentration de réacteurs nucléaires civils et militaires ne se retrouve nulle part ailleurs dans le monde. Selon le rapport Yablokov<sup>1</sup>, document officiel russe, il y avait au total 270 réacteurs nucléaires dans les régions administratives de Mourmansk et d'Arkhangelsk en 1990. La presqu'île de Kola et ses alentours abritent plusieurs centrales, des sous-marins et... des tonnes de déchets nucléaires. Et on y détecte toujours les traces des essais nucléaires réalisés par l'ex-Union soviétique...

L'ancienne super puissance fait peser de graves menaces sur l'environnement de la Finlande, le seul pays de l'Union européenne à avoir une frontière commune de 1 200 kilomètres avec la Russie. Sa zone arctique serait la première région gravement touchée si un accident nucléaire devait se produire côté russe. Hantés par le souvenir de Tchernobyl, les Finlandais surveillent en permanence l'air, l'eau, le sol, la végétation et la viande, entre autres aliments, pour s'assurer que tout va bien de l'autre côté de la frontière.

A Rovaniemi, Kristina Rissanen, chef du laboratoire régional du centre finlandais pour la sûreté nucléaire et radioactive (CRSN), est bien au fait des risques mais tente de garder le sens de la mesure. «Pour le moment, les taux de radiation à la frontière

ne sont pas alarmants. Et depuis quelques années, les Russes font preuve d'une plus grande ouverture, ce qui est en soi un facteur positif.» Son laboratoire, construit à 18 mètres sous terre, est conçu comme un abri antiatomique. L'équipe de chimistes du CRSN analyse tous les jours des centaines d'échantillons, qui vont de la viande de renne jusqu'aux produits industriels. Kristina Rissanen se déplace fréquemment dans le Nord-Ouest de la Russie où elle participe à des expéditions conjointes pour examiner l'état des réacteurs en activité et de ceux dont les Russes se sont débarrassés en les immergeant.

## Fréquentes expéditions en mer de Barents

Selon le rapport Yablokov, 15% seulement des sous-marins nucléaires réformés ont été correctement désactivés, à savoir que le retrait des réacteurs et de leur combustible a été effectué dans les règles. Entre 1959 et 1991, l'Union soviétique s'est débarrassée de six réacteurs de sous-marins à propulsion nucléaire et de l'enveloppe protectrice du réacteur d'un brise-glace nucléaire<sup>2</sup>. Kristina Rissanen et son équipe mènent de fréquentes expéditions en mer de Barents pour repérer les réacteurs immergés. «Il est certain que nombre d'entre

La flotte russe du Nord compte environ 90 bâtiments à propulsion nucléaire.



© Photo APPT/AR-TASS/FILES, Paris

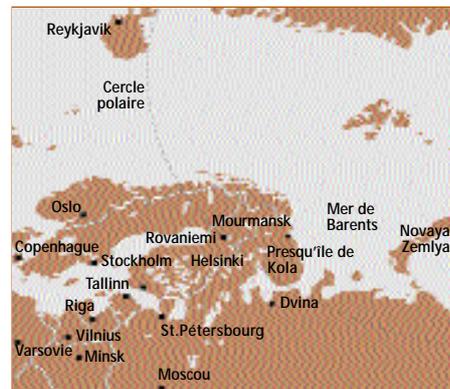
# Arctique

eux risquent un jour de constituer une sérieuse menace pour l'environnement de la région arctique. Mais la centrale nucléaire de Kola me préoccupe plus dans l'immédiat. Ses réacteurs sont très vieux et du même type que ceux de Tchernobyl.

La flotte russe du Nord (sous-marins et cuirassés) est ancrée dans neuf ports du Nord de la presqu'île de Kola et dans deux bases côtières de la région d'Archangelsk. Environ 90 bâtiments sont en service et plus de 70 ont été réformés et désarmés, soit un total d'environ 170 réacteurs en service et de 130 autres réformés. D'après les estimations, la flotte du Nord et les chantiers navals de ces deux régions produisent

peut plus assurer l'entretien et la rénovation des équipements destinés au conditionnement, à la manutention, au transport et au stockage des déchets nucléaires ou du combustible usé. Selon le précédent vice-ministre russe de l'Énergie atomique, Nikolai Yegorov, les projets de rénovation de la flotte du Nord nécessiteraient environ 1,5 milliard de dollars. «*La situation s'aggrave d'année en année... et pourrait devenir catastrophique*», a-t-il confié en juillet dernier à l'agence de presse RIA Novosty.

De son côté, Shannon Kile, assistant de recherche à l'institut international pour la recherche de la paix (SIPRI) de Stockholm, se dit préoccupé par le sort des missiles



nucléaire. Important pourvoyeur d'emplois, ce secteur a également bénéficié de lourds investissements.

Moscou a besoin de l'aide occidentale pour résoudre ces problèmes. La Norvège est le chef de file de la coopération en ce domaine. Les experts occidentaux estiment toutefois que la bureaucratie russe, par son intransigeance, empêche toute avancée rapide. Lors de la dernière visite du roi Harald V de Norvège à Moscou, en mai 1998, le président Boris Elstine a annoncé que la Russie démantèlerait tous ses anciens sous-marins nucléaires dans la région de la mer de Barents si la Norvège lui accordait l'aide financière nécessaire. L'accord signé à cette occasion a levé certains obstacles. La Norvège pourra ainsi participer au nettoyage des installations de stockage du combustible usé de la flotte du Nord, qui fuyaient dans la baie d'Andreeva, sur la presqu'île de Kola. Elle a octroyé 60 millions de dollars pour les premiers projets, et attend d'en constater les résultats pour augmenter son aide.

«*Les Norvégiens veulent aider les Russes, mais les autorités russes ne coopèrent nullement. Le ministère de la Défense refuse d'autoriser l'accès aux installations à l'origine des fuites. Il a simplement promis d'en montrer des images vidéo. Il nous est impossible de faire des plans et de donner de l'argent à partir de ces images. Nous espérons que la situation s'améliorera dans les prochains mois*», a déclaré M. Igor Kudrik, chercheur à la Fondation Bellona d'Oslo. ■

Ethirajan Anbarasan  
(Enquête à Stockholm et à Rovaniemi)

## La flotte du Nord et les chantiers navals de ces deux régions produisent chaque année près de 5 000 tonnes de déchets nucléaires solides

chaque année près de 5 000 tonnes de déchets nucléaires solides.

Kristina Rissanen estime que les Russes doivent construire de nouvelles installations de stockage pour abriter leurs déchets nucléaires en toute sécurité. «*Lors de l'une de nos expéditions, nous avons relevé un taux excessif de césium radioactif dans les sédiments de l'estuaire de la Dvina, provenant très certainement du bassin hydrographique du fleuve. Nous avons également décelé des matières radioactives à Atomflot près de Mourmansk, mais leur taux ne dépassait pas la normale. Elles peuvent provenir de sites de stockage nucléaire qui nous ne connaissons pas. Dans certaines zones de la mer de Barents, où de vieux réacteurs sont immergés, le taux de radiation est plus élevé. Mais les autorités russes ne nous laissent pas nous en approcher. Tant que ce taux n'est pas menaçant, la situation est gérable.*»

Les experts occidentaux qui sont allés en Russie estiment que les normes, la réglementation et les mesures de contrôle dans l'actuelle fédération ne se situent toujours pas au niveau de celles des pays occidentaux. En outre, plusieurs services administratifs – fédéraux ou locaux – imposent leurs réglementations aux entreprises, qui peinent à s'y retrouver. Quoiqu'il en soit, il est certain que le volume de combustible nucléaire utilisé et rejeté est supérieur à la capacité de stockage et de retraitement. Pis, faute d'argent, on ne

nucléaires. «*Conformément au Traité sur la réduction des armes stratégiques (START I), les Russes ont démantelé des centaines de missiles, affirme-t-il. Mais ce traité et START II, qui doit encore être ratifié par le Parlement russe, sont muets sur le devenir de leurs ogives nucléaires. Il faut que les prochains accords de désarmement évoquent cette question.*»

Entre 1955 et 1990, Novaya Zemlya (Nouvelle-Terre) a été le principal site d'essais nucléaires soviétique avec, au total, 132 explosions dont 87 dans l'atmosphère (en surface), trois sous-marines et 42 souterraines. L'ex-Union y a testé la plupart de ses armes nucléaires les plus puissantes<sup>3</sup>. Selon l'institut d'hygiène des radiations de Saint-Pétersbourg<sup>4</sup>, sur l'ensemble de la région arctique et subarctique russe, les plus forts taux de retombées radioactives ont été relevés dans la presqu'île de Kola. Ils imputent cette contamination aux essais atmosphériques conduits jusqu'en 1963, moment où l'on a découvert les plus fortes retombées de césium et de strontium radioactifs, et à l'accident de Tchernobyl en 1986.

Malgré la pression des pays scandinaves et des autres pays européens, il n'est pas réaliste d'espérer voir les Russes abandonner complètement une énergie nucléaire dont ils ont grand besoin. Bien qu'ils développent d'autres modes de production électrique, ils continueront probablement à exploiter de plus en plus leur technologie

1. *Facts and Problems connected with the Disposal of Radioactive Waste in the Seas Adjacent to the territory of Russian Federation*, Alexi V. Yablov, services du président de la Fédération de Russie, 1993.

2. *Arctic Pollution issues: A state of the Arctic Environment Report*, Arctic Monitoring and Assessment Programme, Oslo 1997.

3. *Nuclear activities and international co-operation in the Barents region of the Russian Federation*, Swedish Radiation Protection Institute, Stockholm, 1998.

4. «*The radioecological situation in the reindeer herding of the Kola Peninsula*», Alexi A. Doudarev, dans *Environmental Radioactivity in the Arctic*, Osteras, Norvège, 1995.

# La revanche

Si les fortes pluies ont provoqué les inondations de cette année en Chine, les erreurs humaines accumulées au fil des décennies en ont fait une catastrophe nationale.

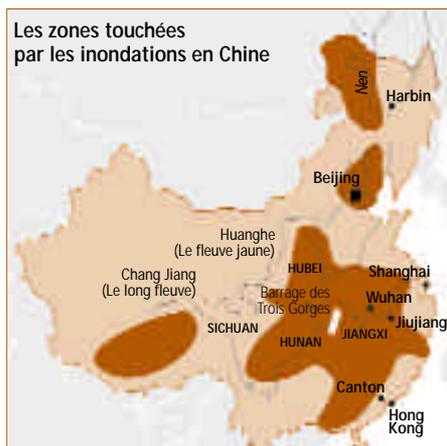
Les inondations qui ont ravagé le bassin du Chang Jiang (Yang-Tseu-Kiang), littéralement «le long fleuve» comme on l'appelle en Chine, sont les plus graves depuis 1954, et jamais le nord-est du pays n'en avait connues de si dévastatrices.

Toutefois, par rapport à 1954, la crue du Yang-Tseu-Kiang «n'était pas très importante» cette année, souligne Lu Qinkan, ancien fonctionnaire du ministère des ressources hydrologiques, qui surveille l'évolution du fleuve depuis les années 40. Or les dégâts sont plus sérieux. Conclusion, explique le physicien de l'atmosphère Tao Shiyan, membre de l'Académie des sciences: les conditions météorologiques «ne portent pas l'entière responsabilité» de la catastrophe qui, selon des sources officielles, a coûté la vie à plus de 3 000 personnes entre juin et août derniers, détruit cinq millions d'habitations, affecté 223 millions de personnes, endommagé près du quart des terres arables et provoqué des dégâts évalués à 166 milliards de yuans (environ 21 milliards de dollars).

## La négligence coûte cher

Comment expliquer un aussi lourd bilan? Pour Lu, il résulte de l'incapacité du fleuve à écouler efficacement ses eaux de crue. «On ne peut contrôler les crues du Yang-Tseu-Kiang que par une planification d'ensemble des bassins de retenue et, surtout, de déversement des eaux», insiste-t-il. Défini dans les années 50, ce principe est toujours valable aujourd'hui. Malheureusement, on a toujours privilégié la retenue». Au contraire, les digues et les remblais qui «jouent un rôle essentiel en renforçant la capacité d'écoulement des eaux de crue du fleuve» ont été négligés.

Des pans entiers de ce réseau, qui s'étend sur 3 570 km le long des cours moyen et inférieur du Yang-Tseu-Kiang, nécessitent d'importants travaux de réfection. Cet été, des suintements, fissures, rigoles et effondrements sont apparus en des milliers de points, révélant la fragilité du dispositif. Compte tenu de la longueur et de la



largeur du Yang-Tseu-Kiang, explique Lu, il suffirait de rehausser les digues d'environ un mètre pour permettre à 7 500 mètres cubes d'eau supplémentaires de s'écouler par seconde (soit 20 milliards de mètres cubes par mois). Mais la mise en œuvre du plan décennal conçu en 1980 pour surélever et renforcer les digues n'est toujours pas achevée, ajoute-t-il. Sinon, «la catastrophe de cette année n'aurait pas pris une telle ampleur».

Les responsables nationaux des ressources hydrologiques excusent ce retard par le manque d'argent. Alors que 4,8 milliards de yuans (soit 1,6 milliard de dollars en 1980) devaient financer 34 projets, seulement 399 millions de yuans avaient été débloqués en 1987 et 12 projets mis en chantier, rappelle Lu. La province de Jiangxi, où le fleuve termine sa course avant de se jeter dans la mer de Chine orientale, constitue une heureuse exception. Les autorités locales ont consacré sept milliards de yuan à la défense

contre les inondations depuis le début des années 90, dont environ un septième à la réfection des digues le long du fleuve.

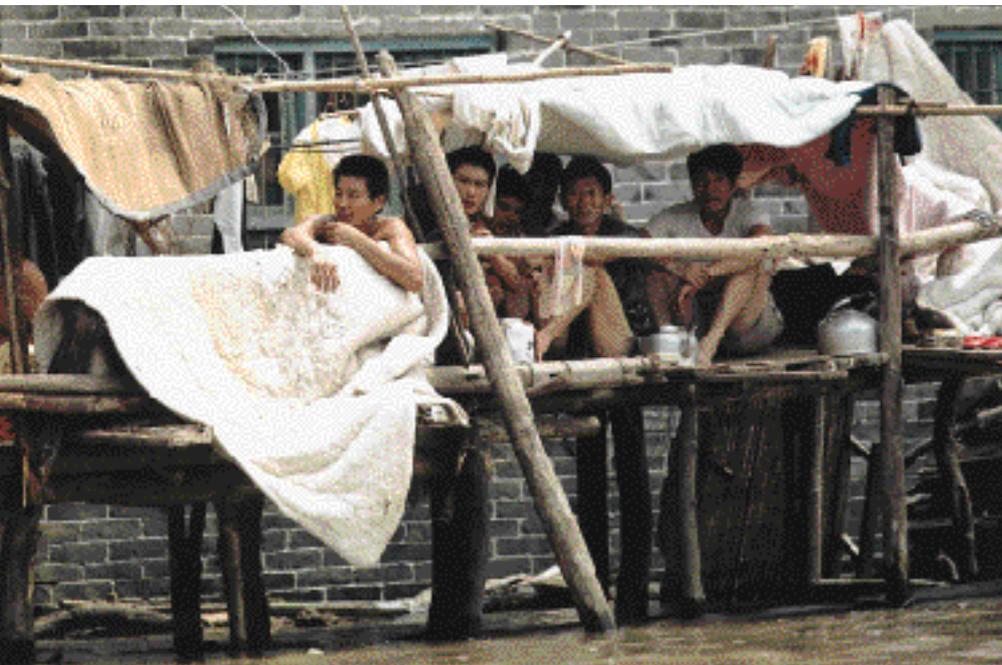
Partout ailleurs, la négligence a coûté cher: les dégâts occasionnés par les crues du Yang-Tseu-Kiang en 1995, 1996 et 1998 peuvent être évalués à au moins 200 milliards de yuans (25 milliards de dollars). Cette somme représente près de 40 fois le budget du plan de 1980 ou encore les deux tiers des investissements nécessaires à la construction du très controversé barrage des Trois Gorges. A en croire certains ingénieurs, cet ouvrage, une fois achevé, aidera à maîtriser les crues du fleuve. Mais nombreux sont ceux qui ne cachent pas leur scepticisme. Conseiller du groupe d'experts sur la régularisation des crues dans le cadre de l'étude de faisabilité menée dans les années 80, Lu affirme qu'il n'aura qu'une capacité «limitée» à les contrôler. Situé près de Yichang, où le Yang-Tseu-Kiang émerge de gorges très encaissées avant de poursuivre sa course dans des régions plus plates, il pourrait contribuer à maîtriser les crues en amont. Mais les inondations de cette année se situaient en aval, notamment dans les provinces de Jiangxi, Hunan et Hubei.

D'autre part, avec sa capacité de 39,3 milliards de mètres cubes, le réservoir des Trois Gorges pourra tout au plus réguler des crues de 22,2 milliards de mètres cubes, ajoute Lu. «Or le volume brut des eaux de crues du fleuve dépasse de loin ce chiffre.» Pour lui, ce barrage des Trois Gorges sert surtout à drainer des investissements massifs aux dépens de travaux indispensables

## Comparaison des inondations de 1954 et 1998

Station	Débit maximal (m <sup>3</sup> /sec.)		Niveau maximal (m)		Durée d'alerte (juin-août) (nbre de jours)	
	1954	1998	1954	1998	1954	1998
Yichang	66 800	63 600	55,73	54,50	42	42
Hankou	76 100	71 200	29,73	29,43	68	65
Datong	92 600	82 100	16,64	16,31	76	67

# du fleuve



© Reuters/Max PPP/Paris

Cette année, plus de 200 millions de Chinois ont été touchés par les inondations.

de réfection des digues et des remblais. Pire, pour l'hydrogéologue Lu Yaoru, qui travaille au ministère de l'aménagement du territoire et des ressources naturelles, le barrage augmentera la sédimentation en aval, ce qui affectera la capacité d'écoulement des eaux de crue.

## Des lacs disparus par centaines

De fait, renchérit Yu Xiaogan, géographe attaché à l'Académie des sciences, la sédimentation a, dans certaines zones, déjà provoqué une élévation de 5 à 14 mètres par rapport au niveau des champs avoisinants. «*Sur certains tronçons, le Yang-Tseu-Kiang est devenu un fleuve suspendu et c'est très dangereux*», souligne-t-il. Pour lui, la mauvaise utilisation des rives du fleuve et des lacs adjacents a largement aggravé le problème. Sous l'effet de la pression humaine, les lacs Dongting et Boyang, deux des principaux bassins de rétention du Yang-Tseu-Kiang, ont par exemple perdu respectivement 46% et 40% de leur superficie au cours des 40 dernières années. Leur capacité de retenue est ainsi passée de 30 milliards de mètres cubes à quelque 17 milliards. Hubei, autrefois surnommée «la province aux 1 000 lacs» n'en compte plus que 182, contre 1 066 à la fin des années 50. Du coup, les eaux de crue qui auraient pu s'y déverser inondent les villes et les champs qui occupent désormais

les terres asséchées. Alors que la région comptait 100 000 habitants en 1954, dont 20 000 furent déplacés à cause de la crue, elle en abrite aujourd'hui plus d'un demi-million, dont 330 000 ont été évacués cet été.

Autre facteur aggravant: la déforestation et l'érosion des sols dans le haut bassin du Yang-Tseu-Kiang. De 1977 à 1997, d'après l'Agence nationale pour la protection de l'environnement, 14 millions de mètres cubes de bois ont été annuellement détruits en Chine du Sud-Ouest. Par ailleurs, entre 1957 à 1997, la superficie de sol érodé par les eaux dans le bassin du fleuve est passée de 363 800 km carrés à 569 700, soit de 20,2% de la zone à 31,5%. «*Quand elles s'abattent sur une forêt dense, des précipitations de 50 mm ne causent aucun dégât car l'eau est entièrement absorbée, explique Jin Jianming, conseiller auprès de l'Agence nationale pour la protection de l'environnement. Mais sur un terrain dénudé, 30 mm suffisent à provoquer des inondations.*»

Yu Xiaogan considère la catastrophe de cette année comme «une revanche de la nature sur le désintérêt progressif de la Chine à l'égard de l'écologie». «*Nous nous croyions "maîtres de la nature" et nous avons voulu l'asservir, rappelle Liu Shukun, un expert qui travaille pour le ministère des ressources hydrologiques. Nous devons apprendre à y voir un hôte bienveillant et à la respecter.*» ■

Xiong Lei, à Beijing

## Un bon point pour l'industrie

Selon une récente étude de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), la contribution relative de l'industrie au changement climatique, aux dépôts acides, à la dégradation de la couche d'ozone et à la pollution de l'eau a diminué depuis 1995. «En Europe occidentale, les objectifs environnementaux s'intègrent dans la prise de décision industrielle, ce qui se traduit par une réduction des émissions totales dans l'air et l'eau.» Deux bémols cependant. D'une part, cette démarche n'est pas encore «courante en Europe orientale». D'autre part, les petites et moyennes entreprises ont la fibre beaucoup moins verte que les grosses et rechignent à se soumettre à des «mesures efficaces».

Si l'industrie peut mieux faire, les trois autres «forces motrices clés» ayant un impact sur l'environnement européen – les transports, l'énergie et l'agriculture – ont encore, elles, tout à faire. Le transport routier de marchandises a augmenté de 54% depuis 1980 et la circulation automobile de 46% depuis 1985. Les problèmes d'embouteillages, de pollution atmosphérique et de nuisances sonores s'intensifient. Et l'avenir s'annonce sombre en raison de «l'énorme poids des habitudes politiques», qui favorisent le développement d'infrastructures et le déclin des transports publics au profit du privé.

Dans le secteur agricole, l'utilisation d'engrais inorganiques et de pesticides s'est stabilisée mais la consommation d'eau continue à croître et les rivières sont menacées d'asphyxie. Bref, «les considérations environnementales ne constituent toujours qu'une faible partie de la politique agricole commune» de l'Union européenne (UE).

L'Europe n'a pas non plus à se vanter de l'évolution de sa consommation d'énergie. Certes, les pays ex-communistes l'ont vu chuter de 23% depuis 1990 du fait de la crise économique. Mais l'on s'attend à une reprise rapide de la croissance des émissions polluantes. Quant à l'Europe occidentale, elle n'améliore son rendement énergétique que de 1% par an, alors que son PNB croît au rythme de 2% à 3%. On voit mal, dans ces conditions, avertit l'AEE, comment l'UE pourrait respecter son engagement de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 8% d'ici 2010. ■

# Sous le soleil

Un enfant kényan sur deux quitte prématurément l'école primaire. Les efforts de formation professionnelle, formelle ou sur le tas, donnent des résultats à la fois modestes et encourageants.

Dans un quartier populaire de Nairobi, sous un soleil de plomb, Reuben, 15 ans, fabrique des tabourets. Avec deux autres apprentis, il a choisi d'exercer la menuiserie. *«J'aime bien cette manière d'apprendre en travaillant, mais je souhaite aussi suivre une formation dans une école pour avoir un diplôme»*, explique-t-il. En interrompant sa scolarité à la fin du cycle primaire, cet adolescent n'a obtenu ni diplôme, ni qualifications techniques. Son cas est courant dans un pays où la majorité des jeunes quittent l'école à ce niveau sans pouvoir intégrer ensuite le monde du travail.

Un peu plus loin, au milieu du bruit des marteaux, les forgerons s'appliquent à recycler bidons, tôles et autres boîtes de conserve. Ils produisent des cuillères, des poignées de fenêtres et des braseros pour la cuisine. Installés en plein air, ils sont surnommés les *jua kali*, ce qui signifie «sous le soleil brûlant» en swahili. Tout comme ces jeunes femmes qui s'orientent essentiellement vers deux métiers: la coiffure et la

confection. Malgré des résultats satisfaisants, Millicent a dû arrêter ses études en cours de second cycle. Ses parents, disposant de faibles revenus, ont choisi de privilégier la scolarité de son frère. Ils lui ont cependant proposé de suivre la formation de la mission catholique, qui dispense un enseignement «couture» aux filles. Mais elle n'a pas pu aller au bout, encore une fois pour des raisons financières. *«J'ai quand même appris à coudre des modèles simples pour enfants et pour femmes. Mais je voulais terminer ma formation pour être complètement qualifiée»*, dit-elle avec conviction. Alors, elle se rend à Nairobi et trouve, par l'intermédiaire de son oncle, une place d'apprentie dans un atelier de confection. Millicent y côtoie d'autres jeunes femmes, dont certaines n'ont pas eu la possibilité d'achever leur scolarité en raison d'une grossesse non

désirée. Ce problème, qui touche près de 10 000 Kényanes chaque année, réduit les chances d'accès des filles à l'éducation et vient donc s'ajouter pour elles aux autres inégalités d'ordre régional, économique et social.

## Des enfants des rues pris en charge

John est né à Mathare, dans un quartier pauvre de Nairobi. Il a grandi auprès d'une mère qui ne parvenait pas à subvenir aux besoins de la famille. Dès l'âge de huit ans, il devient un *parking boy* (enfant de la rue). Après une première expérience de trois ans dans un centre d'insertion communautaire, destiné à aider ces enfants, il recommence à errer dans les artères de la capitale, avant d'être arrêté par la police qui le met en détention pendant quelques semaines. «A

**«J'aime bien cette manière d'apprendre en travaillant, mais je souhaite aussi suivre une formation dans une école pour avoir un diplôme»**

Des jeunes désœuvrés tuent le temps dans les rues de Nairobi.

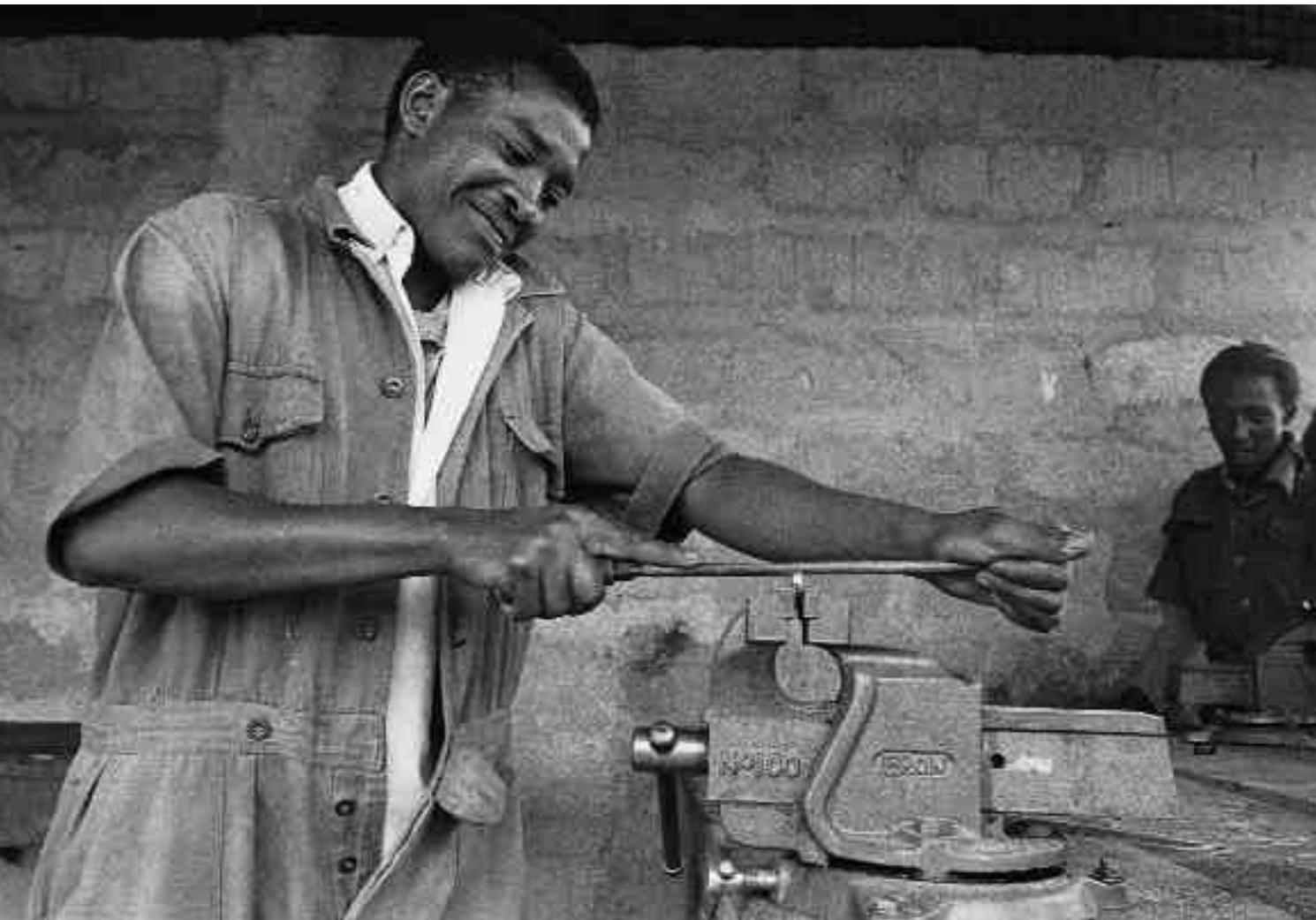


*mes camarades et à moi, se souvient-il, on nous a dit qu'on pouvait trouver de l'aide auprès de l'église Sainte Teresa. Ensuite, nous avons été pris en charge par l'association Undugu Society.»* Cette organisation catholique héberge les enfants, leur délivre une éducation de base et les place auprès d'un artisan qui leur assure une formation technique, payée par l'association. *«J'ai vu des jeunes qui apprenaient la menuiserie et j'ai décidé de faire comme eux»*, raconte John, qui est alors confié en apprentissage à un menuisier.

*«Ces actions de réhabilitation visent à favoriser l'insertion des jeunes dans le milieu productif, en les plaçant dans un atelier dirigé par un artisan reconnu pour ses compétences de formateur»*, commente un éducateur d'Undugu Society. Les travailleurs sociaux conseillent les jeunes dans le choix d'une spécialité et effectuent des visites hebdomadaires dans les ateliers pour évaluer les progrès des apprentis et préparer progressivement leur

# brûlant

Abdelhag Rharade\*



Un jeune homme apprend à travailler les métaux au centre polytechnique de Kajiado.

insertion professionnelle. Les enfants de la rue ne sont pas les seuls à bénéficier des programmes d'Undugu Society, puisque l'association accueille de plus en plus de jeunes en fin de scolarité et à la recherche d'une formation.

## Coûts élevés, débouchés rares

Malgré les efforts des pouvoirs publics pour encourager l'enseignement technique, le réseau des centres de formation professionnelle – 2 000 établissements publics et privés – n'absorbe qu'un peu plus de 1% de la population en âge scolaire. Ces établissements attirent des jeunes ayant eu un bon parcours scolaire, dont les parents, peu instruits, ont les moyens de financer les frais de scolarité. Mais ils sont confrontés à de sérieuses difficultés financières, malgré l'appui des organismes d'aide au développe-

ment. Certains centres, comme les Youth Polytechnics, ne peuvent pas toujours équiper des ateliers, faute de fonds. Leurs ressources proviennent des communautés locales et du produit de la vente des objets fabriqués par les jeunes. Ceux-ci parviennent tout de même à acquérir quelques qualifications. Mais de nombreuses enquêtes réalisées auprès des élèves de ces centres montrent que l'enseignement technique ne garantit pas l'insertion dans le marché du travail. Une assez faible minorité obtient un emploi à la sortie et de bons résultats semblent peser moins que les relations pour trouver un emploi correspondant à la formation suivie. Depuis quelques années, les centres de formation professionnelle sont remis en question en raison de leurs coûts de fonctionnement élevés, du nombre réduit de places qu'ils proposent et du manque de résultats en matière de débouchés.

Conscients de ce problème et de la sortie annuelle du système scolaire de plus d'un enfant sur deux dès le premier cycle, les dirigeants kényans ont entrepris de réformer le système éducatif (voir encadré). Le cycle primaire est passé de sept à huit années et le programme intègre à présent des disciplines techniques. L'objectif est de dispenser quelques connaissances pratiques aux élèves, pour les orienter vers une formation ou une activité professionnelle dans le secteur des *jua kali*. Parallèlement, l'Etat a lancé une vaste politique de valorisation et de soutien de ce type d'emplois. Ce secteur est, en effet, considéré comme susceptible d'offrir un avenir professionnel à 90 000 jeunes chaque année. Sensibilisés par un ▶

\* Auteur de Les itinéraires des apprentis à Nairobi, IFRA, Nairobi, 1995.

enseignement technique, les habitants de Nairobi ne recherchent plus systématiquement un emploi de col blanc à la fin de leur scolarité.

### Avoir son propre atelier

Abdi est en formation dans un garage. Il y apprend l'électromécanique. «*Mes parents sont agriculteurs à Eldoret et ils ne pouvaient pas payer les frais de scolarité. Alors, je suis venu à Nairobi, chez mon oncle, qui m'a présenté au patron du garage.*» Il entend y acquérir de solides qualifications pour entrer ensuite dans une école polytechnique, y décrocher un certificat, puis un emploi «*dans un grand garage*», précise-t-il. Reuben espère, lui aussi, ne pas s'arrêter là: «*Je suis trop jeune pour travailler. Après mon apprentissage, je voudrais suivre des cours dans un établissement technique. Mon objectif? Avoir mon propre atelier de menuiserie.*» Alors, à son tour, il pourrait accueillir des apprentis qui, comme lui, ont été contraints d'abandonner l'école prématurément. ■



© Neil Cooper/Panor Pictures, Londres

Seules 90 Kényanes sur 100 000 font des études supérieures.

### + . . .

- Population du Kenya: 27,1 millions (1995), dont 48% de moins de 15 ans
- Croissance démographique annuelle: 3,5% (l'une des plus fortes du monde)
- Taux de chômage: inconnu
- Taux d'analphabétisme: 22%
- PNB/habitant/an: 280\$

Source: Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 1998.

## Une réforme à deux vitesses

Le gouvernement kényan a lancé, en 1985, une réforme scolaire qui modifie en profondeur les contenus des programmes ainsi que les structures et met davantage l'accent sur un enseignement pré-professionnel dont les élèves pourraient tirer profit dès la fin de leur scolarité. Elle vise à adapter le système éducatif aux besoins du pays, réduire les inégalités par la construction de nouveaux établissements dans les régions défavorisées et, surtout, résoudre le problème de ceux qui arrivent sur le marché du travail sans formation professionnelle. L'école doit ainsi inculquer des techniques et un savoir utiles au développement économique du pays, et préparer les jeunes à se perfectionner dans une institution de formation professionnelle ou à se lancer dans une activité artisanale.

Des matières techniques, agricoles ou artistiques ont ainsi été introduites dans le cycle primaire, auparavant cantonné aux disciplines générales (anglais, mathématiques, histoire, etc.). Un programme intitulé *Art and Craft* enseigne le dessin, la peinture, la décoration, la poterie, le travail du cuir, du bois et du métal. Il doit permettre à ceux qui vont quitter tôt l'école d'utiliser ces connaissances pratiques dans leur communauté, pour produire tables, chaises, paniers ou encore ustensiles de cuisine.

Depuis trois ans, des études évaluent l'impact de l'enseignement de ces matières techniques. Elles observent que les écoles les

plus démunies n'offrent guère le choix des disciplines, et que les élèves sont orientés selon leurs origines sociales et leur sexe. D'autre part, les méthodes des enseignants n'ont pas évolué parallèlement à la réforme, en raison de leurs faibles connaissances des matières spécialisées. Ce nouveau système scolaire fait actuellement l'objet de vives critiques: implantation précipitée (à peine le tiers des établissements est équipé en ateliers), programmes trop chargés et mauvaise estimation des coûts, surtout pour des familles parfois obligées de vendre quelques têtes de bétail pour financer la scolarité de leurs enfants. Les écoles demandent aux parents de procurer toutes les fournitures nécessaires aux élèves pour fabriquer des objets. Ainsi l'éducation est-elle loin d'être gratuite et équitable. Les écoles publiques, notamment dans le secondaire, exigent parfois des frais d'inscription représentant le double, voire le triple, des montants fixés par le ministère de l'Éducation. Si bien que les bons élèves issus de familles pauvres ne peuvent s'inscrire dans les meilleures écoles, contrairement aux enfants venant d'un milieu aisé mais qui ont des résultats médiocres. Cette éducation à deux vitesses est la principale critique adressée au nouveau système éducatif. De nombreux élèves et leurs parents attendent donc maintenant... une réforme de la réforme scolaire. A. R. ■

## Du nouveau pour les enfants du Cambodge

Chev, 10 ans, vit dans la province de Mondul-kiri, située sur les hauts plateaux au sud-est du Cambodge. Il appartient à la minorité ethnique des Phnongs. Il habite avec sa famille loin de la capitale régionale de Sem Monorum et, six mois par an, ne peut se rendre à l'école car les routes sont impraticables en raison des intempéries. Aussi, le gouverneur de la province a-t-il sollicité l'aide de l'Association de parrainage d'enfants au Cambodge (ASPECA), une organisation non gouvernementale française créée en 1991, qui gère déjà dans le pays 60 sites abritant plus de 5 000 orphelins ou enfants de la rue. L'appel du gouverneur est motivé par les conditions de vie particulièrement dures dans cette région peu peuplée et difficile d'accès.

L'action de l'ASPECA est double: construire de nouvelles écoles dans la campagne et un village d'accueil à Sem Monorum pour les enfants sans famille, mais aussi proposer un parrainage aux enfants les plus démunis. Chev est pris en charge par une marraine qui vit en France. Elle s'est engagée à lui assurer nourriture, soins de santé, frais de scolarité et vêtements, aussi longtemps qu'il en aura besoin. Dans les lettres qu'il lui envoie régulièrement, il promet de saisir sa chance et de bien travailler. La grande majorité des 4 200 parrains et marraines sont originaires d'Europe occidentale et du Canada. L'ASPECA a déjà construit 12 maisons traditionnelles, en bois et toit de chaume, à Sem Monorum, la capitale, où seront hébergés les enfants trop éloignés de l'école.

En février 1998, l'UNESCO a signé avec l'ASPECA un accord de coopération. Les enfants ont reçu des fournitures indispensables à leur scolarité. Les écoles sont dotées de bibliothèques. Ces actions s'inscrivent dans un projet plus ample de développement de l'éducation primaire et secondaire, dans un pays où près de la moitié de la population a moins de 15 ans et plus de 150 000 enfants sont orphelins ou en état de détresse. ■

# Immigrés: le mythe des frontières



Et tournent les capitaux, et tournent les marchandises, les images, les sons et... les gens: les migrations internationales n'ont jamais été aussi massives, entre les pays du Sud plus encore que du Sud vers le Nord. Mais si ces mouvements gonflent inexorablement, les obstacles se multiplient pour les endiguer.

Les raisons de partir demeurent: pauvreté, répression, guerres, mais les pays d'arrivée sont partout de moins en moins accueillants vis-à-vis des travailleurs immigrés: les frontières se ferment, les interventions policières se musclent. Souvent, au prétexte que les emplois se font de plus en plus rares. En fait, parce que les fantasmes sur l'immigration enflent, fantasmes qu'anime un ressort aussi pervers qu'immémorial: la peur du changement exige de trouver un coupable que l'immigré, «l'étranger» le plus proche, incarne à cause de sa différence et sa vulnérabilité.

NDLR: Les statistiques sur l'immigration présentent des différences notables selon les sources auxquelles les auteurs se sont référés.

© 1997/Sebastian Salgado/Amazones/Contact Press Images, Paris

# Illusions et réalités

Demetrios Papademetriou\*

Jamais autant de personnes n'ont émigré. Les pays d'accueil doivent comprendre les enjeux de ce grand remue-ménage plutôt que de se barricader.

De plus en plus de gens migrent. Ce phénomène n'a jamais touché autant de personnes ni autant de pays dans l'histoire de l'humanité, et ses répercussions sont de plus en plus complexes, tant au niveau économique que politique.

Les causes des départs des migrants demeurent en gros les mêmes: insécurité matérielle et physique, intolérance, exclusion économique et politique, répression, catastrophes et bouleversements divers, conflits et guerres. Mais, de façon générale, ces circonstances ne suffisent pas à déclencher ou à amplifier soudainement un flux migratoire. Il faut que d'autres conditions soient déjà en place, parmi lesquelles on peut citer l'existence de relations économiques et politiques de longue date entre pays concernés; la présence d'une communauté d'ancrage dans l'Etat de destination, susceptible de cautionner les démarches des nouveaux immigrants, de les aider à effectuer le voyage puis à s'intégrer sur place; un marché du travail aux règles souples, qui soit ouvert aux nouveaux venus et les intègre efficacement. Il faut aussi souvent que l'opinion publique du pays de destination reconnaisse comme telles les difficultés que les migrants s'efforcent de fuir dans leur pays d'origine.

## Vers un contrôle accru, vers l'exclusion

Depuis les années 80, ces conditions se trouvent plus fréquemment réunies. C'est la raison pour laquelle les migrations internationales ont acquis une ampleur mondiale. Il est donc devenu essentiel aujourd'hui de faire le point sur les dimensions et la signification de ce phénomène: d'un côté, les pays de l'hémisphère sud se préoccupent d'autant plus vivement de ces migrations qu'ils en dépendent plus étroitement; d'un autre côté, les pays de l'hémisphère nord adoptent des mesures qui convergent de plus en plus vers un contrôle accru de l'immigration et vers l'exclusion.

Dans leur majorité, ces mouvements de populations planétaires se poursuivront et se renforceront très probablement, exigeant de notre part une meilleure compréhension à leur égard. Cette réflexion est d'autant plus urgente que les Etats du Nord sont actuellement plongés dans des débats intellectuels, à travers lesquels les fondements de ces migrations sont remis en cause, de même que leurs apports.

Pour ce qui nous préoccupe, il est plus utile de considérer les migrations internationales comme un système plutôt que comme une série d'événements. Cette approche permet d'aborder les processus de migration dans leur ensemble, au-delà des causes et des caractéristiques d'un mouvement spécifique, organisé ou spontané, permanent ou temporaire, accepté légalement ou «irrégulier». Elle permet aussi à l'analyste de dépasser les dichotomies qui distinguent pays d'émigration et pays d'accueil, installation à titre durable ou provisoire, expatriation pour raisons économiques ou politiques.

## Double mouvement d'arrivées et de départs

Aujourd'hui, la plupart des Etats connaissent simultanément un double mouvement d'arrivées et de départs. De même, les individus se déplacent pour un ensemble complexe de raisons, qui sont à la fois économiques, sociales, culturelles et politiques. Les catégories théoriques sur lesquelles se fondent les classifications généralement utilisées sont de moins en moins adaptées pour refléter la diversité de ces motivations. La confusion qui en résulte creuse un écart entre la théorie et la réalité et mine l'adhésion des citoyens d'un pays à la politique d'immigration menée par leurs autorités.

Enfin, il faut rappeler que les immigrants considérés comme «permanents» dans les classifications repartent souvent pour une autre destination ou rentrent dans leur pays d'origine. Ainsi, la moitié des gens arrivés aux Etats-Unis pendant la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle étaient retournés chez eux dans les années 50. Par ailleurs, une grande proportion de migrants «temporaires» restent à l'étranger pendant de longues périodes, avec ou sans autorisation officielle, ou finissent par obtenir le droit de s'installer définitivement.

Plus important encore, les politiques d'immigration adoptées par les gouvernements ne peuvent être meilleures que les analyses sur lesquelles ces hommes politiques se sont appuyés pour comprendre une situation donnée et y remédier. On ne s'étonnera donc pas de voir qu'une politique mal conçue échoue à «résoudre» les problèmes qui ont surgi. Et lorsque la politique s'empare de questions brûlantes, elle risque de passer encore plus loin du



Environ 120 millions de personnes vivent, comme cette femme, en dehors de leur pays d'origine.

but. Un exemple l'illustre parfaitement. Les Etats-Unis méconnaissent les motivations de bon nombre d'immigrés mexicains en situation irrégulière, qui peuvent préférer simplement «séjourner» dans ce pays plutôt que de s'y installer définitivement; ils ne prêtent pas attention aux raisons sociales et économiques qui rendent ces travailleurs intéressants aux yeux des employeurs américains. De ce fait, les autorités américaines optent pour le renforcement des contrôles aux frontières et pour l'interdiction du travail clandestin (de manière assez ambiguë), sans que ces mesures répondent efficacement au défi complexe que constitue l'immigration irrégulière des Mexicains.



© Philip Wolman/France Presse, Londres

Une telle politique a plusieurs conséquences. Elle transforme les migrants temporaires en immigrants de longue durée et encourage la prolifération de faux documents et le trafic de faux papiers. D'autre part, elle détériore les conditions de travail dans tous les secteurs faisant appel à des travailleurs en situation irrégulière, car ceux-ci acceptent, vu leur statut précaire, à peu près n'importe quelles conditions de travail. Ces conséquences, prévisibles, se vérifient actuellement aux Etats-Unis.

Le problème est vaste, les réponses sont complexes (et de moins en moins satisfaisantes). Qu'en est-il de l'ampleur des migrations? Environ 120 millions de personnes vivent en dehors de leur pays d'origine. La plupart sont arrivées par des canaux strictement réglementés dans le pays d'accueil, surtout s'il est occidental. Les réfugiés représentent 20% à 25% de ce total. Les autres sont principalement soit des personnes ayant rejoint un ou plusieurs membres de leur famille, soit des travailleurs temporaires en situation régulière.

*Il n'y a pas de portes, il n'y a que des miroirs.*

Octavio Paz,  
1914 - 1998, Mexique.

Il est important de souligner que l'immigration a augmenté de façon progressive et non pas explosive, et que certaines catégories telles que les travailleurs temporaires en situation régulière ont vu leur poids relatif diminuer au cours des 10 dernières années. Le seul changement notable concerne les perceptions qui ont, elles, évolué indépendamment des données objectives: le sentiment populaire est que l'hémisphère nord vit en état de siège, «envahi» par les citoyens de l'hémisphère sud.

Trois immigrés sur cinq sont installés dans des pays de l'hémisphère nord. L'immense majorité d'entre eux est arrivée par des voies légales ou bénéficie d'un statut légal. Les autres sont pour la plupart

## Tous les pays du monde ont maintenant sur leur sol un nombre significatif de personnes nées à l'étranger

installés dans les pays occidentaux, à «l'invitation» implicite des secteurs économiques les plus importants des pays d'accueil, au moins avec une certaine bienveillance de la part des autorités locales. Et les immigrants en situation irrégulière font souvent partie des jeunes les plus dynamiques et les plus motivés des pays du Sud: ils sont les moins susceptibles de constituer un fardeau pour les pays d'accueil.

Tous les pays du monde ont maintenant sur leur sol un nombre significatif de personnes nées à l'étranger mais dont l'origine et la proportion varient beaucoup suivant les grandes régions du monde, et au sein même de ces régions. L'Océanie vient en tête avec environ cinq millions de personnes vivant dans un pays où elles ne sont pas nées. Suivent le Canada et les Etats-Unis.

On constatera peut-être avec surprise que l'Union européenne et la Suisse comptent maintenant sur leur sol autant de personnes nées à l'étranger que les Etats-Unis et le Canada. En données relatives, le pourcentage est toutefois plus faible (une personne sur neuf ou dix, y compris les «sans papiers»), ces 16 pays d'Europe ayant une population globale beaucoup plus importante.

## L'Afrique et ses réfugiés

En Asie et en Afrique, les flux migratoires s'opèrent pour l'essentiel au sein même de chacun de ces continents. L'Asie vient très loin devant en chiffres absolus et compte à elle seule un bon tiers de tous les migrants internationaux de par le monde. Le Moyen-Orient affiche la plus forte proportion d'immigrés; l'Ouest et certaines parties du Sud de l'Asie concentrent beaucoup de réfugiés; enfin, le Sud et le Sud-Est asiatiques accueillent quantité d'immigrants temporaires en situation irrégulière.

L'Afrique concentre probablement 10% de tous les migrants internationaux. C'est aussi sans doute la région du monde où les flux migratoires subissent

les plus grandes variations. Cela s'explique en partie parce que ce continent, au cours des 20 dernières années, a été le théâtre de la plupart des événements qui ont provoqué l'exode de réfugiés. Mais ceux-ci ont aussi pu, souvent, regagner leur pays par la suite. Les traditionnelles migrations à grande échelle parmi des populations de pays voisins jouent sans doute un rôle tout aussi important, de même que l'attraction exercée par l'Afrique du Sud de l'après-apartheid sur les habitants de l'Afrique subsaharienne.

Il serait peut-être bon de terminer par quelques vérités «gênantes». La première d'entre elles déplaira aux politiciens et aux nationalistes zélés de l'hémisphère nord qui s'aveuglent à l'environnement: l'entrée de leurs pays dans l'âge de l'information rend très improbable leur autosuffisance pour certains types de main-d'œuvre, d'autant plus que le déficit démographique de la plupart des pays du Nord se creuse, que leurs populations vieillissent et que leurs organismes de protection sociale ont des problèmes financiers.

### Revenir à la raison

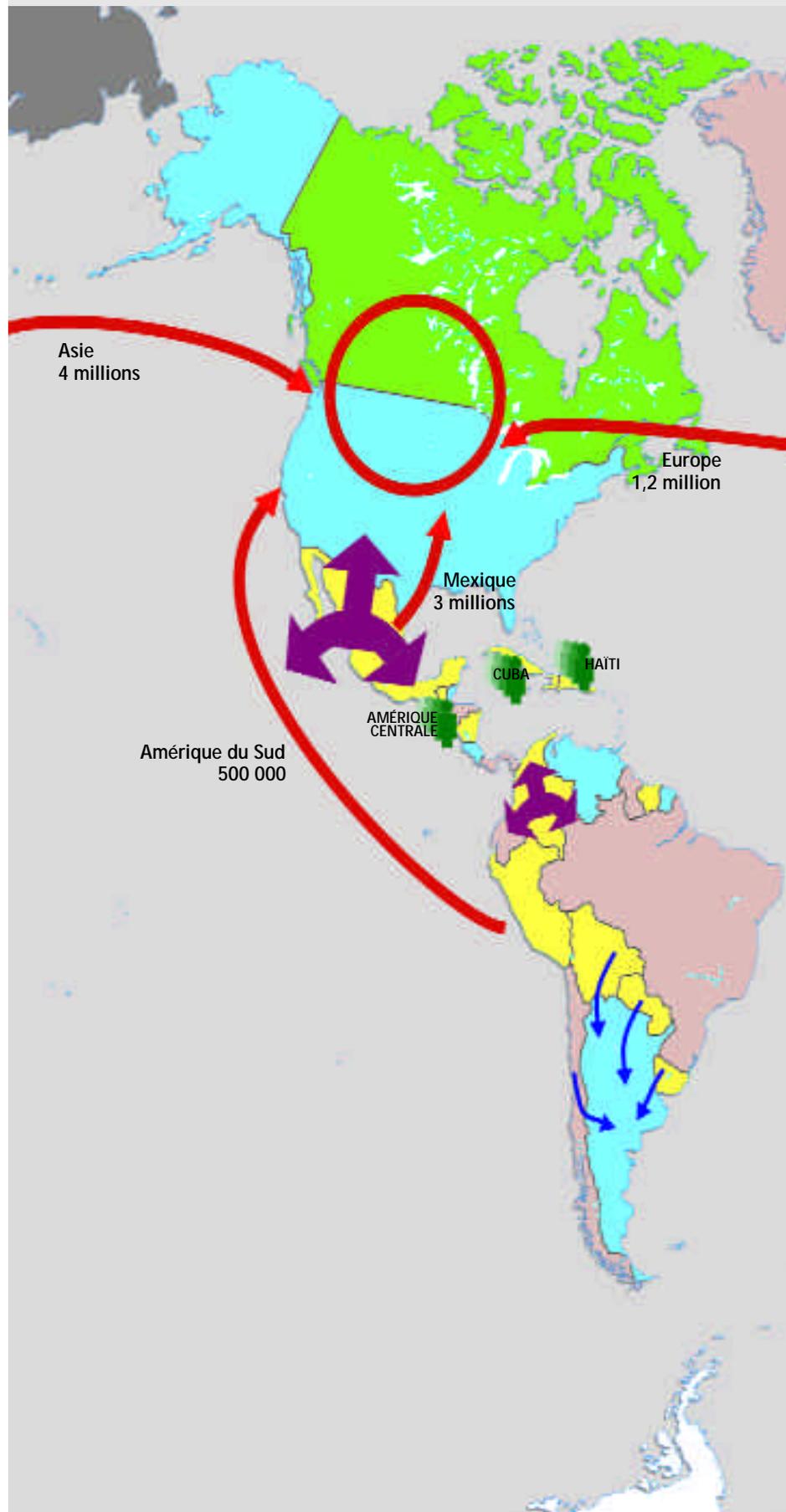
Ce n'est pas parce que l'hémisphère nord poursuit ses avancées technologiques qu'il pourra se passer d'emplois faiblement rémunérés, pénibles, saisonniers et peu valorisants. Dans le même temps, les pays occidentaux n'auront pas le courage d'obliger leurs chômeurs ou leurs travailleurs sous-employés à effectuer ces tâches ingrates. Mieux vaudrait admettre que l'immigration fournit des travailleurs susceptibles de vouloir ces emplois peu attractifs, par lesquels ils peuvent, en retour, s'intégrer dans les sociétés du Nord, avec leurs avantages politiques et sociaux.

Comme ce processus débouche sur une diversification accrue des populations, il nous faut aborder le chapitre suivant de l'histoire de l'humanité, à savoir l'apprentissage de la vie dans des sociétés multi-ethniques, sur la base du respect des différences ethniques, culturelles, raciales et religieuses. ■

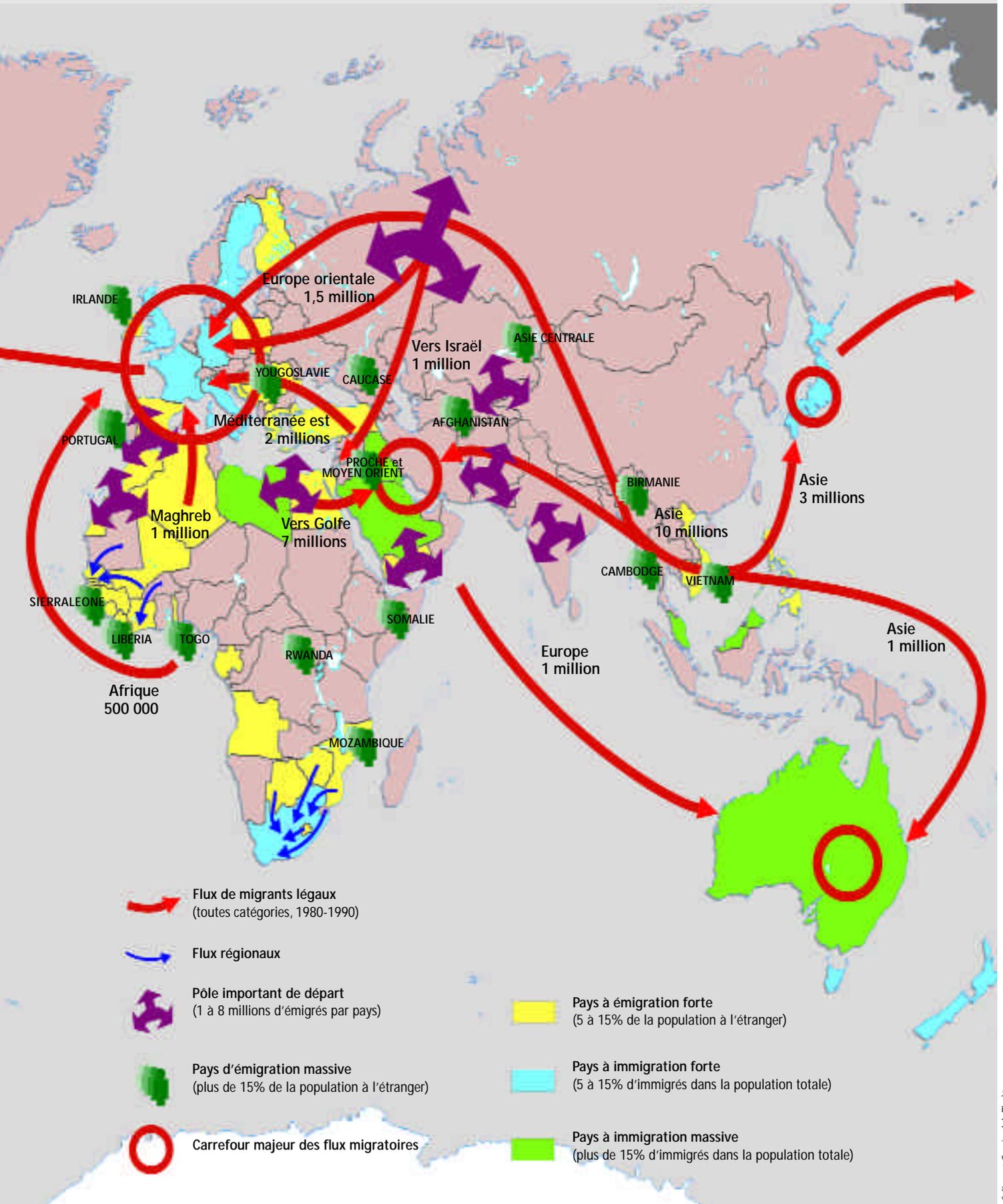
*Jamais n'ont été aussi disproportionnées la liberté de mouvement et la richesse des moyens de locomotion.*

Walter Benjamin,  
1892-1940, Allemagne.

# La mondialisation



# du phénomène migratoire



## Pays ou territoires comptant le plus grand nombre d'immigrants\* en 1990

Pays ou territoires	nombre d'immigrants	en pourcentage de la population
Etats-Unis	19 602 725	7,88
France	5 897 370	10,43
Allemagne	5 037 072	6,36
Canada	4 265 626	15,45
Arabie saoudite	4 037 518	25,76
Australie	3 915 949	23,36
Royaume-Uni	3 718 295	6,49
Iran	3 587 697	6,20
Côte-d'Ivoire	3 440 419	29,27
Hong Kong	2 271 226	39,99
Argentine	1 675 033	5,18
Italie	1 549 259	2,72

\* nés à l'étranger. L'Inde et le Pakistan ne figurent pas dans ce tableau. A la suite de la partition de 1947, ces deux pays comptent également un grand nombre d'habitants nés à l'étranger. Ils sont 8 659 775 en Inde (1,03% de la population) et 7 272 000 au Pakistan (6,07% de la population)

Source: Trends in total migrant stock, Division de la population, Nations unies, 1998

## Pays ou territoires comptant le plus grand pourcentage d'immigrants\* en 1990

Pays ou territoires	nombre d'immigrants	en pourcentage de la population
Emirats arabes unis	1 478 191	90,18
Koweït	1 503 265	71,69
Qatar	299 000	63,50
Macao	150 401	44,74
Hong Kong	2 271 226	39,99
Bahrein	169 223	35,12
Oman	574 600	33,56
Israël	1 426 785	30,91
Côte-d'Ivoire	3 440 419	29,27
Jordanie	1 112 247	26,39
Arabie saoudite	4 037 518	25,76
Australie	3 915 949	23,36

\* nés à l'étranger. Ce tableau ne tient pas compte des pays ou territoires à faible population (comme l'île Christmas et l'île de Norfolk) et des paradis fiscaux (comme Andorre et Monaco) qui, bien qu'accueillant une forte proportion d'étrangers, ne sont pas concernés par le thème de l'immigration

Source: Trends in total migrant stock, Division de la population, Nations unies, 1998

## Pays ayant engendré la plus importante émigration nette\* pendant la période 1980-1995

Pays	Nombre net d'émigrés
Mexique	4 446 000
Bangladesh	4 048 000
Philippines	2 962 000
Chine	2 429 000
Indonésie	2 400 000
Vietnam	1 013 000
Sri Lanka	900 000
ex-Yougoslavie	897 000
Zambie	750 000
Thaïlande	750 000
Colombie	750 000
Pérou	745 000

\* Estimations. Les pays comptant un nombre très important de réfugiés ne figurent pas dans ce tableau: Afghanistan (2 572 000), Rwanda (1 750 000) et Somalie (950 000)

Source: Trends in total migrant stock, Division de la population, Nations unies, 1998

**Le pays est partout où l'on se trouve bien. La Terre est aux mortels une maison commune.**

Robert Garnier, 1545-1590, France.

## Faibles salaires, gros transferts

Les travailleurs immigrés occupent en général des emplois peu rémunérateurs dans leur pays d'accueil. Ils parviennent néanmoins, la plupart du temps, à économiser sur leurs faibles salaires pour envoyer de l'argent à leur famille et à son entourage. Ces économies peuvent atteindre des proportions très importantes par rapport à leurs revenus, en particulier s'il s'agit de migrants temporaires ou en début d'immigration.

Depuis le début des années 90, les transferts financiers des travailleurs migrants vers leur pays d'origine sont estimés à environ 70 milliards de dollars par an, soit plus que le total de l'aide publique au développement (d'un montant de 58 milliards de dollars en 1996, par exemple). Comme chaque travailleur émigré aide financièrement cinq à six personnes en moyenne dans son pays natal, on considère que 200 à 250 millions de personnes à travers le monde bénéficient du soutien d'un ami ou d'un parent travaillant à l'étranger.

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ces transferts sont des sources importantes de devises pour nombre de pays en voie de développement. En Egypte, ils constituaient la première source de revenus extérieurs au début des années 80 et rapportaient autant que le tourisme et les droits de passage du canal de Suez. En Tunisie, ils assurent aujourd'hui environ 5% du produit intérieur brut, 50% du service de la dette et 10% de la balance des paiements. Au Yémen, ces transferts représentent 150% du revenu des exportations. En Haïti enfin, les envois de fonds de la diaspora équivalent à 6% du produit national brut.

Ces chiffres concernent uniquement les transferts monétaires effectués par l'entremise de banques, de bureaux de poste ou d'organismes officiels. Ils ne tiennent compte ni de l'argent liquide que les travailleurs migrants ramènent lors de leur retour au pays, ni des cadeaux qu'ils apportent avec eux ou envoient de leur pays d'accueil. Il peut s'agir de médicaments, de vêtements mais aussi de matériels (des photocopieuses ou des télécopieurs par exemple) destinés au lancement d'un petit commerce au pays natal. Au total, ces marchandises peuvent dépasser en valeur le montant des transferts monétaires comptabilisés.

Enfin, les migrants reviennent souvent au pays avec d'autres richesses inestimables. Ils ont pu acquérir, dans le pays d'accueil, de nouvelles compétences, apprendre de nouveaux modes d'organisation ou se familiariser avec des principes démocratiques et d'éducation, importants notamment pour l'évolution du statut de la femme dans leur société. ■



© David Burnett/Contact Press Images, Paris

Des immigrés cubains en attente de régularisation aux Etats-Unis.

# L'accueil en chiffres

Gildas Simon\*

Quels pays accueillent des immigrés, en quel nombre, depuis quand, dans quels buts, comment? Un bref survol planétaire.

«Accueillir» des immigrants? Le mot lui-même est ambigu, tant est vaste la manière de concevoir, percevoir ou pratiquer cet «accueil». Entre l'ouverture formelle des frontières aux étrangers et leur réception chaleureuse, entre les déclarations officielles à leur égard et les pratiques réelles du fonctionnaire derrière son guichet, entre les cultures et les époques, la diversité des situations et des comportements est extrême. Selon quels critères pourrait-on donc classer les différents «pays d'accueil», entendus au sens le plus large, celui de pays recevant des immigrants?

Les plus immédiats sont d'ordre quantitatif. Le premier classement fait intervenir soit le nombre des entrées annuelles légales, soit celui de la population durablement établie sur le territoire de l'Etat receveur. Sur la base du premier critère, deux pays se distinguent: au premier rang mondial, les Etats-Unis (720 000 entrées en 1995, mais 1,8 million en 1991 dont 1,1 million de régularisations au titre de la loi de 1986), suivis de près par l'Allemagne (800 000 en

1995; 1,2 million en 1991) qui est de très loin, sur ce plan, le premier pays en Europe. Un second groupe reçoit en moyenne 100 000 à 200 000 immigrants légaux par an (Canada, Japon, Royaume-Uni, France, Australie, Israël).

Si l'on regarde le nombre de résidents étrangers, ici encore les Etats-Unis sont en tête avec 24,6 millions d'étrangers résidents en 1996, soit 9,3% de leur population, devançant largement l'Inde (8,6 millions en 1990; 1% de la population), le Pakistan (7,2 millions; 6%) et l'Allemagne (7,1 millions; 8,8%). Un troisième groupe en héberge 2 à 4 millions: Australie (3,7 millions en 1991; 22,3%), Canada (4,3 millions en 1991; 16,1%), France (3,6 millions en 1990; 6,3%), Royaume-Uni (2 millions en 1995; 3,4%), Arabie Saoudite (4 millions; 25,7% en 1990), Côte-d'Ivoire (3,4 millions; 29,7%) et Hong Kong (2,2 millions; 39,9%).

Ces pourcentages démontrent déjà des variations considérables dans la proportion des étrangers par rapport aux populations locales. Cette proportion ►

peut atteindre, ailleurs, des valeurs extrêmes. En tête figure un premier groupe de pays peu peuplés mais riches en pétrole, où les immigrés peuvent même être majoritaires: le Qatar (63,7%), le Koweït (71,6%), les Emirats arabes unis (90,1% en 1990). Mais aussi: l'Arabie Saoudite, Bahrain, Oman, Brunei, la Libye (25% à 35% en 1990). Un second type à fort pourcentage d'immigrés est formé de très petits territoires, généralement insulaires (dans les Caraïbes et le Pacifique), ou de mini-Etats enclavés mais souvent dotés d'un statut particulier, notamment sur le plan fiscal (Luxembourg: 37,8%; Macao: 44,7%; Monaco: 67%). Les «pays neufs», pourvus d'immenses espaces mais encore faiblement peuplés, constituent un troisième type: Canada et Australie (16% à 22%), auxquels on pourrait sans doute adjoindre des Etats de l'actuelle CEI. Un quatrième type enfin est celui des démocraties industrielles occidentales où le taux d'étrangers, très inférieur à ce que l'on en dit couramment, est généralement compris entre 3% et 10%:

## Peu d'Etats, y compris parmi les grands pays d'accueil, ont ratifié les instruments juridiques internationaux sur les immigrés

la grande majorité des Etats de l'Union Européenne (ceux déjà cités mais aussi l'Autriche et la Belgique: 9%; la Suède et les Pays-Bas: 5%), auxquels on pourrait ajouter les Etats-Unis. La Suisse, avec 18,9% en 1995 apparaît comme l'une des seules particularités notables de ce groupe. Mais sa position géographique, son histoire et sa politique fiscale ne la rattachent-elle pas au second type distingué ci-dessus?

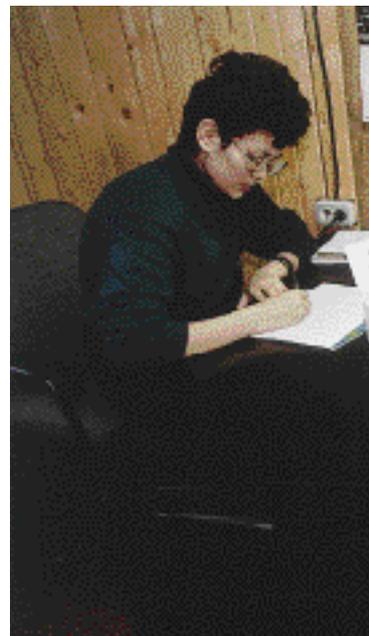
L'existence d'une tradition d'accueil ouvre une seconde ligne de partage, dont les implications humaines sont importantes sur le plan de la démographie (structure par âge, régime de la fécondité), du statut administratif et juridique, de l'intégration économique, sociale et culturelle. On distinguera ici les vieux et les nouveaux pays d'accueil mais aussi les Etats dont la politique migratoire a évolué ces dernières années. Dans le monde développé, les pays dont la tradition en ce domaine est toujours active depuis un siècle au moins ne sont en fait que quelques-uns: l'Allemagne, la France, la Suisse et les pays dits «de peuplement» européens ou «neufs» (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Etats-Unis). Mais il existe aussi des vieux pays d'immigration continue au Sud: le sultanat d'Oman reçoit depuis fort longtemps marchands et travailleurs de l'Inde, la Côte-d'Ivoire des populations d'origine sahélienne, et tous les pays d'Asie, depuis un siècle ou plus, des immigrés chinois ou indiens...

A ce premier groupe, on peut opposer les nouveaux pays d'accueil, qui découvrent, avec un sentiment souvent mêlé d'étonnement et d'inquiétude, qu'ils sont devenus des espaces d'immigration: l'Espagne, la Grèce ou l'Italie, les Etats pétroliers du Golfe mais aussi la Corée du Sud et la Thaïlande

expérimentent cette nouvelle fonction, ce qui explique en partie leurs difficultés à se positionner sur cette question. Enfin, des vieux pays d'accueil, confrontés à de graves problèmes de développement, ne jouent plus aujourd'hui ce rôle et sont pratiquement fermés: le Brésil, qui a reçu plusieurs millions d'immigrants venus de la terre entière ou encore l'Argentine. L'un et l'autre sont même devenus, au cours des années 80, des foyers notables d'émigration vers les Etats-Unis ou l'Europe.

Accueillir des immigrés, mais dans quel but? Telle est l'une des questions fondamentales qui sous-tend l'attitude des gouvernements et l'une des lignes de clivage entre eux – du moins sur le plan théorique – car, dans la réalité quotidienne, les choses sont nettement moins tranchées... L'affichage des politiques migratoires n'est guère la priorité des gouvernements et les fonctions d'accueil revêtent dans les principaux pays d'immigration des formes diverses et des associations complexes, parfois contradictoires. Néanmoins, on peut identifier schématiquement trois grands types de pays: ceux qui voient essentiellement dans les migrants une force de travail complémentaire ou principale; ceux qui admettent de manière explicite ou implicite l'établissement permanent ou définitif des immigrés; et enfin ceux qui répondent à des considérations principalement humanitaires.

Les premiers sont certainement les plus nombreux: l'Afrique du Sud, les Etats du Golfe, le Gabon, les économies émergentes d'Asie et le Japon (jusqu'à la crise financière), la plupart des Etats de l'Europe occidentale jusqu'en 1973-75 (le premier choc pétrolier). Le deuxième groupe correspond aux vieux pays d'immigration précédemment cités. Il faut ajouter



Des réfugiés afghans arrivent à Moscou.

## Sol et sang

L'immigré durablement établi est confronté à un problème majeur: obtenir la nationalité du pays d'accueil et tous les droits qui en découlent. Les gouvernements accordent ou non la naturalisation en fonction de deux doctrines issues du droit romain. L'une se fonde sur le lieu de naissance, l'autre sur la filiation.

La première, connue sous son nom latin de *jus soli*, autrement dit le droit du sol, est appliquée par des pays traditionnellement favorables à l'immigration. Ils considèrent ceux nés sur leur territoire comme des citoyens à part entière, quelle que soit la nationalité de leurs parents. Ils les assimilent ainsi en leur conférant les mêmes droits qu'aux enfants de leurs propres ressortissants. La Suède, les Etats-Unis, le Canada ou la France appliquent cette doctrine. Elle repose sur la conviction que la diversité culturelle ne fait pas obstacle à l'intégration.

Le second modèle, appelé *jus sanguinis* ou droit du sang, octroie la nationalité en vertu du principe de filiation. Un enfant né de parents immigrés doit hériter de la nationalité de ses géniteurs et n'a donc pas accès à celle du pays dans lequel il vit. Ce principe associe une famille à son pays d'origine et entend maintenir ce lien au fil des générations. En vigueur au Japon, le droit du sang est aussi appliqué par des Etats qui, envoyant traditionnellement une grande partie de leurs ressortissants à l'étranger, veulent éviter, entre autres, une diminution massive de leur population et, parfois, faciliter un éventuel retour au pays.

Les deux doctrines peuvent être fluctuantes. C'est ainsi qu'un pays désireux de ralentir son immigration tentera d'abandonner le *jus soli* au profit du *jus sanguinis* pour ne pas donner l'impression à l'immigrant que l'entrée sur son territoire lui garantit automatiquement sa naturalisation et celle de ses descendants. Ces changements de cap nécessitent de la prudence, car, l'acquisition de la nationalité du pays d'accueil présentant des avantages politiques, économiques et sociaux, tout ce qui vise à les restreindre peut engendrer des mouvements de contestation. ■



© Thyane Boleau/Unesil, Arthen

Israël, pour lequel l'arrivée de nouveaux immigrants (au sens où l'entendent les Israéliens) ou le retour de ceux qui en sont partis est de la plus grande importance stratégique. Là et à la différence du premier groupe, la question de la place des immigrés dans la société, de leur statut juridique, de l'accès à la nationalité est centrale et fait l'objet d'une législation très développée. Enfin, les pays d'accueil au sens humanitaire du terme acceptent d'ouvrir leurs portes à des flots considérables de réfugiés expulsés de leur pays par une catastrophe naturelle ou plus fréquemment par un conflit généralisé: plus d'un million de Mozambicains chassés de chez eux par la guerre et la famine ont trouvé refuge au Malawi, l'un des pays les plus pauvres de la planète, de 1975 à 1992; le Pakistan et l'Iran abritent encore plus de cinq millions d'Afghans. Et malgré la fermeture actuelle de la plupart des frontières, il faut signaler que bon nombre d'Etats ont exercé – bon gré mal gré – cette fonction humanitaire à une période de leur histoire contemporaine.

### Un accueil «à bras fermés»

Si l'on vient à des critères qualitatifs, le traitement de l'immigration et des immigrés est certainement le plus délicat. Pourtant, sa qualité est bien révélatrice du sens de la parole de l'Évangile: «*J'étais un étranger et vous m'avez accueilli*». Si cette parole résonne dans la conscience morale d'un grand nombre de pays du Nord comme du Sud, il n'est pas sûr qu'elle soit vraiment entendue et appliquée. Peu de pays, y compris parmi les grands pays d'accueil, ont ratifié les instruments juridiques internationaux sur le traitement des immigrés. Sans disposer d'un état précis de leur véritable situation juridique à travers le monde, il faut pourtant se risquer à une ébauche de classement. Un premier groupe rassemblerait les pays qui affichent explicitement une politique d'accueil et d'immigration, appuyée par un dispositif réglementaire et humain substantiel visant à l'établissement durable ou à l'installation définitive des nouveaux arrivants: l'Australie, le Canada, la Suède. Par certains côtés,

Israël relève de ce groupe mais avec la restriction importante que les immigrants sont sélectionnés sur une base religieuse ou culturelle.

Le deuxième groupe serait constitué des pays pratiquant un accueil effectif mais ambigu tant sont fréquentes les manifestations de défiance, voire de discrimination, surtout à l'égard des derniers arrivés. Il en est ainsi de la plupart des pays d'immigration en Occident. Leur position géographique, très souvent aussi leur histoire coloniale, l'attraction de leur puissance, la qualité de leur système social et éducatif drainent vers eux les migrants d'une planète de plus en plus nomade et branchée. Mais ce mouvement suscite perplexité et résistance d'une partie du corps social. Comme la plupart de ces Etats ne veulent pas se reconnaître, et encore moins s'afficher comme pays d'immigration, ils éprouvent, dans les faits, les plus grandes difficultés à construire un projet clair et cohérent en matière d'immigration ou d'intégration. D'où une évolution fluctuante, voire cahotique, de leur dispositif juridique. L'étranger admis légalement y reçoit souvent un accueil «à bras fermés». Mais s'il n'arrive ni dans un eldorado ni dans le paradis rêvé, il bénéficie pourtant d'une certaine protection sociale et juridique qui lui permet d'envisager un avenir pour lui et ses enfants. La condition des personnes en séjour irrégulier y est, par contre, beaucoup plus problématique.

### Encore plus précaire au Sud

Enfin et sauf exception, la situation des immigrés dans les principaux pays d'accueil au Sud (l'Afrique, l'Asie, les Caraïbes ou le Golfe) est encore plus précaire: insécurité du statut, dépendance totale vis-à-vis de l'employeur, soumission à l'arbitraire du pouvoir et absence de recours. Le tout se traduit souvent par des expulsions massives et sans ménagement des illégaux. Dans ce troisième groupe, la crise économique, en Afrique et en Asie surtout, accentue davantage encore la vulnérabilité des immigrés.

Ce survol de la planète, inévitablement schématique, ne comporte pas de jugement sur la valeur des politiques de tel ou tel pays: chacune peut avoir sa logique et parfois sa justification. Mais il permet de souligner la très grande diversité des situations migratoires et des réponses apportées. Avec la mondialisation des flux et des échanges, avec la connexion des espaces, où s'inscrit désormais la mobilité internationale, avec l'arrivée de populations nouvelles et culturellement différentes dans un nombre croissant de pays, l'universelle question de l'accueil de l'autre, de la qualité de celui-ci, si lourde d'implications et si chargée de valeur symbolique, n'en prend que plus de prix. ■

*Alors que son  
bateau accostait le  
nouveau monde  
Il vit une foule  
d'inconnus sur le  
rivage  
Et de grosses étoiles  
dans le ciel.  
On lui demanda ce  
qu'il portait là:  
Il dénoua son  
balluchon et tendit  
une motte de terre  
On la lui arracha  
des mains et elle se  
renversa  
Il pleura  
C'est ma patrie,  
dit-il  
Et toute la nuit  
il ramassa  
Jusqu'à la moindre  
miette, jusqu'au  
moindre grain.*

Ante Popovski, 1930 -,  
République de Macédoine.



- ◆ L'immigration. Défis et richesses. Semaines sociales. Bayard Editions. Paris 1998.
- ◆ Simon G. Géodynamique des migrations internationales dans le monde. Presses universitaires de France, Paris 1995.
- ◆ Stalker P. Les Travailleurs immigrés. BIT, Genève 1995.
- ◆ International Migration Review, New-York.
- ◆ Revue européenne des migrations internationales, Poitiers.
- ◆ Internet: migrinter@mshs.univ-poitiers.fr

# Boucs émissaires, partout et toujours

Antonio Cruz\*

Des travailleurs indonésiens s'apprêtent à regagner leur pays, après avoir été renvoyés de Malaisie.

Parce qu'il est «autre» mais aussi très vulnérable, l'immigré est partout désigné comme le responsable des difficultés qui secouent un pays.

Aucun grand pays industrialisé ne peut, de bonne foi, nier la contribution des travailleurs immigrés à sa prospérité, pas même l'«impénétrable» Japon où vivent quelque 300 000 travailleurs clandestins. Dans ces pays, peu de grands projets d'infrastructure auraient abouti sans le concours des immigrés. Néanmoins, ces travailleurs restent les boucs émissaires universels et permanents: ils ne sont pas plus protégés qu'il y a un siècle de la chasse qu'on leur livre. Et la mondialisation, l'amplitude croissante des flux migratoires ou l'évolution accélérée vers des sociétés cosmopolites n'y a rien changé.

Dans certains pays, ils sont peut-être moins exploités et considérés avec moins d'hostilité mais ils continuent de n'être admis dans les pays dits d'accueil que pour satisfaire une demande de travail. Très souvent, ils sont ensuite jetés comme des mouchoirs en papier usagés. La population d'origine immigrée peut même prendre une part active à ce rejet: les anciens exploités deviennent alors de redoutables exploités. Ainsi, les dimensions humaines de l'immigration sont toujours minimisées. Le travailleur immigré n'est qu'une ressource humaine, sa valeur de «ressource» prenant le pas sur sa qualité d'«être humain». C'est vrai dans les pays en développement, principalement sous l'effet de la crise économique, et dans les pays développés, y compris les anciens pays d'émigration, du fait de la montée des nationalismes.

Depuis le début de la crise du Sud-Est asiatique, à la mi-1997, la Thaïlande a expulsé quelque 250 000 travailleurs immigrés et la Corée du Sud a autorisé «avec indulgence» le départ de 50 000 travailleurs illégaux plutôt que de les frapper de peines de prison ou d'amendes. Quant à la Malaisie, elle a déjà renvoyé environ 50 000 travailleurs indonésiens, accordant, à partir du 1er septembre 1998, une «amnistie» de deux mois aux travailleurs illégaux pour qu'ils

quittent volontairement le pays avant que ne tombent les sanctions. Et il y a aussi celles et ceux qui, à l'intérieur même de leur pays, ont quitté la campagne pour rejoindre les villes et sont maintenant obligés de retourner dans leurs villages.

Les travailleurs immigrés en Afrique ne sont pas mieux lotis. L'un des exemples les plus récents est celui de l'Afrique du Sud qui, après avoir mis fin au régime d'apartheid, a intensifié sa lutte contre les immigrés clandestins dont elle n'a plus besoin. Entre 1992 et 1995, elle a renvoyé près de 400 000 travailleurs, principalement des Mozambicains dont le gouvernement a pourtant joué un rôle très actif contre l'apartheid (voir pp. 28-29).

## Des décideurs politiques en mal de thèmes électoraux

Dans les pays avancés, la mondialisation a, entre autres, engendré une montée du nationalisme, largement soutenu par toutes celles et ceux qu'elle marginalise en raison de leur incapacité à affronter une compétitivité accrue (voir encadré). Devant le mécontentement grandissant de leurs concitoyens, les décideurs politiques en mal de thèmes électoraux choisissent la facilité: il est autrement plus difficile d'essayer d'expliquer à l'opinion publique les mécanismes si complexes des théories économiques, du commerce international ou des marchés financiers que de s'en prendre aux nouveaux arrivés. On prétend ainsi, par exemple, qu'en leur supprimant les aides sociales, on pourrait dégager des «économies» qui seraient transférées vers les nationaux les plus démunis. Or, dans tous les pays industrialisés, les cotisations des immigrés aux systèmes de protection sociale sont supérieures aux prestations qu'ils en reçoivent.

Ce discours n'est pas l'apanage de l'extrême droite: désormais, les forces de la droite classique

\*Rédacteur en chef de  
Migrations Europe

comme de la gauche puisent elles aussi dans ce fond de commerce. Les Etats-Unis, le pays industrialisé le plus puissant du monde, qui doit sa prospérité, voire son existence, à l'arrivée de vagues successives d'immigration, ne sont pas épargnés. Et la situation est encore plus absurde en Australie, continent d'immigration de l'Asie-Pacifique, où le bouc émissaire immigré est défini par sa couleur et son origine ethnique. Le parti xénophobe de Pauline Hanson ne prend pas pour cibles les immigrés européens, le plus souvent d'origine modeste, mais plutôt les Asiatiques, qui apportent généralement des investissements significatifs, et les Aborigènes. Pourtant, leurs ancêtres vivaient en Australie bien avant l'arrivée des colons, dont descendent les électeurs de P. Hanson (voir p. 33).

A l'inverse, la «cible» immigrée peut non seulement ne pas être étrangère, mais afficher les mêmes «couleur» et origine ethnique que ses persécuteurs: en juin 1989, un Italien méridional immigré dans le

## Dans tous les pays industrialisés, les cotisations des immigrés aux systèmes de protection sociale sont supérieures aux prestations qu'ils reçoivent

Nord du pays a été battu à mort par un groupe d'Italiens du Nord. Et bien souvent, par exemple en Afrique, rien ne distingue, ni physiquement, ni culturellement, l'immigré agressé de ses agresseurs...

Le mécanisme est immuable et implacable: il faut toujours trouver un coupable, fût-il imaginaire, devant les difficultés qui secouent un pays. Lorsque l'étranger n'est pas là, ce mécanisme joue à l'encontre de celui considéré comme différent (voire l'histoire des communautés juives) ou même plus faible (les femmes). L'immigré, lui, est d'autant plus souvent désigné comme le bouc émissaire qu'il est non seulement «autre» mais aussi très vulnérable. Il est en général privé du droit de vote. Dans les pays en développement, il devient facilement un souffre-douleur à cause de la fragilité, voire de l'absence d'institutions démocratiques mandatées pour le défendre. Et, dans les pays avancés, il n'est pas difficile de soulever l'opinion publique contre les immigrés au nom de la liberté d'expression tout en niant, ce faisant, leurs droits élémentaires.

Le mouvement qui conduisait à un progrès dans le domaine social et dans celui des droits fondamentaux des immigrés semble donc marquer le pas. Les timides avancées réalisées jusqu'à présent sont menacées. A l'issue de 10 longues années de négociations, l'Assemblée générale de l'Onu a finalement approuvé, le 18 décembre 1990, la convention sur la protection de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (résolution 45/158). Ce tout premier instrument international précise les droits des travailleurs migrants au sens large et comporte des mécanismes de contrôle des Etats contractants.

Mais la convention ne peut entrer en vigueur tant qu'elle n'est pas ratifiée par au moins 20 Etats. Or en huit ans, seuls neuf l'ont fait: la Bosnie-Herzégovine, le Cap-Vert, la Colombie, l'Egypte, le Maroc, l'Ouganda, les Philippines, les Seychelles et le Sri Lanka. Deux autres, à savoir le Mexique – l'Etat qui avait promu cet instrument –, et le Chili se sont contentés de la signer. Pas un seul «pays d'accueil» ne figure sur cette liste. Les travailleurs migrants ne peuvent donc avoir essentiellement recours qu'à deux instruments de portée limitée de l'Organisation internationale du travail: la convention sur les travailleurs migrants de 1949, révisée et ratifiée par 41 Etats, et ses dispositions complémentaires approuvées en 1975, ratifiées par 18 Etats.

Dans une bande dessinée, un Français accuse les travailleurs étrangers de «voler le pain» de ses compatriotes. Mais un jour, il ne peut plus en acheter parce que son boulanger, d'origine immigrée, est rentré chez lui. Cette histoire est vraie. Elle s'est passée dans la ville française de Montbéliard. En 1979-80, environ 35% des travailleurs étrangers habitant dans les 23 cités-satellites de cette ville touchée par la crise de l'industrie d'automobile, ont accepté la «prime au retour» offerte par le gouvernement. Nulle part ailleurs en France, ce pourcentage n'a été aussi élevé. Les conséquences furent désastreuses: écoles fermées faute d'élèves, magasins, restaurants et autres commerces en faillite faute de clients. Cet exemple démontre clairement qu'un immigré n'est pas seulement un fournisseur de travail. Lui-même et sa famille sont indispensables à la société dans laquelle ils vivent, et où ils jouent leur rôle propre. ■

*Chaque fois que le système économique va mal, surgit le racisme.*

Desmond Tutu,  
1931 -, Afrique du Sud.

## La planète brune

«Notre peuple d'abord!» (Belgique), «Videz le fumier» (Autriche), «Les Hongrois, un vrai sida» (Roumanie), «La France aux Français»: à quelques nuances près, les partis d'extrême droite entonnent tous le même refrain: chassons les immigrés et tout ira mieux. Le message, qui a le mérite de la simplicité, fait recette. En Autriche, en Italie, en France, en Flandre belge, au Danemark, en République tchèque, la peste brune a contaminé une partie non négligeable de l'électorat. Les scores des partis nationalistes ne cessent d'y grimper: ils ont récemment recueilli entre 10% et 20% des voix, accédant souvent à la gestion des affaires, au moins sur le plan local. Des partis de la même obédience ne cessent de se renforcer dans les anciens pays communistes, y compris en ex-RDA. En revanche, ils n'ont pour le moment réussi à percer ni en Espagne ni au Royaume-Uni.

Si l'Europe est le bastion de l'extrême droite organisée dans le monde, elle n'a hélas pas le monopole des idéologies xénophobes. Le cas de l'Australie est là pour le démontrer. Les idées racistes semblent ainsi compter parmi les mieux partagées de la planète mais se manifestent de manière variée. Aux Etats-Unis, qui a accueilli plus de 55 millions d'immigrés depuis 1820, les organisations qui, à l'instar du Ku Klux Klan, militent pour la suprématie de l'homme blanc, ne cessent de se multiplier – elles seraient près de 150 aujourd'hui. Quant au Parti républicain, il tient parfois un discours d'exclusion digne de certaines formations nationalistes européennes (souvenons-nous de la dernière campagne présidentielle de Bob Dole en Californie).

Ailleurs dans le monde, comme dans certains pays d'Afrique ou d'Asie, les gouvernements n'hésitent pas non plus à mener une politique d'extrême droite, expulsant des milliers de personnes en cas de crise économique. En revanche, fait remarquable, trois pays d'Amérique latine – le Pérou, l'Equateur et l'Argentine – se sont récemment donné des présidents d'origine étrangère. ■



© Humanitas Press, Paris

Aujourd'hui, les trains sud-africains servent surtout à refouler les clandestins.

# La fin de l'Eldorado sud-africain

Des flots d'immigrés, une grave crise économique, une xénophobie montante: l'Afrique du Sud cherche sa voie en matière d'immigration.

**A**u fil du temps, le train et l'immigrant sont devenus indissociables en Afrique du Sud. Chansons et traditions célèbrent ces convois du début du siècle, qui ont amené les premiers travailleurs immigrés en provenance des pays voisins, Namibie, Zambie, Zimbabwe, Mozambique et Lesotho. Des millions de personnes sont venues creuser dans les mines d'or, pendant que d'autres labouraient la terre dans les provinces du Nord. La richesse de l'Afrique du Sud repose depuis des décennies sur l'importation de main-d'œuvre d'autres pays africains.

Sous l'apartheid, la politique d'immigration visait aussi à encourager les Blancs à s'établir pour renforcer la minorité au pouvoir. On leur accordait des facilités et nombre d'organisations non gouvernementales avaient été créées pour les aider à s'installer. La plupart des Blancs ont d'ailleurs une double nationalité.

Avec la baisse de la demande d'or, des centaines de milliers de mineurs ont été licenciés. Pourtant, et malgré un excédent de main-d'œuvre non qualifiée, des milliers d'immigrants continuent d'affluer chaque jour à la recherche d'un moyen de subsistance. Car l'Afrique du Sud fait figure de pays riche dans cette région du monde, dont elle réalise, à elle seule, 83% de la production. Et on lui attribue une responsabilité particulière dans le développement de l'Afrique australe, à titre de réparation: sous

l'apartheid, Pretoria avait mené des actions destructrices pour déstabiliser ses voisins.

De Somalie et du Maroc, des cars bondés d'immigrants effectuent un long et difficile périple d'une vingtaine de jours, au terme duquel leurs occupants déversent toutes sortes de produits sur les marchés. Les Ghanéens se sont emparés avec talent du commerce de détail pour lancer de nouvelles modes. Les Nigériens ont formé des cartels de la cocaïne, rejoignant ainsi les mafias italienne et d'Europe de l'Est, implantées depuis longtemps sur les côtes sud-africaines. Les Taïwanais pratiquent le braconnage dans l'industrie de la pêche, tandis que les femmes du Mozambique voisin et de la lointaine Manille vendent leur corps dans les rues des villes.

## Xénophobie dans les quartiers pauvres

Ces gens sont devenus une cible facile dans un pays confronté à une misère aiguë et à un chômage croissant, dans un contexte de crise économique. Comme partout, la xénophobie se manifeste davantage dans les quartiers pauvres où vit la classe ouvrière. A Johannesburg, les batailles de rue où les colporteurs locaux pourchassent leurs rivaux africains et asiatiques (et confisquent leurs marchandises), se sont multipliées depuis quatre ans. Des groupes d'autodéfense attaquent les immigrés dans les centres-villes et les bidonvilles. On utilise le

«Ces gens sont porteurs de maladies qu'ils propagent et ils nous contaminent»

terme péjoratif *makwerekwere* (ceux qu'on ne comprend pas) pour désigner les étrangers, des journaux regorgent de propos racistes enflammés. «*Ces gens sont porteurs de maladies qu'ils propagent, et ils nous contaminent*», lance un jeune commerçant du township d'Alexandra, un quartier pauvre de Johannesburg. D'autres se plaignent qu'*«ils prennent nos emplois»* et soient prêts à travailler *«pour moins que nous»*. La xénophobie est devenue si dangereuse que certains la qualifient d'épidémie devenue endémique.

Nombreux sont ceux qui essaient de passer clandestinement par le nord, à travers le vaste parc national du Kruger. Au cours des six dernières années, une unité de l'armée, exclusivement chargée de l'immigration clandestine, a interpellé 17 000 personnes qui tentaient d'entrer illégalement. La plupart venaient de pays voisins, mais les statistiques indiquent aussi la présence de Taïwanais, de Pakistanais et de ressortissants d'Europe de l'Est. Les lois actuelles ont plongé deux à cinq millions de personnes dans l'illégalité. Des études révèlent aussi que beaucoup d'étrangers sont là en toute légalité, certains de passage, d'autres employant même des autochtones dans des commerces, et que la plupart ne souhaitent pas devenir des résidents permanents. Mais le mythe persiste. Un sondage réalisé localement montre qu'environ quatre personnes sur cinq jugent le gouvernement trop laxiste à l'égard des étrangers. Et les différents groupes ethniques pensent que le pays doit se calfeutrer et être plus dur avec eux.

### Tergiversations gouvernementales

Ce courant populiste a influencé l'action gouvernementale. Le ministre de l'Intérieur, Mangosuthu Buthelezi, réclame un budget beaucoup plus important pour le contrôle aux frontières. D'un côté, il déclare publiquement que l'Afrique du Sud est menacée par des étrangers qui sont à la tête d'organisations criminelles, de réseaux de prostitution et de contrebande. De l'autre, à travers ses textes, il reconnaît que le pays ne peut pas conquérir sa place dans l'économie mondiale en se transformant en «forteresse», comme le préconise une doctrine sur l'immigration dénommée «la forteresse sud-africaine». En fait, le gouvernement est enfermé dans un dilemme: ouverture ou fermeture des frontières. Il s'efforce de trouver une voie médiane.

Des accords bilatéraux sont envisagés avec les autres Etats de l'Afrique australe, mais le chemin est encore long. En 1995, le gouvernement a rejeté un projet prônant l'ouverture des frontières et l'a remplacé, deux ans plus tard, par une version plus prudente défendant une ouverture graduelle et en douceur. A l'égard des réfugiés, l'Afrique du Sud a adopté, une nouvelle réglementation conforme aux normes des Nations unies, mais sa politique d'immigration vis-à-vis des autres pays du monde vise à accueillir les seules personnes dont son économie a besoin. Le pays souffre d'une fuite des cerveaux,

## Golfe: une affaire privée

Quand un entrepreneur du Golfe cherche un ouvrier, quand une famille a besoin d'une bonne à tout faire, la démarche est immuable. L'une des multiples officines spécialisées qui disposent d'antennes dans les pays d'émigration s'occupent de tout en échange d'une commission: sélectionner les candidats, faire signer le contrat de travail dont les termes ont été arrêtés avec le futur patron, faire établir tous les documents nécessaires dans le pays de départ comme d'accueil, organiser le voyage. Puisque tous les frais pour la venue de l'immigré ont donc été avancés par le futur employeur, il tient à être sûr de récupérer son investissement. Dans la plupart des cas, le nouvel employé remet donc son passeport à son employeur dès son arrivée. De fait, il ne peut plus ni rentrer chez lui avant l'expiration de son contrat, ni se faire légalement embaucher par un autre employeur qui lui proposerait par exemple de meilleures conditions de travail. Cette mesure est tout à fait symptomatique de l'accord établi entre l'employeur et son employé immigré: ses termes et leur respect ressortent essentiellement du domaine privé, et les deux contractants n'y sont évidemment pas sur un pied d'égalité. La presse internationale a régulièrement fait état des abus auxquels cette dépendance peut conduire.

Autre spécificité: la proportion des travailleurs immigrés dans les pays du Golfe est sans équivalent dans le monde, puisqu'elle dépasse partout les 60% pour atteindre 90% dans les Emirats arabes unis. La première vague d'immigrés était principalement composée de ressortissants arabes – Egyptiens, Libanais, Palestiniens, Yéménites –, travaillant dans la fonction publique – surtout l'enseignement et la santé. Avec le boom pétrolier des années 70 est arrivée une deuxième vague, venue, légalement et illégalement, d'Afrique du Nord et surtout des pays asiatiques. Globalement beaucoup moins qualifiée, elle forme les gros bataillons des gens de maisons, petits commerçants, ouvriers pas ou peu qualifiés.

Mais les autochtones ont progressivement acquis des diplômes et veulent donc accéder aux emplois qualifiés correspondants; surtout, le prix de l'or noir s'est effondré, frappant de plein fouet aussi bien le secteur privé que les caisses des Etats. Face à ce que certains services de sécurité de la région considèrent comme une «bombe à retardement», les pays du Golfe se sont donc engagés dans une double politique de «nationalisation» des emplois et de «régulation» de l'immigration.

Elle touche en tout premier lieu les clandestins, tolérés jusque-là, en empruntant les deux voies de la régularisation et de l'expulsion. Les données sont à la fois contestées et parcellaires. Depuis 1996, de sources officielles, 160 000 ouvriers étrangers ont quitté les Emirats, les observateurs avançant le chiffre d'un demi-million. Pour le Sultanat d'Oman, le chiffre officiel est de 24 000 entre janvier et avril 1998. Le Qatar a évoqué un peu plus de 14 000 régularisations et près de 4 000 rapatriements en neuf mois. Quant à l'Arabie Saoudite voisine, elle annonçait en juillet dernier l'expulsion de plus de 800 000 irréguliers depuis octobre 1997, la plupart entrés clandestinement à l'occasion du pèlerinage de La Mecque. ■

et manque notamment de médecins, dentistes, ingénieurs et informaticiens. Il s'agit désormais d'inverser la tendance en jouant les chasseurs de têtes pour attirer les talents.

Aujourd'hui, l'immigré et le train demeurent indissociables... si ce n'est que le train sert maintenant à refouler les immigrés clandestins. Il renvoie chez eux ces désespérés et ces indigents dans des wagons miteux et les décharge, tels des surplus indésirables, aux frontières par où ils sont entrés. Et la vague de xénophobie continue à monter. Elle est violente, mais semble impuissante face aux milliers de nouveaux arrivants, légaux ou clandestins, qui pénètrent tous les jours en Afrique du Sud. Les immigrés ont fait de ce pays une véritable mosaïque de nationalités, formant avec les communautés étrangères plus anciennes un véritable monde réuni en un seul pays. ■

Ferial Haffajee, à Johannesburg

*L'enfant noir  
et l'enfant blanc  
ont tous deux  
le sang  
rouge.*

Pierre Osenet,  
1908 -, Martinique.

# L'exception italienne

Jadis célèbre pour son émigration, l'Italie est devenue, ces 20 dernières années, un pays d'immigration. Une évolution singulière dans une Europe où les Etats se préoccupent plutôt de limiter le nombre de nouveaux arrivants.

Il y a quelques mois, dans une déclaration devant le Parlement, le ministre de l'intérieur Giorgio Napolitano affirmait la «*vocation de pays d'immigration*» de l'Italie. Ironie de l'Histoire. Car, si pendant plus d'un siècle, les Italiens ont émigré en masse, le phénomène s'est inversé ces 20 dernières années, avec l'arrivée de centaines de milliers de personnes en quête d'un travail ou d'une nouvelle vie.

Les premiers signes datent du début des années 80. Des femmes sont venues d'Erythrée, où la guerre sévissait, ou du Cap-Vert. Elles offraient leurs services comme employées de maison. Puis, dans des villes comme Rome ou Milan, on a vu apparaître les visages souriants de garçons de café ou de cuisiniers maghrébins. Les fonderies de la région de l'Emilie-Romagne ont commencé à embaucher des ouvriers égyptiens. En 1986, au moment du vote de la première loi pour la protection des droits de ces travailleurs en provenance de pays extérieurs à l'Union européenne, les immigrants sont environ 500 000, sur une population totale de 57 millions.

Ces gens venus d'ailleurs font apparaître une nouvelle réalité: le pays est plus aisé, malgré les disparités de ressources subsistant encore entre ses différentes régions. Dès le milieu des années 70, les autres pays européens avaient fermé leurs portes à l'immigration, tandis que l'Italie continuait d'ignorer toute réglementation spécifique vis-à-vis d'un phénomène il est vrai nouveau pour elle. Elle regardait désormais d'un œil différent son économie souterraine, familiale, parfois complaisante face à l'évasion fiscale et au travail au noir. Les travailleurs immigrés – main-d'œuvre souple et facile à exploiter – ont trouvé place sur ce marché: emplois de maison, restauration, commerce, sociétés d'entretien, bâtiment, agriculture, et, petit à petit, PMI. Ainsi le phénomène de l'immigration devint-il socialement reconnu, tout en faisant l'objet de controverses et de réactions parfois xénophobes. D'un côté, des associations se créaient pour défendre les droits des immigrés; de

*J'ai fait un rêve: mes quatre enfants vivront un jour dans une nation où ils ne seront pas jugés pour la couleur de leur peau mais pour la force de leur caractère.*

Martin Luther King,  
1929-1968, Etats-Unis.

---

L'été dernier, l'arrivée en bateau sur les côtes siciliennes d'environ 200 réfugiés a suffi à déclencher l'«alerte aux clandestins»

---



Les étrangers s'insèrent dans une économie italienne à forte composante informelle.

l'autre, on assistait à des manifestations de racisme, comme l'assassinat par une bande de jeunes, en 1989, d'un ouvrier agricole africain dans la région de Naples. Ce meurtre amena le gouvernement à élaborer un nouveau projet de loi sur l'immigration, l'accueil des étrangers et leurs droits sociaux. Voté en 1990, il permit à environ 200 000 ressortissants étrangers d'obtenir un permis de séjour.

## Le pays s'adapte à son nouveau statut

L'Italie compte actuellement un million de travailleurs immigrés. Officiellement du moins, car un rapport publié par le gouvernement en juin dernier estime à 200 000 voire 300 000 le nombre de sans-papiers. Leurs pays d'origine sont de plus en plus nombreux et divers: du bassin méditerranéen à la Chine, en passant par le sous-continent indien. Les pays les mieux représentés sont, dans l'ordre, le Maroc, les Philippines, la Tunisie, la Chine, le Sénégal et le Sri Lanka, suivis de l'Europe de l'Est (Pologne, Roumanie, etc.). Ces dernières années, de plus en plus de ressortissants des territoires de l'ex-Yougoslavie et d'Albanie sont arrivés, une conséquence des conflits dans les Balkans. Ce rapport note également une «*stabilisation considérable de certaines communautés*», comme en témoigne le nombre croissant d'enfants et l'arrivée de familles venues rejoindre les leurs.

L'Italie poursuit son adaptation à son nouveau statut de pays d'immigration. Des années durant, l'accueil a été organisé par des réseaux informels constitués par les communautés étrangères elles-mêmes, des associations et certaines collectivités territoriales. Aujourd'hui, l'administration prend le relais: dans le domaine de la santé, par exemple, on voit apparaître le «*médiateur culturel*», un opérateur connaissant la langue et la culture du demandeur et jouant les intermédiaires pour faciliter son accès aux services sanitaires. Pour la scolarisation, on essaie d'intégrer les élèves d'origine étrangère



par le biais d'expériences d'éducation multiculturelles. En 1996, on ne comptait guère plus de 50 000 inscrits issus de pays étrangers dans les écoles primaires et les collèges italiens. Or, l'école est le ciment le plus solide de l'intégration et la clé de toute cohabitation pacifique.

La nouvelle loi sur l'immigration, votée en mars 1998, met en place, pour la première fois, des mécanismes légaux concernant l'entrée sur le territoire italien et le renouvellement des permis de séjour. Auparavant, les textes excessivement compliqués, si ce n'est carrément inapplicables, avaient indirectement encouragé les «irréguliers» à rester. D'une durée illimitée, la carte de résident (attribuée à toute personne résidant légalement en Italie depuis plus de cinq ans) libère enfin l'immigré de sa condition d'éternel «invité» et lui évite des démarches pénibles pour renouveler un document périmé. Le gouvernement doit aussi définir des quotas annuels d'entrées, après consultation des régions et des

administrations compétentes, en prenant en compte les besoins en main-d'œuvre de l'économie italienne. Début 1998, ce quota avait été fixé à environ 20 000 personnes, mais au mois de juin, l'observatoire du ministère du travail avait déjà enregistré 34 000 demandes.

Parallèlement, l'Italie, en tant que signataire du pacte de Schengen, doit appliquer des règles plus sévères en matière d'expulsion, de reconduite à la frontière et de lutte contre l'immigration clandestine. L'été dernier, l'arrivée en bateau sur les côtes siciliennes d'environ 200 réfugiés – de pauvres gens ayant payé au prix fort leur passage à un trafiquant sans scrupules – a suffi à déclencher l'«alerte aux clandestins». Comme si, confrontés à ces malheureux venus dans le plus grand dénuement et le cœur plein d'espoir, les Italiens avaient oublié leurs vieilles photos de famille et leurs grands-pères partis avec une simple valise en carton. ■

Marina Forti, à Rome

# La Californie des Latinos

Harry P. Pachon\*

Comment, au-delà des stéréotypes, vivent ensemble des communautés si nombreuses et diverses? La réponse vaudra pour les Etats-Unis, et ailleurs.

La Californie: Hollywood, la Silicon Valley, Disneyland et les étoiles du cinéma. A l'évocation du plus grand des Etats américains, ces images et ces noms viennent immédiatement à l'esprit. Mais la Californie a d'autres visages moins connus et moins scintillants. Ce sont ceux, par exemple, de Monterey Park, Huntington Park ou East Los Angeles, ces villes ou quartiers qui sont devenus les nouveaux points d'entrée des immigrants venus du Mexique, d'Amérique centrale, d'Asie et du reste du monde.

La Californie est aujourd'hui le premier port d'entrée des nouveaux arrivants aux Etats-Unis. Comment s'adapte-t-elle à ce nouveau statut? A l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, la réponse à cette question constitue un enjeu important pour l'avenir de cet Etat et du pays tout entier. Plus précisément, la Californie est à l'avant-garde de l'évolution des Etats-Unis: elle passe actuellement d'une approche biraciale (Noirs et Blancs) des questions relatives aux minorités à une perspective multiculturelle, qui englobe les Américains d'origine africaine, asiatique et, majoritairement, les Latinos<sup>1</sup>.

Historiquement, la question des minorités aux Etats-Unis a été abordée sous l'angle d'une dynamique Noirs/Blancs. Mais en Californie, la communauté noire constitue la plus petite des minorités, les deux plus importantes étant celles des Latinos et des Asiatiques (aussi bien les immigrants que leurs des-

endants nés aux Etats-Unis). Et cette tendance perdurera. Le nombre de Latinos californiens augmente 10 fois plus vite que celui des Afro-Américains et deux fois plus que celui des Asiatiques.

Avec 27 millions d'habitants, la Californie est l'Etat américain le plus peuplé. Son économie est la septième du monde. Sa diversité ethnique est impressionnante. En 1990, plus de six millions de personnes nées à l'étranger y habitaient. Le comté de Los Angeles est la troisième métropole mexicaine du monde. Plus d'un demi-million de Salvadoriens et de Guatémaltèques se sont installés en Californie du Sud. Selon le dernier recensement, plus de deux millions d'immigrés asiatiques résident aussi dans cet Etat. Parmi eux, les communautés chinoise et coréenne sont les plus importantes, avec 200 000 personnes chacune.

## «Burritos casher» et «pupuserias»

Les immigrants et les Américains de souche forment un éventail de cultures qui échangent et fusionnent d'une manière encore peu claire. A Los Angeles, on peut déguster des «burritos casher» Les «pupuserias»<sup>3</sup> salvadoriennes voisinent avec des restaurants de fruits de mer chinois. Les écoles municipales ont des classes bilingues en arménien et en espagnol. La ville compte deux chaînes de télévision en langues asiatiques et trois en espagnol. Le journal télévisé du ►

\*Pitzer College, Claremont University, Etats-Unis.



Les Californiens veulent supprimer l'enseignement bilingue pour les enfants d'immigrés.

soir en espagnol a une audience plus importante que n'importe quelle chaîne en anglais. L'esprit d'entreprise californien gagne constamment en dynamisme lorsque l'intérêt des investisseurs asiatiques rejoint celui de la main-d'œuvre latino-américaine.

Cependant, la présence de cette importante population immigrée ne va pas sans heurts: elle a suscité des réactions négatives parmi les électeurs californiens «de souche». La plupart d'entre eux ne sont ni d'origine asiatique, ni d'origine latino-américaine. Dans les années 90, à l'issue de référendums d'initiative populaire, la scolarisation des enfants d'étrangers sans papiers a été interdite et l'accès aux services sociaux leur a été refusé. Tout récemment,

## L'anglais est parlé couramment par 94% des Américains d'origine mexicaine nés aux Etats-Unis

une majorité d'électeurs a voté en faveur de la suppression de l'enseignement bilingue pour les enfants d'immigrés. Ce retour de bâton s'explique largement par la persistance de stéréotypes négatifs et infondés sur les immigrés mexicains et centro-américains. Les Californiens de souche pensent qu'ils sont en majorité clandestins, qu'ils ne travaillent pas tous et qu'ils ne s'adaptent pas à la culture américaine parce qu'ils n'apprennent pas l'anglais.

La réalité est bien différente. Selon le département américain de l'immigration et des naturalisations, 30% des personnes qui ont immigré aux Etats-Unis au cours des 30 dernières années venaient d'Amérique latine. La destination principale de ceux qui sont arrivés légalement du Mexique et d'Amérique centrale a été la Californie. La moitié des Mexicains, par exemple, a cité la Californie comme point de chute. Les chiffres sur les immigrants qui travaillent contredisent tout autant les clichés. La proportion de ceux qui travaillent et viennent du Mexique ou d'Amérique centrale est au moins égal (62%) à celle des Blancs non-hispaniques et dépasse de loin celle des Afro-Américains.

La communauté latino de Californie est complexe. La ville de Los Angeles a été fondée en 1781 par les Espagnols. Certains Latinos – certes minoritaires – sont américains depuis de nombreuses générations. La plupart des Latinos californiens sont arrivés récemment: plus de la moitié des adultes sont nés à l'étranger. Cette communauté se compose donc à la fois de personnes nées aux Etats-Unis et d'immigrés. Les non hispanophones tendent à ne pas faire cette distinction. En particulier, dans une enclave ethnique comme East Los Angeles, ils lisent et entendent de l'espagnol partout. Certains en concluent que les immigrés latinos ne veulent pas apprendre l'anglais. Là encore, les faits montrent qu'il en va autrement. Le taux d'acquisition de la langue anglaise par les immigrés hispanophones est peu ou prou le même que celui des autres groupes d'immigrés aux Etats-Unis. L'anglais est parlé couramment par 94% des Américains d'origine mexicaine nés aux Etats-Unis. Chez ceux qui sont nés à l'étranger, ce pourcentage ne dépasse pas 51%. Un immigrant latino sur trois ne parle que l'anglais.

### Avec le temps, ils s'enracinent

L'explication est simple. Beaucoup d'immigrants légaux arrivent aux Etats-Unis lorsqu'ils sont enfants. Même s'ils parlent espagnol à la maison, ils s'expriment en anglais à l'école et au travail. Au fil du temps, ils perdent progressivement la maîtrise de leur langue maternelle et en viennent à n'utiliser que l'anglais. Les deux autres tiers des immigrés décrivent leurs connaissances linguistiques de la façon suivante: un tiers déclare ne parler que l'espagnol et un tiers se dit bilingue. A la troisième génération, l'immense majorité des immigrés hispanophones parle couramment l'anglais.

Les Californiens «de souche» ont souvent tendance à penser que les immigrés du Mexique et d'Amérique centrale n'ont qu'un objectif: gagner suffisamment d'argent pour rentrer chez eux. Une fois de plus, les faits démentent cette croyance très répandue. Lors d'une enquête nationale, on a demandé aux immigrés légaux s'ils prévoient de rester aux Etats-Unis. La réponse était affirmative à 90%. Chez les Latinos, 98% pensaient qu'ils vivaient mieux aux Etats-Unis que dans leur pays d'origine. Bien sûr, certains d'entre eux y retournent ou envoient des mandats à leur famille. Mais, avec le temps, ils s'enracinent. Ils se comportent en somme comme les immigrés européens qui les ont précédés.

L'avenir des immigrés du Mexique, d'Amérique centrale et des autres pays d'Amérique latine en Californie est clair. Etant donné leur nombre et la taille de leurs familles, cette population continuera de grossir de manière spectaculaire. Dans une génération, en 2020, il y aura autant de Californiens d'origine latino (25 millions) que de Latinos dans tous les Etats-Unis aujourd'hui. L'avenir de la Californie est ainsi inextricablement lié à celui de cette communauté, immigrée ou née aux Etats-Unis. ■

1. Latinos: personnes vivant aux Etats-Unis et originaires de pays hispanophones (principalement d'Amérique latine)

2. Les *burritos*, spécialité mexicaine, sont des rouleaux de pâte de farine de maïs farcis de viande hachée et de fromage.

3. Galettes de maïs farcies avec du fromage.

# Le rêve menacé

L'Australie met un frein à sa politique généreuse en matière d'immigration sous la pression d'un parti extrémiste populaire.

L'appel de la dirigeante du parti en vogue One Nation, Pauline Hanson, pour une «immigration zéro» menace le rêve de milliers d'immigrants potentiels vers un pays qui, jadis, accueillait à bras ouverts tous ceux en quête d'un nouveau style de vie. Le danger remonte à deux ans, quand elle a déclaré, dans son premier discours devant le Parlement fédéral australien: «*Nous risquons d'être submergés par les Asiatiques*». Depuis, ce péril n'a fait que croître, au point que cette formation a récemment remporté 25% des suffrages dans l'un des Etats fédérés, menaçant les bastions des partis traditionnels.

L'Australie est fière de la diversité démographique qu'elle a acquise en 25 ans, depuis qu'elle a renoncé à sa politique d'immigration restrictive, (connue sous le nom d'«Australie blanche»), au profit d'une législation non discriminatoire. Le pays accueille actuellement des migrants originaires de 150 pays. Fondée sur des quotas annuels, cette réglementation permet aux ressortissants de tous pays, quels que soient leurs origine ethnique, sexe, couleur ou religion de postuler à l'immigration. L'admission prend en considération le niveau d'anglais, les compétences professionnelles, les liens et le soutien familiaux. Aujourd'hui, environ le quart des Australiens est né à l'étranger: 5% en Asie, 6,2% au Royaume-Uni, 6,8% ailleurs en Europe, 1,2% au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord. Depuis la Seconde Guerre mondiale, 5,6 millions de personnes s'y sont établies. La politique actuelle vise, à travers l'immigration, à accroître la population de 18,5 millions à 23 millions dans les 50 prochaines années.

## Déterminer une «capacité d'accueil»

Le gouvernement a réagi aux revendications de One Nation par une grande campagne nationale défendant sa politique. Le ministre de l'Immigration et des Affaires ethniques, Philip Ruddock, a parcouru le pays en clamant qu'il n'y a «pas de place pour le racisme en Australie». La question, dit-il, «n'est pas de savoir comment stopper l'immigration, mais comment la gérer afin d'en tirer le meilleur profit pour l'Australie». L'opposition aux projets de P. Hanson a été virulente. Dans un appel conjoint, patronat, syndicats, groupes religieux et associations affirment: «*Nous, Australiens, devrions être fiers de la manière dont les immigrés ont transformé, consolidé et enrichi notre nation, sur les plans économique, social et culturel.*»

Le parti One Nation exploite le ressentiment grandissant de certains Australiens à l'égard d'immigrés perçus comme venant prendre «leurs» emplois, dans une économie de plus en plus affectée



© Pizanti/Alabon/Gamma, Paris

tée par la crise asiatique, prendre «leurs» places dans des universités surchargées et escroquer le système d'aide sociale. Des mouvements écologistes et les partis qui les représentent réclament également une diminution de l'immigration. Ils veulent que l'Australie détermine sa «capacité d'accueil», c'est-à-dire le nombre d'habitants que le pays peut continuer à faire vivre sans polluer la terre, les plages, les cours d'eau et sans mettre en danger la faune et la flore.

En réponse à certaines de ces critiques, le gouvernement a commencé à durcir les conditions d'admission, en réservant la moitié des entrées à des gens qualifiés et en sanctionnant ceux qui dépassent la durée de leurs visas, travaillent illégalement, exploitent les procédures d'appel pour prolonger leur séjour clandestin ou abusent du système de protection sociale.

Le président de la fédération du conseil des affaires ethniques, Randolph Alwis, se montre très critique à l'égard d'un gouvernement qui «cède aux exigences des extrémistes». Il estime qu'en renforçant les critères de compétences et de connaissance de l'anglais, l'Australie applique en fait une discrimination indirecte, excluant ainsi des personnes dont le pays aurait grand besoin. Il souligne que des grands hommes d'affaires australiens sont arrivés ici sans parler un mot d'anglais. «*On voit beaucoup de gens hautement qualifiés qui, victimes de préjugés, ne trouvent pas de travail tout de suite, affirme-t-il. Ils sont alors confrontés à de grandes difficultés, parce que la politique gouvernementale ne leur accorde aucune prestation sociale pendant deux ans.*» Et il met en garde: «*A l'étranger, on suit de très près notre politique d'immigration. Les candidats au départ qui ont le choix et qui ont des compétences décideront d'aller dans des pays moins restrictifs en la matière.*» ■

Robin Smith, à Sydney

Cette médecin d'origine chinoise et aborigène a toutes les chances de s'attirer les foudres de One Nation.

*Si nous ne pouvons mettre fin à nos différences, contribuons à ce que le monde devienne un lieu fait pour elles.*

John F. Kennedy,  
1917-1963, Etats-Unis.



1993: pendant une manifestation contre la loi Pasqua, qui restreignait l'accès à la nationalité française.

# L'immigration dans la

La fermeture des frontières et la répression accrue se révèlent inefficaces: il faut privilégier aujourd'hui une gestion multilatérale de l'immigration.

**L'**immigration est de plus en plus perçue comme une menace. Dans les pays du Nord, les gens s'imaginent que des centaines de millions de pauvres venus du monde entier déferlent chez eux. En guise de réponse, les autorités militarisent de plus en plus leurs frontières et font intervenir la police sur leur territoire. La question de l'immigration crée alors une atmosphère de crise nationale, et chaque Etat considère que son action se doit d'être unilatérale et souveraine.

On a déjà connu, au cours de ce siècle, d'autres périodes où l'immigration était perçue de la même façon et où le même type de mesures vigoureuses était réclamé avec force. Mais aujourd'hui, le contexte a radicalement changé. Au chapitre économique, la nouvelle donne mondiale oblige les Etats à s'impliquer dans des démarches multilatérales, concernant un nombre croissant de domaines. Dans les forums internationaux, les «passages en force» unilatéraux sont de moins en moins bien tolérés; ils sont d'ailleurs considérés comme moins efficaces que les solutions multilatérales. Le droit international a évolué: pour la première fois, les Etats sont soumis à des autorités

supranationales. En matière d'immigration, les forces policières des Etats continuent d'appliquer sur le terrain les politiques dites de régulation, tandis que la justice s'appuie sur des textes plus nombreux pour protéger les droits civiques des nouveaux arrivés. Aux Etats-Unis et en Europe, la tendance est à l'intégration de ces textes dans les constitutions. Plus variées, les dispositions concernant les droits de l'homme sont aussi plus faciles à invoquer qu'il y a 10 ans.

Le concept de société civile s'impose de plus en plus: aux Etats-Unis en particulier, des associations de citoyens ont affirmé leur droit de critiquer et même d'attaquer en justice divers organismes ou corps publics, notamment la police. Ce mouvement surgit en contrepoint des forces qui réclament un recours accru à la police en matière d'immigration. Lorsque la police a toute latitude pour s'en prendre à un large segment de la population immigrée – les hommes, femmes et enfants d'immigrés – elle bute tôt ou tard sur le dispositif des droits humains, les viole et se heurte à la société civile.

Aux Etats-Unis, par exemple, le service de l'immigration et des naturalisations (SIM) peut impo-

\*Université de Chicago

ser son autorité policière à des personnes simplement suspectées d'être des immigrés illégaux. Si mon fils décidait de fréquenter des ouvriers agricoles ou d'enquêter dans les ateliers de confection pour écrire le Grand Roman de l'Amérique, je sais qu'il n'emporterait sûrement pas son passeport avec lui: en cas de raid du SIM, il serait considéré comme suspect. Dans la majorité des cas où des personnes sont seulement suspectées d'être des «sans papiers», la justice ne peut pas intervenir. Mais tôt ou tard, ces interventions policières contre lesquelles les juges ne peuvent rien se heurteront à nos conceptions de l'Etat de droit, héritage culturel qui nous tient à cœur. Tôt ou tard, ces interventions nous concerneront, nous, les «avec papiers».

### S'impliquer dans la défense de l'Etat de droit

Il n'est ni souhaitable ni viable de continuer à agir en matière d'immigration, dans les pays d'Etat de droit, comme si nous étions plongés dans une crise nationale. Aussi précaire et inachevé que soit le règne de la loi, aussi imparfaite que soit son application, il représente pourtant un remarquable outil dans le combat pour une société meilleure et plus démocratique. C'est une aspiration qui influe fortement, dans les pays hautement développés, sur l'ordre civique et politique. L'Etat de droit signifie en

*L'homme qu'anime  
l'esprit n'achoppe  
pas sur les barrières  
et les différences:  
elles le stimulent  
plutôt. Seul  
l'homme dénué  
d'âme en sent le  
poids et l'entrave.*

Friedrich von Hardenberg,  
dit Novalis, 1772-1801,  
Allemagne.

neté. Ils le font non seulement *de facto* à un niveau d'opération très terre-à-terre, mais aussi *de jure*, en formalisant ces changements dans des instruments juridiques nationaux et internationaux.

Mais, dans le domaine de l'immigration, les Etats mettent en avant leur sacro-sainte souveraineté nationale pour adopter ou renforcer leurs mesures unilatérales. Cette approche est-elle efficace et souhaitable? Est-elle viable quand les autres flux se plient de plus en plus aux règles du multilatéralisme, quitte à sacrifier en partie le concept de souveraineté? Les mêmes questions se posent en ce qui concerne les interventions accrues de la police en matière d'immigration, à un moment où la société civile exige un meilleur respect des droits de l'homme. Quant à savoir si ces interventions sont souhaitables, c'est une question probablement encore plus ambiguë: le débat mêle des arguments rationnels et des passions politiques, qui le sont moins.

Le multilatéralisme est, à mes yeux, la meilleure approche, dans un grand nombre de domaines, y compris celui de l'immigration: il est essentiel que les pays de départ et les pays d'arrivée inventent ensemble de nouvelles politiques. Je pense aussi que les politiques visant une répression policière accrue ne sont ni souhaitables ni dignes de nos sociétés éclairées. Quel que soit le niveau de contrôle atteint, leur prix est trop élevé à la fois

# mondialisation

Saskia Sassen\*

partie que les citoyens ont le droit de ne pas subir d'abus de la part de l'Etat. Il ne sort pas grandi d'un recours de plus en plus fréquent aux forces policières pour contrôler l'immigration.

Il est probable que les migrations transfrontalières se poursuivront avec la mondialisation. Il est donc urgent de repenser les politiques d'immigration et d'innover. Nous procédons actuellement, au niveau international, à l'intégration de nos marchés (biens, services et capitaux) et nous abolissons les frontières en matière de communications. Donc, la circulation des personnes s'intensifiera, pour les cadres de haut niveau dont la mobilité est l'une des conditions essentielles de l'intégration des marchés, mais aussi pour les travailleurs à bas salaires, pour lesquels la mobilité est souvent la seule solution.

Les puissants acteurs du nouvel ordre économique – entreprises et marchés mondiaux, souvent plus influents que nombre d'Etats – travaillent déjà d'arrache-pied à l'élaboration d'une réglementation susceptible de protéger leurs droits privés partout où ils opèrent. De leur côté, les Etats souscrivent, souvent avec beaucoup de réticence, aux efforts multilatéraux toujours plus nombreux qu'exige ce nouvel ordre économique. En son nom et sur l'autel de l'efficacité, ils renoncent à des prérogatives, voire à des pans entiers de leur souverai-

pour les immigrants et les pays d'accueil, en termes de violations des droits de l'homme et de menaces vis-à-vis d'une société civile émergente.

Il me semble nécessaire de réguler l'immigration, mais sans obligatoirement passer par une militarisation des frontières et un recours accru aux forces policières. A cause de trois facteurs, qui se ▶

Un garde-frontières allemand remet des réfugiés entre les mains des autorités polonaises.



© Clive Sharpley/Sigsum Editing, Paris

combinent. D'abord, l'arrivée de nouveaux migrants dans les pays de Nord ne correspond pas à une invasion massive; c'est un phénomène limité dans le temps et dans l'espace. Deuxièmement, les Etats gèrent de mieux en mieux le multilatéralisme: leur aptitude à créer des mécanismes de coopération multilatérale avec les pays de départ augmente donc en proportion. Troisièmement, du fait de la globalisation de l'économie, les Etats ont appris à s'adapter à un nombre croissant de règlements et de normes établies par des instances internationales. Donc, il paraît tout à fait possible d'envisager de nouvelles manières de réguler l'immigration.

L'observation des migrations internationales aux Etats-Unis, en Europe occidentale et au Japon montre qu'elles suivent un modèle, sont limitées dans le temps et l'espace et sont conditionnées par plusieurs phénomènes. Contrairement à ce que suggère l'image des «invasions massives», il ne s'agit pas d'une poussée indifférenciée de la pauvreté vers la prospérité. Si cette dernière suffisait à susciter l'émigration, les pays développés seraient vraiment menacés d'invasions massives. Mais seule une infime partie des pauvres émigre. Et ils quittent des régions précises pour se rendre dans d'autres régions précises.

### Inscrites dans les cycles des zones d'accueil

La plupart des migrations ont une fin. Pour les Etats-Unis, elles durent, semble-t-il, au maximum 50 années dans les cas de migration d'un groupe national donné vers une région particulière. Pour l'Europe occidentale, c'est plutôt 20 ans. La plupart des migrations tendent à s'inscrire dans les cycles des zones d'accueil. Les mouvements de centaines de milliers d'Italiens et d'Espagnols vers l'Europe du Nord le montrent clairement. Ils ont connu leur apogée dans les années 60 et ont pratiquement cessé

## Louée sois-tu, Diversité des créatures, sirène du monde!

Gabriele d'Annunzio,  
1863-1938, Italie.

dans les années 70. Aujourd'hui, alors qu'Italiens et Espagnols sont libres de voyager en Europe, ils n'émigrent presque plus. Cette migration de travailleurs était étroitement liée à la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, puis à l'expansion des années 60. Elle a pris fin lorsque ces conditions ont disparu.

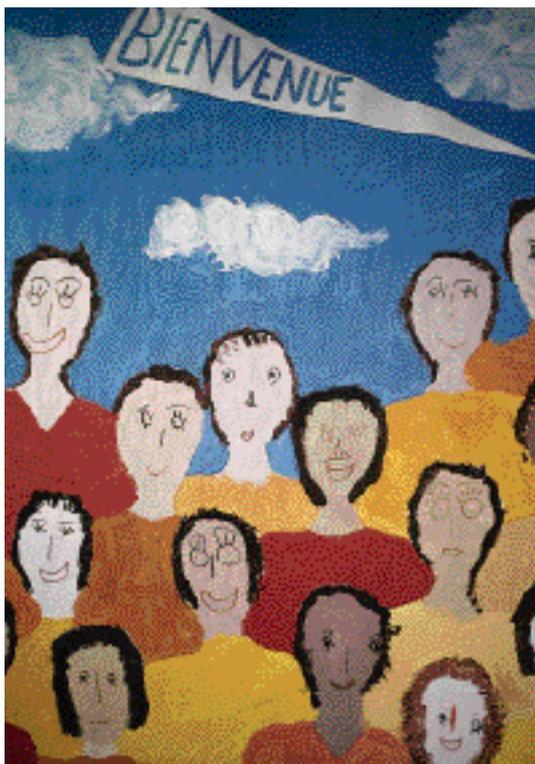
Si les migrations internationales sont des phénomènes structurés, limités et soumis à des conditions, pourquoi la réponse politique se bornerait-elle à un contrôle frontalier maximum? Le moment est peut-être venu pour que le climat de «crise nationale» cède la place à une approche fondée sur une gestion maîtrisée. Tout le monde reconnaît l'existence d'un écart croissant entre les intentions et les réalités des politiques d'immigration dans les principaux pays d'accueil du Nord. Une importante étude sur neuf pays publiée en 1994 a montré la distance existant entre les objectifs des politiques nationales d'immigration (lois, règlements, actions, etc.) et leurs résultats tangibles. Cet écart ne cesse de s'approfondir. L'étude a aussi révélé que les fonctionnaires des services d'immigration considéraient ces politiques comme moins efficaces que leurs prédécesseurs, 15 ans auparavant.

Imposer des changements politiques importants est une tâche compliquée. Pour instaurer un nouvel ordre économique mondial, il a fallu énormément

## Tout le monde reconnaît l'existence d'un écart croissant entre les intentions et les réalités des politiques d'immigration dans les principaux pays d'accueil développés

innover et surmonter beaucoup d'obstacles. Le dernier round de négociations du Gatt (l'Uruguay Round) était-il moins complexe que la régulation de l'immigration? Vraisemblablement, non. Et pourtant, on est arrivé à un résultat après des années de travail. Je suis convaincue que nous devons repenser radicalement les éléments clés du contrôle de l'immigration et faire preuve d'imagination pour élaborer des politiques plus efficaces et plus averties. Une partie de ce travail est en cours au sein de l'Union européenne, où on a considérablement innové et où les changements de cap ont parfois été radicaux durant ces 10 dernières années.

Enfin, il y existe aujourd'hui un «consensus concerté» entre un nombre croissant d'Etats autour d'un objectif commun: la poursuite de la mondialisation de l'économie, avec les principales orientations politiques qui l'accompagnent, à savoir, la dérégulation, les privatisations, la lutte contre l'inflation et la parité des changes entre les principales devises. Cet objectif, au même titre que les échéanciers internationaux en matière d'environnement, ont obligé les Etats à acquérir le savoir-faire nécessaire pour agir dans le cadre d'une approche multilatérale. Ceci laisse penser que les Etats peuvent être amenés – ou forcés – à adopter une approche plus multilatérale sur des questions comme l'immigration, même s'ils sont habitués à les appréhender comme des dossiers relevant strictement de leur politique intérieure. ■



Ce dessin a été réalisé par les enfants d'une école belge pour encourager le respect des différences.

© Béatrice Petit, Bruxelles

# Le poids écrasant des armes légères

En s'attaquant à la prolifération des armes légères, une coalition hétéroclite d'organisations et de gouvernements s'avance sur un terrain à haut risque politique.

L'arme la plus utilisée de nos jours est née pendant la Seconde Guerre mondiale. En 1941, Michael T. Kalachnikov, cloué sur un lit d'hôpital par des blessures, se fit un devoir d'inventer une arme robuste, alliant la cadence de tir élevée du pistolet-mitrailleur à la précision du fusil. Six ans plus tard, l'AK-47 voyait le jour. Constituée de 16 éléments dont l'assemblage est un jeu d'enfant, la Kalachnikov a des sosies tels le Galil israélien ou le M16 occidental: la famille compte aujourd'hui 70 millions d'unités, toujours en activité pour la plupart.

Du Yémen au Sri Lanka, la planète est submergée d'armes légères, définies généralement comme des armes pouvant être maniées par une personne ou une équipe réduite. Parmi celles-ci, on distingue les armes individuelles, qui vont du revolver à la mitraillette, et les armes collectives: les petits mortiers, les lance-grenades – à main ou montés sur affût –, les armes anti-aériennes, les lance-missiles antichars ou antiaériens portables.

## Un demi-milliard d'armes légères en circulation

Faciles à dissimuler, ces armes passent les frontières. Les pillages en Albanie ont libéré une déferlante d'environ 750 000 armes, dont l'essentiel a abouti au Kosovo, selon Chris Smith, spécialiste des armes légères au King's College de Londres. Ce dernier a découvert en Angola des trafiquants inattendus: le long de la frontière namibienne, des femmes xhosa achètent des AK-47 à des combattants désargentés de l'Unita (opposition), pour environ huit dollars pièce; elles les cèdent ensuite à une chaîne de revendeurs qui sévissent jusque dans la province du Cap, en Afrique du Sud. Là, les AK-47 s'achètent pour moins de 20 dollars, alors qu'ils en valaient plusieurs cen-



Un enfant salvadorien astique son arme de poing.

taines il y a quatre ans. Un véritable flot d'armes venues de Russie inonde l'Europe et, toujours selon Smith, les Tigres tamouls ont acquis leur propre flottille pour aller chercher en Birmanie et dans des ports de transit comme Singapour. Au Cachemire et à Karachi, ajoute Smith, les trafics d'armes se poursuivent. Au départ, ils avaient été organisés par la CIA dans les années 80 pour approvisionner en fusils, missiles et munitions les moujahiddins afghans. Ce «canal afghan» a maintenant d'autres destinataires.

Environ 500 millions d'armes légères

circulent aujourd'hui dans le monde. Ce chiffre augmentera probablement: les nouveaux Etats qui rejoignent l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique-Nord) se sentent obligés d'acheter des armements sophistiqués qu'ils financeront vraisemblablement en revendant leurs anciens équipements, dont des armes légères.

Les négociations sur le désarmement n'ont pratiquement pas traité de ce type d'armement. Les grandes puissances n'ont même pas réussi à se mettre d'accord sur leur nomenclature. *A fortiori*, les Nations ►

unies n'ont pas de convention sur leur commerce, alors qu'elles sont pourtant au cœur de tous les bilans tragiques dans les conflits où les casques bleus de l'Onu sont impliqués. Jayantha Dhanapala, sous-secrétaire général au désarmement à l'Onu, souligne lui-même ce paradoxe. Il ajoute que plus de 90% des victimes des armes légères sont des civils et, parmi elles, 80% des femmes et des enfants.

La donne pourrait changer à l'issue de la campagne internationale menée par des organisations non gouvernementales (ONG) de tous les horizons (groupes œuvrant pour le désarmement ou le contrôle des armes à feu, associations pour le développement et la défense des droits humains, du Nord comme du Sud), d'autant que les gouvernements malien, canadien, norvégien et japonais notamment appuient ce mouvement. Portées par le succès de leur action contre les mines antipersonnel, ces organisations concentrent désormais leurs efforts sur les armes légères, qui posent des problèmes bien différents. Les mines antipersonnel tuent des civils mais demeurent aux mains des militaires. Les armes légères, elles, prolifèrent sur la base d'une «culture des armes à feu» profondément enracinée dans de nombreuses sociétés. De plus, les réseaux qui

que les avions ou les chars. Les actions à leur rencontre détournent l'attention et font oublier l'industrie des armes lourdes». G. O'Callaghan souligne également les liens entre armes à feu, drogue et crime organisé, des problèmes qui préoccupent intensément de nombreux gouvernements: ils peuvent marquer des points auprès de leur électorat en luttant contre ces trafics illicites.

Le marché noir est, par définition, difficile à chiffrer. On estime que le commerce international des armes légères «vaut» trois à cinq milliards de dollars par an. Selon une étude de l'Onu, le marché noir représenterait 40% des transactions légales. Mais certains experts pensent qu'il serait égal ou supérieur à celles-ci. Le «marché gris» (les ventes discrètes entre Etats ou d'un Etat vers des entités non gouvernementales) est encore plus opaque.

### Le poids du lobby américain pour les armes

Plusieurs initiatives ont été lancées l'an passé contre le marché noir. L'Organisation des Etats américains (OEA) a rédigé une convention pour renforcer le contrôle des importations et des exportations et pour améliorer les échanges d'informations entre Etats. Les membres de l'OEA sont convenus que les armes produites à l'inté-



© Bourghliabon/Gamma Paris

plus tard, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont souscrit à un code d'éthique invitant les Etats à ne pas vendre d'armes à des régions secouées par des conflits ou à des pays susceptibles de les utiliser pour violer gravement les droits humains.

Ces textes constituent autant de pas en avant, qui resteront toutefois insuffisants en l'absence de mesures de contrôle des parlements. A l'exception peut-être du code européen, ces initiatives misent sur la force de la loi, à charge pour les Etats d'adopter et d'appliquer de strictes mesures de contrôle sur les importations et les exportations d'armes à feu. Certains experts y voient néanmoins une évolution importante: il s'agit selon eux d'une rupture avec l'attitude traditionnelle, selon laquelle les armes à feu étaient des marchandises comme les autres, les producteurs et les intermédiaires n'étant pas tenus pour responsables de leur usage.

«L'accent mis sur le commerce illicite permet d'ouvrir le débat en évitant les questions sensibles, estime Elizabeth Clegg, de l'ONG Safeworld. Des pays comme les Etats-Unis ont systématiquement bloqué toute initiative visant à limiter la production et la vente d'armes individuelles pour des raisons de politique intérieure. Mais ils peuvent difficilement s'opposer aux actions contre les transactions illégales. Il n'en demeure pas moins qu'on ne s'attaque pas au problème des armes fabriquées légalement mais revendues plusieurs fois avant d'aboutir sur le marché noir ou gris».

«C'est dangereux, les gouvernements s'en tirent trop bien: on ne les rend pas responsables des échanges camouflés sur le marché gris, souligne de son côté Joost Hiltermann, de l'ONG Human Rights Watch. S'ils ont intérêt à vendre des armes, ils le feront légalement si

## On ne s'attaque pas au problème des armes fabriquées légalement mais revendues plusieurs fois avant d'aboutir sur le marché noir ou gris

les produisent et les fournissent sont plus diversifiés et vastes que ceux par lesquels passent les mines.

Cette campagne pourrait ne déboucher, comme d'autres avant elle, que sur un concert de bonnes intentions. Cependant, il se trouve que les armes légères commencent à préoccuper certaines grandes puissances, par ailleurs grosses productrices d'armes. L'Europe et l'Amérique du Nord s'inquiètent de le voir attiser les conflits ethniques ou les guerres civiles qui font rage à leurs frontières, en particulier dans les Balkans, alors qu'elles faisaient jusque-là davantage de ravages dans les pays en développement.

«Des gouvernements de tous les horizons nous ouvrent maintenant leurs portes», constate Geraldine O'Callaghan, du British American Security Information Council<sup>1</sup> (BASIC), une association indépendante de recherches. «Cet intérêt est également lié au fait que ces armes ne coûtent pas aussi cher

rieur de leurs frontières porteraient l'indication de la date et du lieu de fabrication, ainsi que le nom de l'importateur si elles sont vendues à l'étranger. Le Mexique a dénoncé l'attitude du gouvernement américain, aux yeux duquel tout contrôle sur les armes à feu demeure impensable, étant donné le poids politique de la National Rifle Association (NRA). Cette ONG américaine, accréditée auprès des Nations Unies, défend féroce le droit au port d'armes pour les particuliers. Les autorités mexicaines ont fait valoir qu'il est impossible, à leurs yeux, d'empêcher la drogue de remonter vers le Nord tant et aussi longtemps que les armes en provenance des Etats-Unis submergeront les pays d'Amérique latine.

De son côté, le Conseil économique et social de l'Onu a élaboré un protocole sur les armes à feu, largement inspiré de la convention de l'OEA. Ce protocole, qui devrait s'insérer dans la Convention internationale contre le crime organisé, a obtenu le soutien officiel du G8 (groupe de huit pays industrialisés) en avril 1998. Un mois

1. Conseil britannico-américain d'information sur la sécurité, basé à Washington et à Londres



Campagne contre la violence due aux armes à feu, Boston, 1995.

possible, illégalement si nécessaire. On ne peut pas éliminer le trafic illicite sans contrôler les transactions légales. Et pour y parvenir, il faut se pencher sur les politiques officielles en la matière.»

J. Hiltermann rappelle la manœuvre classique qui consiste, pour un gouvernement, à vendre des armes à un intermédiaire, qui les cède ensuite à un Etat, parfois en violation d'un embargo décrété par les Nations unies, ou à tout autre acheteur.

Tenter d'établir une distinction entre commerce licite et illicite, c'est avancer en terrain politiquement miné. Les premières sonnettes d'alarme ont été tirées au mois d'août. Acteur-clé de la campagne du fait de son engagement antérieur en faveur de l'interdiction des mines antipersonnel, Lloyd Axworthy, ministre canadien des Affaires étrangères, a suggéré à ses homologues d'envisager une convention mondiale interdisant la cession des armes légères militaires à d'autres acteurs que des Etats. Tout en reconnaissant que son projet «interdirait à des mouvements luttant contre des régimes répressifs de se procurer des armes», il soutient que «l'action non violente demeure la meilleure façon de provoquer un changement politique».

### Quand les armes imposent le respect des droits humains

«Cette question est très délicate, en particulier dans l'hémisphère sud, estime Alejandro Bendaña, du Centre d'études internationales de Managua, au Nicaragua. «Ce projet aurait empêché la fourniture d'armes à l'African National Congress pendant l'apartheid, de même qu'à tout mouvement de libération.»

M. Axworthy semble être revenu sur ses positions. Au cours d'une réunion à l'Onu en septembre dernier, il a évoqué les rapports entre commerce licite et illicite, et

s'est prononcé en faveur d'une conférence des Nations unies sur ce thème, qui pourrait se tenir en l'an 2000.

La complexité du sujet et la diversité des acteurs concernés rend inévitable une certaine confusion. En privé, des responsables publics s'inquiètent des répercussions de l'action d'organisations luttant pour le désarmement ou contre la prolifération des armes à feu. En appelant ouvertement à une modification des législations nationales, elles risquent de fournir à la NRA des arguments politiques pour pousser les autorités américaines à quitter la table des négociations. Tom Mason, porte-parole de la NRA, compare son association à «un gorille de 400 kg assis sur l'administration américaine.»

Selon d'autres spécialistes, si l'on réussit à convaincre le public, du Nord en particulier, que le désarmement est possible, il faut craindre l'adoption précipitée de projets de rachat ou de marquage d'armes, sans les compétences techniques nécessaires. Ces erreurs peuvent coûter très cher, y compris politiquement, ce qui soulève au passage la question du financement de la campagne.

«Les fonds ne doivent pas être pris sur l'aide au développement, dit Alejandro Bendaña, ni détournés pour faire du lobbying ou des spots télévisés au Nord. Les pays qui sortent d'un conflit ont besoin d'une réelle démilitarisation, pas seulement d'un déminage mais aussi d'une dépoliarisation des conflits au sein de la société. C'est très délicat... Il ne faut pas se faire d'illusions sur l'éventuel succès politique de cette campagne. Les textes n'éliminent ni la demande d'armes, ni les racines de la violence. La violence économique continuera à s'exercer... Ce n'est qu'une étape dans un long processus.»

Amy Otchet

## Le boom de la prostitution en Asie

L'industrie du sexe est en train de prendre des proportions gigantesques dans le Sud-Est asiatique. Les résultats d'une recherche réalisée dans quatre pays de la région (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande) par le Bureau international du travail (BIT) parlent d'eux-mêmes: la prostitution produit des revenus qui se chiffrent en millions de dollars, et son poids dans l'économie oscille actuellement entre 2% et 14% du produit intérieur brut (PIB).

L'étude intitulée *The Sex Sector: The economic and social bases of prostitution in Southeast Asia* (L'industrie du sexe: les bases économiques et sociales de la prostitution dans le Sud-Est asiatique) assure qu'il est «impossible de calculer le nombre exact de prostituées que comptent ces pays en raison du caractère clandestin ou illégal de ce type de travail». Ses auteurs situent cependant «entre 0,25 et 1,5 % le pourcentage de la population féminine qui se livre à la prostitution». Et, plus grave encore, des milliers d'enfants, contraints à se prostituer, sont victimes de menaces et de violences qui leur laissent des séquelles graves et irrémédiables.

Selon une estimation effectuée en 1993 en Thaïlande, 30 000 à 35 000 enfants étaient soumis à une forme d'exploitation sexuelle, tandis qu'aux Philippines «le nombre d'enfants victimes de la prostitution était de 75 000 en 1997», d'après le BIT. Cette organisation internationale souligne que «dans toutes les conventions internationales, la prostitution infantile est considérée comme une forme de travail forcé, donc inacceptable, qui doit être éliminée», tout autant que la prostitution des adultes.

Pour combattre ces fléaux, une initiative très concrète a été lancée par plusieurs organisations non gouvernementales sous le nom de End Child Prostitution in Asian Tourism (ECPAT) (Mettre fin à la prostitution infantile dans le tourisme asiatique). Chaque touriste responsable peut contribuer à cette campagne en signalant à la police toute activité suspecte observée dans les lieux qu'il visite ou, à son retour, dans son propre pays.

Pour plus d'information:  
Bureau international du travail (BIT):  
<http://www.ilo.org>  
ECPAT : <http://www.rb.se/ecpat>

# Vidéo: la piste

La production de films classiques est hors de portée de l'Afrique anglophone. Elle lance le long métrage en vidéo, moins cher et plébiscité par le public.

Dans le tiers monde et les ghettos de pauvres des pays industrialisés, certaines inventions connaissent une destinée et des applications que leurs créateurs étaient loin d'imaginer ou de souhaiter: elles ouvrent de nouveaux terrains d'expression que les défavorisés peuvent exploiter en toute indépendance. Par exemple, la mise sur le marché d'échantillonneurs et de matériel d'enregistrement quadripophonique peu coûteux a déclenché la formidable explosion de la musique rap dans les ghettos américains: elle a permis à des jeunes relativement peu expérimentés et disposant de très peu d'argent d'enregistrer chez eux des bandes de grande qualité.

De même, l'apparition et la multiplication des magnétoscopes VHS expliquent la floraison de longs métrages tournés en vidéo à laquelle on assiste dans plusieurs

pays africains, en particulier au Nigeria et au Ghana. Pour comprendre l'importance du phénomène, rappelons que sur une grande partie du continent, la production cinématographique a toujours dépendu de l'aide extérieure et non d'initiatives autochtones. C'est parce qu'ils disposaient de l'assistance technique et financière du ministère français de la Coopération que les pays d'Afrique noire francophone, comme le Sénégal et le Burkina Faso, ont accompli de sérieux progrès dans ce domaine.

## Des coûts de production prohibitifs

En revanche, le monde anglophone n'a pas pu compter sur le même type d'aide. La production cinématographique y est généralement restée à la traîne, sans qu'aucune politique culturelle digne de ce nom ne

viennne encourager les cinéastes. S'ils ont pu travailler dans les années 70 et 80, c'est uniquement grâce à la production privée non subventionnée. Le dynamisme du marché local permettait alors aux professionnels d'amortir le coût élevé de la location de matériel à l'étranger et du traitement des bobines dans les laboratoires européens de post-production.

Changement de décor à la fin des années 80: l'économie s'effondre, les classes moyennes et, à plus forte raison, le gros de la population, ne disposent plus des ressources nécessaires pour s'offrir des loisirs à un rythme régulier. Le coût de la production cinématographique devient prohibitif. Un film, dont le budget n'excède pas la somme dérisoire de 50 000 dollars, ne peut même plus être amorti sur le marché local. Plus aucun producteur n'est assez téméraire pour

Au Ghana, la vidéo est devenue une véritable industrie.



# africaine

Ola Balogun\*

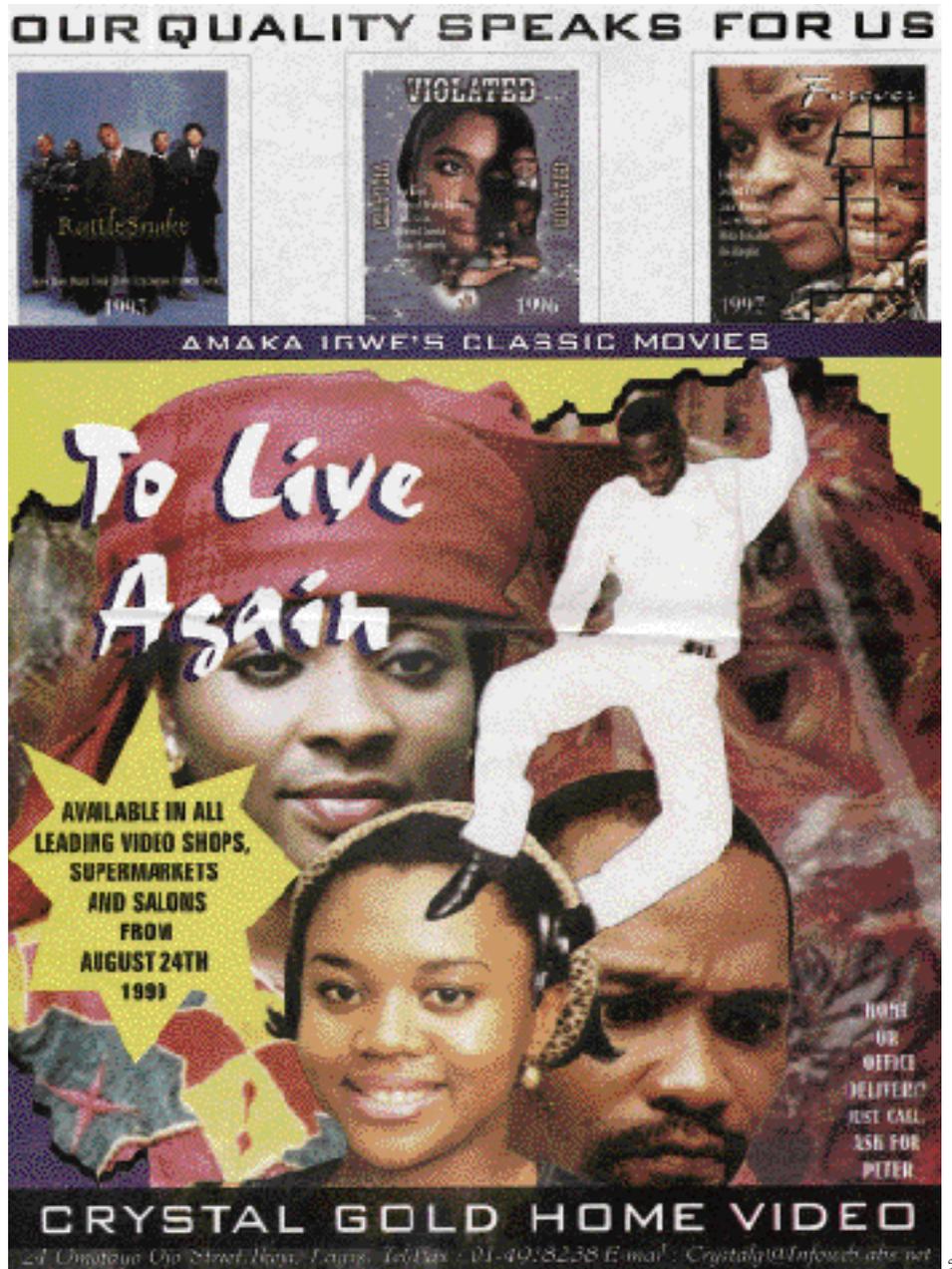
tenter l'aventure. D'où la pénurie de réalisations nigériennes, qui semble paradoxale au vu du nombre croissant de films tournés dans des pays d'Afrique francophone plus petits et moins riches.

La production cinématographique s'est heurtée à un autre obstacle de taille dans la plupart des pays africains: l'absence de véritables chaînes de télévision. Les structures qui se présentent comme telles sont le plus souvent de simples coques vides relayant des émissions produites à l'étranger. Elles ont une capacité de production propre très limitée sinon nulle, et ne disposent pas des fonds nécessaires pour acheter ou coproduire des longs métrages et des séries télévisées.

## Des légions de réalisateurs

La prolifération des magnétoscopes VHS dans les foyers nigériens et ghanéens a bouleversé la donne en provoquant l'apparition de légions de réalisateurs et de producteurs de télévision indépendants. Ils ont pu s'imposer pour avoir su résoudre deux problèmes clés: d'une part, maintenir le coût de production des films à un niveau facile à rentabiliser sur le marché local; d'autre part, créer des mécanismes de distribution qui pallient l'absence de débouchés dans les chaînes de télévision locales et le triste état des réseaux de salles de cinéma.

Ces films, à petit budget pour la plupart, sont en général tournés sur cassette U-matic, ou même VHS, un petit nombre faisant néanmoins appel au format plus professionnel Betacam ou à la dernière génération de caméscopes numériques. La qualité technique de



De nombreuses affiches de ce type sont placardées dans les rues de Lagos.

ces produits laisse donc à désirer, d'autant que les membres des équipes de production, et en particulier les directeurs de la photographie, manquent souvent de professionnalisme. Ces réalisations compensent néanmoins leurs défauts techniques et leurs maladresses par des scénarios d'une étonnante richesse et vivacité de narration, ainsi que par la séduction qu'elles exercent sur le public. Grâce à une stratégie d'exploitation massive rappelant les débuts d'Hollywood, elles ont littéralement inondé le Nigeria. ▶

## La production de longs métrages au Nigeria

	Décembre 1994	1995	1996	1997	Janvier-Mai 1998	Total
Films vidéo	3	201	258	256	140	858
en anglais	1	15	62	114	54	245
en yoruba	2	161	166	89	59	475
en ibo	0	15	22	19	6	62
autres langues	0	2	1	4	3	10
Films «traditionnels»	0	0	1	0	0	1

Source: Nigerian Film Censorship Board

\* Cinéaste nigérian

Selon le bureau de censure cinématographique, pas moins de 858 longs métrages vidéo y sont sortis entre décembre 1994 et mai 1998.

### Les goûts des publics locaux

Entièrement dictée par le marché, la production de ces vidéos au Nigeria et au Ghana correspond mieux au goût des publics locaux que la grande majorité des films tournés grâce à l'aide étrangère dans les pays d'Afrique francophone. Le scénario et le style de ces derniers sont souvent déterminés par les critiques de cinéma occidentaux ou les fonctionnaires du ministère français de la Coopération.

De même, leur succès est mesuré à l'aune de l'accueil qu'ils reçoivent dans les festivals et les circuits d'art et d'essai européens. *A contrario*, le contenu des films vidéo dépendant nécessairement de leur popularité en Afrique, ils ne conviennent absolument pas au public des festivals de cinéma internationaux. On peut espérer qu'un jour viendra où le besoin de qualité et la recherche de larges débouchés coïncideront. Paradoxalement, grâce au développement

rapide et à la chute des coûts de la télévision numérique, les produits vidéo africains pourront bientôt être remixés en 16 mm ou en 35 mm sans trop perdre de leur qualité, et être distribués au cinéma. En attendant, la disponibilité de projecteurs vidéo amorce un nouveau type de distribution dans des salles spéciales de dimensions relativement modestes. Par ailleurs, ces films obtiennent un succès remarquable auprès des Nigériens et des Ghanéens installés en Europe et aux Etats-Unis. A tel point qu'un marché de la distribution par câble ou par satellite pourrait se développer dans un avenir relativement proche à destination de ces communautés expatriées.

La production de films vidéo dans des pays comme le Nigeria et le Ghana représente sans conteste une réponse de l'Afrique pour se faire une place dans la jungle mondiale de l'information et de l'audiovisuel. Elle résulte de l'initiative d'individus bien décidés à s'y frayer leur propre piste, sans compter sur les bénéfices ambigus des mirobolantes infouroutes, où leur parcours serait dicté par les forces puissantes qui dominent la scène politique et économique de la planète. ■

## Une réponse inventive et adaptée

■ Si l'on en croit de nombreuses descriptions de l'actuel paysage mondial de la communication, l'humanité tout entière devrait se déplacer sur les «autoroutes de l'information» en mettant très exactement ses pas dans ceux des nations les plus avancées. La clé du futur, nous rabâche-t-on, réside dans la technologie en soi et non dans le contenu des produits de communication.

Selon cette théorie, tout le monde devrait de toute urgence se connecter à Internet pour être, au mieux, inondé de messages provenant de sites Web basés dans les grands pays de la planète. De même, un pays aurait mauvaise grâce à vouloir protéger son espace aérien du bombardement d'émissions de télévision par satellite diffusées par de puissants conglomérats transnationaux et des complexes audiovisuels publics, tous situés dans des régions du monde qui partagent la même vision politique, économique et culturelle fondamentale.

Cédant aux chants des sirènes, plusieurs gouvernements africains ont ainsi eu l'imprudence de signer des accords avec des radios publiques étrangères: en les autorisant à diffuser sur la bande FM de leurs pays, ils ont exposé leurs propres stations de radio à une concurrence déloyale. De même, la plupart des chaînes de télévision du tiers monde croient faire une bonne

affaire en acceptant d'utiliser quasi gratuitement les informations diffusées par satellite dans le monde entier par de puissantes organisations étrangères. Comme ils ne possèdent pas de satellites et manquent de moyens pour faire couvrir l'actualité des pays voisins par leurs propres équipes, les dirigeants de ces chaînes sont trop souvent prêts à fermer les yeux sur les conséquences politiques et culturelles de ce recours permanent à des sources étrangères. Ainsi, il se pourrait bien qu'en acceptant d'emprunter ces fameuses «autoroutes de l'information» qui les obligent à suivre des voies toutes tracées pour eux, les décideurs des pays du Sud exposent leurs concitoyens à une forme de colonisation inédite et insidieuse. Vus sous cet angle, les dons de programmes télévisés coûtent chers.

En réalité, pour se faire une place sur les «autoroutes de l'information», les pays du Sud doivent être capables d'exploiter les nouvelles technologies à leur portée avec un esprit inventif, dans le seul but de servir les intérêts et les besoins de leurs populations. Dans cette optique, le développement récent de la production de longs métrages tournés en vidéo, dans plusieurs pays africains, prend tout son sens. O. B. ■

## Romans roses à l'africaine

« Ils se marièrent, furent heureux et eurent beaucoup d'enfants »: rien de plus universel que la fin d'un roman à l'eau de rose, avec ses éternels ingrédients, amour et luxe à gogo, passion plus ou moins impossible entre des hommes au cœur de pierre et des femmes fatales, et inévitable heureux dénouement. Il suffit de flâner dans le rayon livres d'un supermarché occidental pour avoir une idée des scénarios dépeints dans les romans d'écrivains à succès comme la britannique Barbara Cartland ou l'espagnole Corín Tellado: îles paradisiaques, stations de ski dans les Alpes, châteaux de la Loire, manoirs dans des principautés européennes ou plages californiennes. Mais dans la collection rose *Adoras*, que viennent de lancer les Nouvelles Editions Ivoiriennes (NEI), le caviar se transforme en manioc ou en banane frite, le champagne en jus de gingembre et la valse en mapouka, la danse à la mode à Abidjan.

Comme l'explique sa directrice, Méliane Boguifo, qui est aussi fonctionnaire au ministère ivoirien de l'Education, « l'idée vient d'un constat: les femmes de notre pays, et les Africaines en général, adorent les histoires d'amour à l'occidentale et les apprécient autant dans les livres qu'au cinéma. Aujourd'hui, on leur donne en plus l'occasion de baigner dans une ambiance africaine. »

Six romans sont déjà parus, comme *Cœurs piégés*, *Cache-cache d'amour*, *Un bonheur inattendu*. Et 36 000 exemplaires – un chiffre considérable pour l'édition dans cette partie du monde – ont été vendus en l'espace de deux mois, en Côte-d'Ivoire mais aussi au Sénégal, au Bénin et dans d'autres pays voisins. Ces livres, édités en français, sont vendus 1 500 francs CFA (2,5 dollars). Ils sont écrits par des auteurs connus, qui ont préféré utiliser un pseudonyme, et par des inconnus, étudiants en droit ou en lettres, comme Guet Lydie ou Koné Fibla.

Si cette collection devait inspirer des éditeurs d'autres continents, en Asie ou en Amérique latine, Barbara Cartland pourrait commencer à trembler. ■

# La guerre du téléphone

James Deane\*

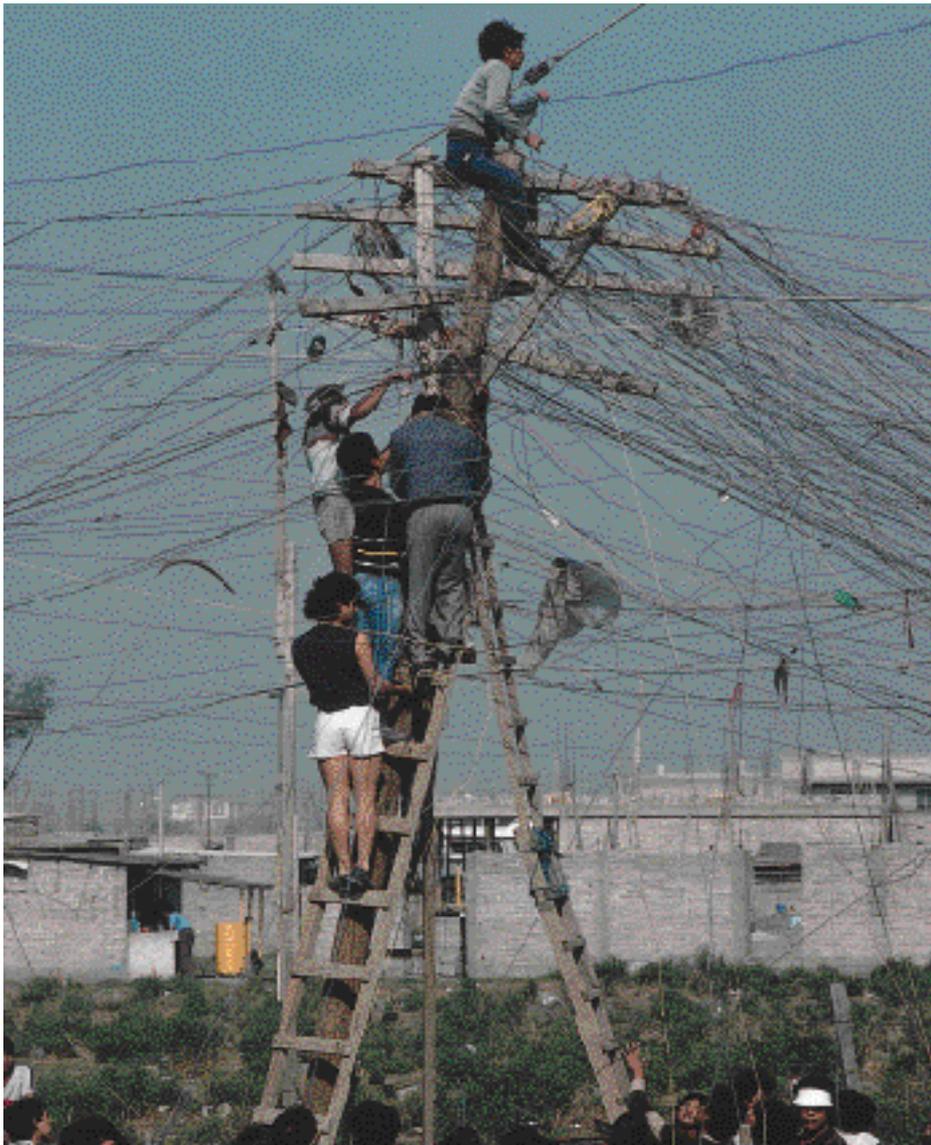
La dérégulation des télécommunications va profiter au monde industrialisé, mais la facture risque d'être lourde pour les pays en développement.

Si vous avez un ami à Sydney, Johannesburg ou Beijing, à qui vous n'avez pas téléphoné depuis longtemps, il va falloir trouver une autre excuse que «*c'est trop cher*». Les prix des communications internationales sont en chute libre. Demain, appeler à l'autre bout de la planète ne vous coûtera pas plus que passer un coup de fil à un voisin.

Nous allons vers un monde sans distances ni frontières, où l'on pourra téléphoner à n'importe qui, quasiment n'importe où, pour une poignée de centimes. Selon l'hebdomadaire britannique *The Economist*, «*l'abolition de la distance, qui déterminait le coût des communications, sera sans doute le facteur de bouleversement le plus important*

*pour la société de la première moitié du XXI<sup>e</sup> siècle*». Mais l'enthousiasme et la fascination suscités par la perspective d'appels bon marché, le téléphone portable et Internet, ne sauraient faire oublier que certains pays luttent désespérément pour s'adapter à ces nouvelles réalités. Le processus en cours menace de paralyser leurs économies, surtout s'ils comptent parmi les plus pauvres de la planète. Et les questions – techniques et rébarbatives – de savoir qui doit être taxé et qui doit recueillir les bénéfices des communications téléphoniques, ne font que brouiller les cartes.

Dans les pays du Sud, les réseaux téléphoniques sont mal en point. Ici à Mexico.



## Pour une fois, la pauvreté payait

Pourquoi téléphoner à l'étranger coûte-t-il si cher aujourd'hui? En grande partie parce que de nombreux pays ont depuis toujours demandé des prix élevés pour établir les communications. Par exemple, si vous appelez de Washington en Jamaïque, l'opérateur américain devra payer la connexion à son homologue jamaïcain, puis rebasculera cette dépense sur votre facture téléphonique. On appelle «système international des taxes de répartition» le résultat d'accords bilatéraux qui déterminent le prix de l'interconnexion et le montant (généralement 50% de ce prix) qu'une compagnie téléphonique d'un pays X verse à son homologue d'un pays Y pour qu'elle établisse la communication.

Dans un monde idéal, chaque pays émettrait autant d'appels qu'il en recevrait et les coûts seraient également répartis. Mais dans notre monde inégal, la quasi-totalité des pays en développement reçoivent plus d'appels qu'ils n'en émettent, car la plupart de leurs habitants sont pauvres et disposent de réseaux téléphoniques peu développés. Une fois n'est pas coutume, en vertu du système de taxes de répartition, la ►

\* Institut Panos, Royaume-Uni

pauvreté paie: la plupart des pays en développement tirent ainsi de coquets revenus du trafic téléphonique international. En 1996, ils ont enregistré un excédent d'environ 10 milliards de dollars. Dans certains Etats parmi les moins avancés, les revenus des communications internationales représentent la première recette d'exportation et la principale source de devises. «*Si vous faites la somme des prêts consentis par toutes les banques de développement du monde au profit du secteur des télécommunications*», explique Pekka Tarjanne, le directeur général de l'Union internationale des télécommunications (UIT), *vous constaterez que le total pour la première moitié des années 90 est infé-*

## «Les pays les moins avancés et les petites économies à faible revenu comptant moins d'un million d'habitants risquent d'être les plus durement touchés»

*rieur aux recettes obtenues en une seule année au titre des taxes de répartition (par les pays en développement).*» Nombre d'entre eux ont profité de ce système pour facturer les appels au prix fort, sans tenir compte des coûts réels d'acheminement, arguant du fait qu'ils avaient besoin de devises pour développer leurs réseaux téléphoniques.

Mais aujourd'hui, la technologie, les stratégies politiques et la compétition acharnée introduite par la libéralisation du marché global des télécommunications, risquent de conduire à une chute brutale et spectaculaire de ces revenus. Elle pourrait devenir catastrophique pour les économies de pays en développement, et nuire, par ricochet, à celles de certains pays riches. «*Si l'on ne parvient pas à un accord, le chaos et l'anarchie vont s'emparer du secteur des télécommunications dans les prochaines années; beaucoup de gens en souffriront terriblement dans les pays en développement*», prédit P. Tarjanne. *Et dans les pays développés, les usagers en pâtiront aussi.*»

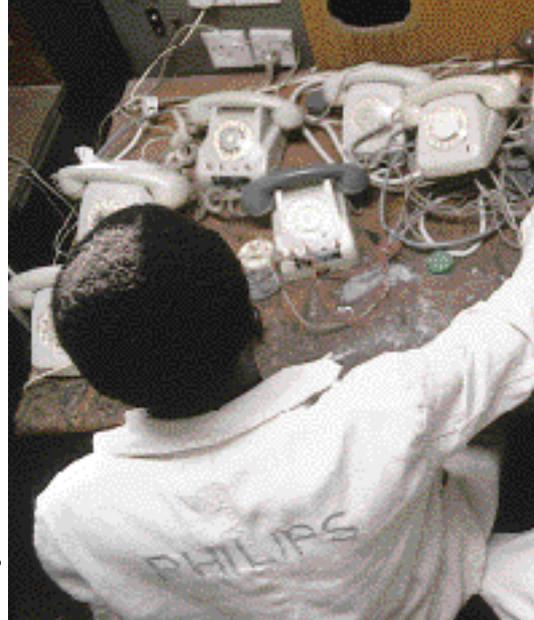
Il faudra alors s'attendre à une baisse de qualité des services téléphoniques, estime le représentant de la Jamaïque auprès des Nations unies à Genève, Anthony Hill. «*Une chute trop brutale des taxes de répartition va entraîner une augmentation substantielle du coût des appels locaux et, au-delà, des perturbations pour les usagers.*»

Selon l'UIT, «*les pays les moins avancés et les petites économies à faible revenu comptant moins d'un million d'habitants risquent d'être*

*les plus durement touchés.*». La Jamaïque, par exemple, gagne environ 150 millions de dollars par an grâce au trafic téléphonique international. «*La réduction des taxes va amputer ces recettes, affectant le commerce extérieur et la balance des paiements*», explique Cezley Sampson, de l'Université des Indes occidentales.

Pourquoi le système qui avait prévalu jusqu'ici part-il en lambeaux? D'abord pour des raisons techniques, qui ont provoqué l'effondrement des coûts réels des télécommunications internationales. Une simple paire de fibres optiques, pas plus épaisses qu'un cheveu, peut désormais transporter toutes les communications longue distance de l'Amérique du Nord. La capacité des réseaux construits en fibres de ce type est 10 fois supérieure à celle des infrastructures installées il y a tout juste quelques années. Cette évolution réduit considérablement les coûts opérationnels des compagnies téléphoniques, et leur permet donc de faire baisser les prix. L'UIT estime qu'aujourd'hui, «*le coût d'une liaison internationale est proche de zéro, à tel point qu'il pourrait presque être considéré comme sans incidence sur le prix de la communication*». Or pendant que ces coûts réels chutaient, les taxes de répartition internationales ne suivaient pas au même rythme. Elles n'ont baissé que de 9% par an depuis le début des années 90 pendant que le prix des communications transmises par satellites et par câbles sous-marins chutaient de 30%.

Mais la technologie n'explique pas tout. Les télécommunications sont au cœur de la nouvelle économie globale et des milliers de milliards de dollars passent chaque



En Zambie, le téléphone tombe souvent en panne. A la grande joie des réparateurs.

année par les fils du téléphone. Si la plupart des consommateurs se plaignent des prix encore trop élevés des appels internationaux, les multinationales et les conglomerats internationaux vont plus loin: ils exigent qu'ils baissent. D'où la libéralisation croissante du marché des télécommunications et la concurrence acharnée que se livrent les opérateurs.

## Ouvrir les marchés à la concurrence

En février de cette année, 72 pays, qui contrôlent 93% du trafic mondial des télécommunications, ont commencé à mettre en œuvre un accord de l'Organisation mondiale du commerce, qui prévoit l'ouverture de leurs marchés à la concurrence étrangère. Ce mouvement a débouché sur plusieurs fusions entre géants des télécommu-

## Le site du mois

<http://www.cosmo.com.br/procedor/unesco>

L'UNESCO a décerné son prix du meilleur site Web à une réalisation brésilienne, mettant en scène les tribus indiennes des Kamayura et des Urubu-Kaapor. Un jury international a ainsi voulu saluer un produit en ligne au contenu multiculturel. A travers des récits, des sons et des images, l'internaute peut y découvrir l'histoire, le folklore, les pratiques artistiques et musicales de ces tribus. Le site est accessible en anglais, en espagnol, en portugais et en espéranto.

Le jury a également attribué trois mentions spéciales aux sites allemand World Video 40° North (<http://www.khm.de/projects/worldvideo>), qualifié d'«*exemple remarquable de l'émergence d'une forme d'art spécifique à Internet*», belge Nirvanet (<http://www.nirvanet.com>) pour les possibilités qu'il offre de «*tisser des liens et créer des communautés virtuelles sur Internet*» et burkinabé Sur les routes du monde ([http://www.delgi.gov.bf/routes du monde/](http://www.delgi.gov.bf/routes%20du%20monde/)) pour «*sa présentation et son contenu parfaitement adaptés aux utilisateurs d'Internet dans les pays en développement*».

D'un montant de 5 000 dollars, ce prix annuel vise à récompenser les créateurs de sites Web qui correspondent aux idéaux de paix de l'UNESCO.

Des informations complémentaires sur les vainqueurs de cette année sont disponibles sur <http://www.unesco.org/webworld/webprize> ■



tarifs, elle a provoqué la colère de nombreux pays. «*En Colombie, la taxe de répartition s'élève à environ 50 cents la minute, plus du double de celle proposée par la FCC, indique David Townsend, consultant pour l'UIT. Les nouveaux prix de référence de la FCC auront des effets très négatifs sur le secteur des télécommunications colombien, car les opérateurs perdront de l'argent à chaque appel.* Une conclusion que réfute la FCC.

Certains observateurs vont jusqu'à accuser les Etats-Unis de pratiquer une nouvelle forme de colonialisme. «*Ils ont toujours refusé de se soumettre à la réglementation de l'UIT; lorsqu'ils n'ont pas pu faire ce qu'ils voulaient au sein de cette organisation, ils ont internationalisé leur législation nationale, commente le Professeur Jill Hills, de l'Institut international sur la régulation des télécommunications de Londres. La menace de la FCC de se retirer du système mis en place par l'UIT est conforme à cette tradition.*»

Cependant, force est de reconnaître que l'ancien système avait besoin d'être réformé. En 1992, l'UIT avait d'ailleurs adopté une résolution demandant que les taxes de répartition reflètent les coûts réels d'acheminement des appels. D'autre part, les bouleversements technologiques et économiques que connaît l'industrie des télécommunications peuvent être l'occasion pour les économies en développement de devancer les vieilles puissances industrielles – en s'équipant d'emblée de réseaux numériques – et d'attirer des investissements étrangers considérables.

Reste qu'à un stade critique de leur développement, certains des pays les plus pauvres de la planète partent avec un retard énorme dans la course aux télécommunications. Si rien n'est fait pour les aider, toute une génération pourrait s'en trouver handicapée. ■



◆ Sur le Web  
<http://www.itu.int/intset>  
<http://www.oneworld.org/panos/briefing/telrates.htm>

nications, dont le récent rapprochement entre l'Américain AT&T et British Telecom. Face à la domination de cette logique concurrentielle et de quelques grands groupes d'opérateurs, les pays en développement savent qu'ils doivent renoncer à fixer les prix qu'ils veulent. Mais pour les Etats-Unis, les choses ne vont pas assez vite. Car ils sont les grands perdants de l'ancien régime: les entreprises américaines accusent un déficit de près de six milliards de dollars par an dans le règlement des taxes de répartition.

Les Etats-Unis ont donc décidé d'appliquer leur propre politique tarifaire: bientôt, les compagnies américaines seront autorisées à acquitter des prix très réduits aux opérateurs des autres pays. «*Le système actuel est périmé et monopolistique, faisait observer Reed Hundt en 1996, lorsqu'en tant que président de la Commission fédérale des communications (FCC), il a annoncé le changement de politique de son pays. Il a imposé de trop lourdes charges aux consommateurs et entraîné d'énormes flux d'argent des Etats-Unis vers des entreprises étrangères.*» Bien que la politique tarifaire de la FCC, qui entre en vigueur l'an prochain, accorde un délai de cinq ans aux pays les plus pauvres pour modifier leurs

## Les hauts et les bas de la presse quotidienne

La diffusion des journaux recule dans un grand nombre de pays industrialisés et progresse dans beaucoup de pays en développement.

Entre 1993 et 1997, les ventes de quotidiens ont baissé globalement de 3,7% dans les pays de l'Union européenne, selon les études réalisées par l'Association mondiale des journaux (AMJ) et présentées en juin 1998 lors de son 51<sup>e</sup> Congrès, à Kobé au Japon. Au cours de ces cinq années, la diffusion des quotidiens aux Etats-Unis a diminué de 5,2%. En Russie, qui enregistrait à la fin de l'ère communiste les plus forts taux de diffusion du monde, avec un record de 96 millions d'exemplaires par jour, les ventes de quotidiens ont chuté de 54,4 % depuis 1993.

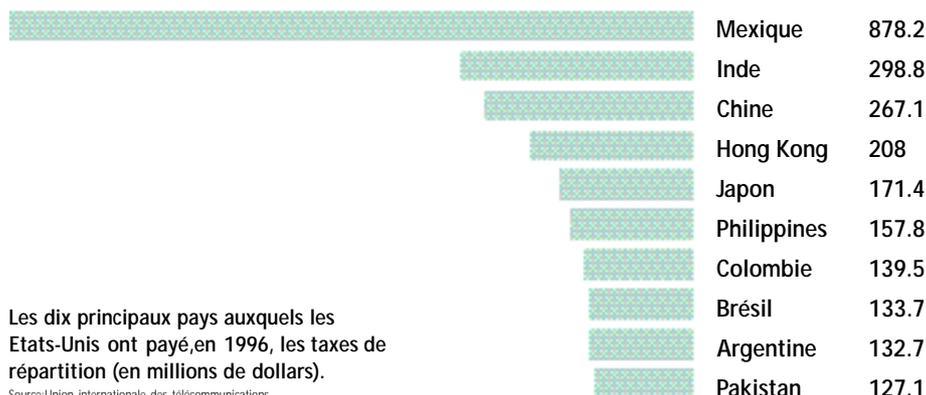
La baisse de la diffusion de journaux dans ces pays contraste avec la vitalité de la presse quotidienne dans certains pays du Sud où, malgré la censure, la crise économique et les difficultés liées à l'approvisionnement en matière première, on observe une hausse des ventes de quotidiens au cours des mêmes cinq années. En Inde, le nombre d'exemplaires vendus a augmenté de 47,2%; au Brésil, de 9%.

D'autres sources confirment cette tendance. Selon les dernières statistiques de l'Unesco, le taux de pénétration de la presse quotidienne a augmenté dans presque tous les pays du continent africain, pendant cette période. Entre 1990 et 1996, le taux de diffusion des quotidiens pour 1 000 habitants est passé de 14 à 27 exemplaires au Botswana, de 8 à 16 en Côte-d'Ivoire, de 21 à 30 au Gabon, de 18 à 24 au Nigéria et de 15 à 27 au Swaziland.

Différentes études, dont celle de l'entreprise américaine Market Facts, attribuent la baisse des ventes de journaux au succès d'Internet, mais son impact direct n'a pas encore été démontré. L'AMJ affirme par exemple qu'au Royaume-Uni, Internet est davantage un complément qu'un substitut à la presse écrite. La même tendance est constatée aux Etats-Unis, où les lecteurs habituels des nouvelles en ligne consultent régulièrement d'autres sources – journaux, radio et télévision – pour compléter leur information.

Actuellement, le principal souci des éditeurs est d'attirer de jeunes lecteurs, plus séduits par la souris et l'écran que par le papier imprimé. ■

### Les taxes de répartition payées par les Etats-Unis



Les dix principaux pays auxquels les Etats-Unis ont payé, en 1996, les taxes de répartition (en millions de dollars).

Source: Union internationale des télécommunications

# Mira Nair:

Indépendance, intuition et complexité sont les maîtres-mots de l'une des cinéastes les plus célèbres et controversées de son pays.



© Westenberg/Liaison/Gamma, Paris

Vous êtes née en Inde, vous avez fait vos études aux Etats-Unis et vous vivez aujourd'hui en Afrique du Sud. Où vous sentez-vous chez vous ?

J'ai quitté l'Inde quand j'avais 18 ans. Ensuite, j'ai partagé mon temps entre les Etats-Unis et l'Inde pendant près de 10 ans. Puis j'ai fait la connaissance de mon mari à Kampala, en Ouganda, lors du tournage de *Mississippi Masala*. Cela fait maintenant deux ans que vous vivez en Afrique du Sud. Je voyage beaucoup pour des raisons professionnelles, mais je me sens chez moi là où sont les miens, mon mari et mon fils.

Pourquoi avez-vous décidé de faire du cinéma ? Vos films semblent marqués par un sens aigu de la justice sociale.

Je ne suis pas de ceux qui ont su, dès l'âge de huit ans, qu'ils allaient faire du cinéma. Je suis tombée dans le cinéma, puis il m'a possédée. J'ai commencé par monter sur les planches: je me suis engagée dans une forme de théâtre expérimental plutôt radicale, le théâtre de rue polémique, et des choses de ce genre. J'étais aussi une bonne étudiante, qui rêvait de mener une carrière universitaire. A 18 ans, j'ai obtenu une bourse pour continuer à étudier l'art dramatique à Harvard. Mais une fois sur place, j'ai trouvé que le théâtre enseigné était trop conventionnel, trop rigide, comparé à ce que j'avais fait en

## Je ne peux faire des films que sur des sujets qui me prennent aux tripes

Inde. J'étais aussi de plus en plus agacée de voir que l'acteur n'avait aucune maîtrise de la situation: il est toujours à la merci du réalisateur et de sa vision de l'univers. Je voulais tenir les rênes – raconter une histoire, contrôler la lumière, l'action et l'image.

Le cinéma indépendant est obsédant: avoir une idée, écrire le scénario, financer le film, préparer le casting, le tournage, le montage, et ensuite – le plus dur – s'assurer qu'il est distribué à travers le monde. Tout cela prend facilement un à deux ans. Pour moi,

la liberté de création est impérative. Et si je veux vivre un projet jour après jour, pendant deux ans, il faut que j'en devienne obsédée. Je ne peux faire des films que sur des sujets qui me prennent aux tripes et me font palpiter. Certains en font pour que des spectateurs occupent agréablement leurs dimanches après-midi. Pas moi. Je laisse cela aux autres, je ne les condamne pas. Je suis attirée par les idées provocantes qui apportent une vision un peu différente du monde, et qui viennent de ma région du monde.

J'ai un parcours vraiment personnel, je suppose, pour résister à l'impérialisme culturel d'Hollywood et porter à l'écran des gens comme nous, en Inde, ou ailleurs dans les pays du Sud. C'est une énorme reconnaissance. Nous devons raconter nos histoires, car personne ne le fera à notre place. J'assume avec plaisir, je l'avoue, la responsabilité de découvrir ces histoires et de les adapter au cinéma. Après tout, les films, contrairement aux livres, sont à la portée de millions de gens. Pouvoir toucher un aussi large public est une autre dimension de mon travail, qui me tient à cœur. En même temps, je n'oublie pas et je ne sous-estime pas l'individu, spectateur dans la salle.

Pourquoi vous concentrez-vous sur les communautés et les individus vivant en exil ? Qu'avez-vous appris sur l'identité culturelle et le racisme ? Pourquoi les communautés indiennes en exil, par exemple, éprouvent-elles le besoin de vivre en marge ?

Apparemment, j'ai plus ou moins la réputation de faire des films sur l'exil. Je n'ai pas fait ce choix, c'est l'exil qui m'a choisie. La distance vis-à-vis d'une communauté est une chose qui, avant, m'embarrassait mais me sert maintenant d'instrument pour mes films.

Je crois comprendre cette manière d'être. Je sais ce qu'on éprouve quand on regarde par la fenêtre d'un motel du Mississippi ou quand je vois mon jardin à Kampala. On peut être aux antipodes et cependant trouver un lien avec chez soi ou quelque chose qui nous le rappelle. Mais je ne suis pas nostalgique, je n'ai pas le mal du pays. Je suis quelqu'un qui a un énorme appétit pour le

monde et j'aime beaucoup les gens. Je vois une grande communauté de pensée entre les peuples. Mais l'ignorance et la peur – les deux stigmates du racisme – nous aveuglent et nous empêchent de la ressentir.

Ce qui était très touchant quand je suis allée dans le Mississippi pour tourner mon film, c'était de voir la ressemblance frappante entre les familles noires – leur proximité, l'église, les chants et les barbecues – et les familles indiennes, deux communautés apparemment éloignées l'une de l'autre même si elles étaient seulement séparées par une route. La communauté indienne faisait les mêmes choses, croyait aux mêmes valeurs que la communauté noire. Et cependant, les Indiens imaginaient que les Noirs n'étaient pas aussi humains qu'eux, ni tout à fait les mêmes.

Les communautés indiennes établies à l'étranger forment leur cercle, sans doute pour maintenir une certaine intégrité culturelle et parfois religieuse. Elles ont davantage tendance à se figer dans leur «indianité» que celles vivant en Inde. Ce faisant, elles refusent systématiquement de s'intégrer à la population locale. Quand j'étais à Kampala pour tourner *Mississippi Masala*, certains Indiens étaient surpris de voir que je n'étais pas aussi «indienne» qu'ils le croyaient.

Vos films explorent les paradoxes en montrant, par exemple, comment l'esclave devient le maître. D'où vient cette idée ? Faites-vous appel à vos qualités d'observation en tant que documentariste ou cherchez-vous à aiguïser vos intuitions ?

J'ai l'œil et l'oreille pour saisir les paradoxes. Ils sont la vie, la zone d'ombre où les uns ne sont ni plus ni moins vertueux que les autres. Pour moi, la vérité est bien plus intéressante, bien plus étrange que la fiction.

C'est là où intervient la spécificité culturelle. On fait une recherche poussée sur un thème, on s'en imprègne et on en fait une histoire qui pourrait devenir universelle. Gide a dit: la tyrannie, c'est l'absence de complexité. Et la complexité est intéressante à analyser dans un film. Plus intéressante que la recherche constante du plus petit déno-

# gros plan sur l'Inde des paradoxes

minateur commun. Ce qui fait la différence entre les deux, c'est l'intuition. Je crois vraiment à l'intuition, je m'y fie entièrement pour trouver et bâtir des histoires. Il y a des sujets qui s'imposent à moi de toute évidence. Par exemple, j'ai fait un documentaire intitulé *Children of Desired Sex* (Les enfants du sexe désiré), un euphémisme en Inde pour les couples qui ne désirent que des garçons. Le

---

**Hormis les problèmes de censure, je suis convaincue que les femmes cinéastes ont accès à des sujets qui échappent aux hommes**

---

film cherche à dénoncer l'exploitation éhontée de l'amniocentèse en Inde, inventée pour faire un bilan génétique du fœtus, et qui sert en réalité à déterminer son sexe. Si le bébé est une fille, les femmes avortent.

Mais il ne suffit pas de trouver un sujet. Encore faut-il créer un cadre de travail qui laisse l'intuition régner en maître. Tous ceux qui passent des années à l'étranger reviennent dans leur pays d'origine avec un certain recul. Ils sont aptes à observer la

société locale d'un œil critique, sans pour autant la juger. Peut-être que ce recul permet d'expliquer la clarté d'un film comme *Salaam Bombay!* Moyennant quoi, on risque aussi de s'attirer des critiques. Que répondre quand on vous accuse de vendre la misère de l'Inde?

Je choisis des thèmes qui me touchent et ne suis pas la première à qui on reproche de vendre la misère du pays. Le gouvernement a même accusé le grand cinéaste Satyajit Ray d'en faire autant. Les gens qui ont vu *Salaam Bombay!* ne disent pas, me semble-t-il, qu'il montre la misère en Inde de manière gratuite. Il célèbre la survie de l'humanité de l'être face à toutes les vicissitudes de l'existence. Au quotidien, personne n'y prête attention: dans la vie, combien d'entre nous – au lieu d'affronter la réalité – restent sourds et insensibles? Fuir la réalité ne la fait pas disparaître.

La même chose s'est passée avec *Kama Sutra*. Je n'ai pas dissimulé la sexualité derrière des voiles ou des danses. En Inde, les films commerciaux sont toujours truffés d'allusions sexuelles et de chansons grivoises sur «ce qu'il y a sous le corsage». En fait, la sexualité dans le cinéma indien porte toujours le masque du viol et de la violence.

Dans mon film, je n'ai pas voulu choquer mais raconter l'histoire sans détours, sans me cacher derrière des chimères ou des faux-semblants. L'ironie veut que nous soyons issus d'une culture où l'amour et la sexualité sont considérés comme un lien avec le divin. C'était un art qu'on devait étudier et en même temps considérer comme une banalité de la vie quotidienne.

Pensez-vous que la polémique autour de *Kama Sutra* a été plus violente parce qu'il s'agissait d'un film fait par une femme? Quels sont les écueils pour une femme cinéaste?

Tous les films à caractère sexuel attirent les foudres de la censure. Mais vous n'imaginez pas les problèmes d'une cinéaste qui s'y hasarde. Avant le tournage, tout le monde m'avait dit que j'allais avoir des ennuis, mais je n'aurais jamais soupçonné que j'allais être traînée devant les tribunaux pendant près de deux ans! Après avoir été mêlée à toutes sortes de batailles juridiques avec la commission de censure et le gouvernement indien, j'ai su que les attaques étaient plus véhémentes parce que j'étais une femme.

Hormis les problèmes de censure, je suis convaincue que les femmes cinéastes ont accès à des sujets qui échappent aux hommes, et des contacts plus faciles. Par exemple, quand j'ai filmé *India Cabaret* sur la vie de strip-teaseuses à Bombay, j'ai pu entrer assez loin dans leur intimité. J'ai même réussi à rendre visite aux hommes qui fréquentaient ces cabarets et à parler avec leurs femmes.

*Kama Sutra* ressemblait à une expérience. Était-ce une tentative pour passer du statut de documentariste à celui de cinéaste ou d'artiste?

Quand je travaillais dans le documentaire, j'étais impatiente parfois, très souvent même, qu'il arrive quelque chose et contrariée de voir que cela ne se passait pas comme je l'avais espéré. Je voulais avoir une plus grande maîtrise du geste et de l'action. Alors je me suis convertie au long métrage. Là, le plus dur, c'est de rendre la notion d'instantanéité du documentaire, où les ►

Mississippi Masala: une famille indienne migre aux Etats-Unis.





© Kfir Inthepress, Paris

Salaam Bombay!: le premier long métrage de Mira Nair.

## La «grande sœur tenace»

Mira Nair, l'une des plus célèbres cinéastes de l'Inde, a obtenu un succès foudroyant avec la sortie de son premier long métrage *Salaam Bombay!* en 1988. Originaire du pays qui produit le plus grand nombre de films au monde, elle apportait la preuve que le cinéma d'auteur pouvait aussi remporter un succès commercial. Sa carrière cinématographique, qui avait débuté en 1979, lui a valu à la fois une reconnaissance universelle et de violentes critiques dans son pays.

Née en 1957 à Bhubaneswar, dans l'Est de l'Inde, benjamine d'une famille de trois enfants, dont le père est fonctionnaire, elle manifeste très tôt un intérêt pour le cinéma. Mais elle se passionne encore plus pour le théâtre qu'elle étudie (en même temps que la sociologie) à l'Université de Delhi. Là, elle se lance dans le théâtre de rue politiquement engagé. Elle joue pendant trois ans au sein d'une troupe amateur, avant de poursuivre ses études d'art dramatique aux États-Unis où elle obtient une bourse en 1976.

À l'Université de Harvard, l'enseignement ne lui paraît pas assez novateur. Déçue, elle se tourne vers le documentaire,

ce qui lui donne l'occasion de travailler avec trois grands cinéastes: Alfred Guzzetti, Richard Leacock et D.A. Pennebaker. Sept ans après avoir décroché son diplôme, elle a déjà réalisé quatre documentaires sur la culture, les traditions de l'Inde et leur impact sur la vie des gens ordinaires.

Elle obtient son plus grand succès avec *Salaam Bombay!* qui, selon elle, «décrit la réalité des enfants qui se voient refuser leur enfance, des enfants qui survivent dans la rue avec résignation, humour, flamboyance et dignité». Avant le tournage, Mira Nair et sa scénariste, Sooni Taraporevala, amie depuis l'université et originaire de Bombay, organisent un atelier de trois mois avec 30 enfants de la rue qui auront tous un rôle. Le film remporte 23 prix internationaux, dont la Caméra d'Or et le prix du public au festival de Cannes de 1989. La même année, elle fait partie des finalistes pour l'oscar américain dans la catégorie du meilleur film étranger. M. Nair est fière de ces distinctions. «Surtout pour nos enfants et pour l'Inde, car c'est la première récompense que nous avons depuis 1957, l'année de ma naissance.»

La «Kuskoo Didi» (la grande sœur

tenace), comme l'ont surnommée les enfants de la rue, a veillé à ce que *Salaam Bombay!* leur profite encore longtemps. Elle a versé le gros des salaires de ces jeunes «comédiens» sur un compte en banque, avec une partie des recettes du film; elle a fondé avec ses collaborateurs la «Salaam Balak Trust», une association à but non lucratif, qui offre des services éducatifs, médicaux et une formation professionnelle aux enfants des rues.

Après avoir réalisé *Kama Sutra: une histoire d'amour* (1997), elle se bat pendant 18 mois avec la censure en Inde afin d'obtenir l'autorisation de projeter le film dans toutes les salles du pays. «Le bureau de la censure voulait couper toutes les séquences vaguement sexuelles. Le film en devenait méconnaissable. Il a fallu que j'aie jusqu'à la Cour suprême pour obtenir gain de cause.»

Mira Nair vit maintenant au Cap, en Afrique du Sud, avec son mari Mahmood Mamdani, politologue, et leur fils Zohran. Elle continue de s'intéresser aux thèmes de l'identité, de la culture et de l'exil. Fidèle à ses habitudes, elle se prépare à changer de nouveau de continent. ■

événements sont saisis sur le vif. C'est difficile à faire passer dans l'environnement contrôlé d'un long métrage.

Le plus difficile pour moi dans *Kama Sutra*, c'était de rester fidèle à moi-même, de faire un film sur les femmes solides qui n'ont pas peur de célébrer leur sexualité et qui ont trouvé l'art et la manière d'aimer pleinement. L'autre difficulté était de créer un monde qui semble réel, non pas noyé dans l'exotisme et l'anthropologie mais tellement pris sur le vif qu'il en devient universel. Je voulais évoquer le manque de compréhension ou de réflexion sur la véritable nature de l'Eros, parler de la manière dont il faut se préparer à l'Amour. Je crois avoir réussi à montrer la banalité de l'Eros – comment il pénètre dans notre quotidien.

Le film ne s'adresse pas à une audience particulière. Il s'adresse au monde entier. Cet objectif ambitieux est devenu un problème pour moi, mais c'était une bonne leçon. J'ai obtenu ce que je voulais sur le plan des qualités visuelles et sensuelles de *Kama Sutra*, mais j'ai l'impression que l'histoire en a souffert.

Le tournage d'un film est un parcours, comme pour toute autre œuvre d'art. Il se trouve que l'on fait du cinéma et qu'on espère que le produit fini sera conforme à ses désirs. Parfois c'est le cas, parfois on se retrouve avec quelque chose de différent.

Comment le public féminin indien a-t-il reçu *Kama Sutra*, après les problèmes de censure?

Quand le film est sorti en Inde l'an dernier, j'ai passé des contrats avec les distributeurs pour qu'il y ait trois matinées par semaine réservées exclusivement aux femmes. Dans ce pays, 90% des gens qui vont au cinéma sont des hommes. Je ne voulais pas que mon public féminin soit harcelé ni intimidé par leur présence. C'était plus rassurant pour nous et permettait de mieux saisir mon message.

C'est un mythe de dire que les Indiennes ne veulent rien savoir de l'amour intime. En fait, le film a remporté un grand succès et les femmes sont allées le voir dans tout le pays. C'est l'un des trois films qui ont fait le plus d'entrées en Inde l'an dernier.

Comment faites-vous pour trouver un financement dans un pays où le cinéma d'auteur n'est pour ainsi dire pas subventionné?

J'ai la chance que mes films rapportent à ceux qui y investissent. L'important pour moi, c'est de jouir d'une indépendance totale pendant le tournage. Ceci dit, j'ai beaucoup de mal à trouver des financements pour mes projets en Inde. Voilà pourquoi je fais appel à

plusieurs distributeurs internationaux, surtout des Japonais, des Européens et quelques Indiens. Je ne m'adresse pas seulement à une personne ou à une société pour me financer, ce qui supposerait toutes sortes de contraintes et de liens de dépendance: il faudrait que je fasse un film qui réponde aux exigences et aux intérêts de celui qui me finance, au lieu du mien. Je pense qu'on a beaucoup plus de liberté avec six millions de dollars en toute indépendance qu'avec 50 millions de dollars venant d'un seul producteur.

Considérez-vous le cinéma comme une industrie culturelle ou une forme d'art qui justifie et nécessite une aide de l'Etat?

Le cinéma, en tant qu'art, a vraiment besoin d'être subventionné. Par exemple, je n'aurais jamais pu réaliser mon premier long métrage en Inde sans le soutien de la National Film Development Corporation. On peut voir plein de bons films qui viennent d'Australie, où l'industrie du cinéma reçoit une aide de l'Etat. Dans l'idéal, un film devrait pouvoir s'autofinancer mais je continue à croire à une forme d'aide, surtout pour un premier film.

Bombay, surnommée Bollywood, produit le plus grand nombre de films commerciaux au monde. Or le pays manque de bons auteurs de films d'art. Pourquoi?

Je ne dirais pas que les cinéastes indiens manquent de talent. Ils manquent simplement de moyens. En fait, chacun se bat pour pouvoir financer son film. Personne n'acceptera de financer un projet s'il n'est pas sûr de faire des bénéfices. Ensuite, il y a un gros problème au niveau de la distribution. Beaucoup de films ne sont jamais sortis parce qu'il n'y a aucun distributeur du cinéma d'auteur. Il faut créer un réseau de distribution pour que le public puisse avoir une chance de voir ces films. Ce n'est pas que le public indien ne s'intéresse pas aux films indépendants. Le problème est le manque de salles qui s'engagent à les projeter.

Peut-on savoir ce que vous nous préparez ?

Je travaille actuellement sur un film qui s'intitule *Bombay 2000*, peut-être mon premier film «bollywoodien», mais à ma façon. Il s'agit d'une ville qui devient cosmopolite, de la relation entre une mère et sa fille perturbée par un intrus, un arnaqueur américain. La mère était une actrice légendaire du vieux Bollywood, qui fait maintenant le doublage de *BayWatch* (série télévisée américaine) en hindi. Et sa fille est une starlette qui joue dans les super productions mélo de Bollywood. ■

Propos recueillis par  
Ethirajan Anbarasan et Amy Otchet

## Filmographie

**My Own Country** (Mon propre pays 1998): Un médecin indien, né en Ethiopie, soigne des malades atteints du sida dans l'Est du Tennessee au milieu des années 80. Il prend conscience que l'épidémie est non seulement une urgence médicale mais aussi spirituelle

**Kama Sutra: A Tale of Love** (Kama Sutra: une histoire d'amour, 1997): Somptueux tableau sur l'amitié et la rivalité entre une princesse et sa servante dans l'Inde du XVI<sup>e</sup> siècle. Toutes deux appliquent les enseignements du Kama Sutra, ancien traité sur l'amour et la sexualité, qu'elles utilisent comme une arme dans leurs relations complexes et vis-à-vis des hommes

**The Perez Family** (La famille Perez, 1995) : Tragi-comédie romantique sur les Cubains qui quittent leur île pour Miami en 1980, à partir du port de Mariel.

**The Day the Mercedes became a Hat** (Le jour où la Mercedes devint un chapeau, 1993): Courte vidéo tournée en Afrique du Sud et inspirée par l'assassinat de Chris Hani, dirigeant du parti communiste sud-africain.

**Mississippi Masala** (1990): Une famille indienne est chassée d'Ouganda en 1972, sous Amin Dada. Elle migre aux Etats-Unis et arrive dans un motel du Mississippi. Choc entre deux cultures lorsque la fille tombe amoureuse d'un Noir.

**Salaam Bombay!** (1988) : Premier long métrage de Mira Nair, le plus connu de ses films, où l'on découvre la vie des enfants des rues de Bombay. Le tournage a eu lieu sur place avec de rares acteurs professionnels, la plupart des personnages étant joués par des enfants vivant effectivement dans la rue, comme Chaipu le meneur

Documentaires :

**Children of a Desired Sex** (Les enfants du sexe désiré, 1987): Analyse des conflits auxquels sont confrontées les femmes qui décident de se faire avorter dès qu'elles apprennent qu'elles sont enceintes d'une fille.

**India Cabaret** (1985): Evocation franche et impitoyable de la vie des strip-teaseuses dans un night-club miteux de Bombay.

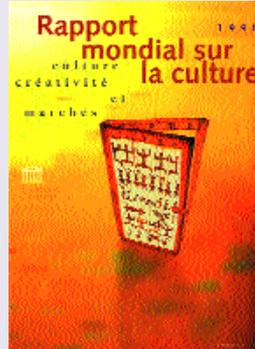
**So Far From India** (Si loin de l'Inde, 1982) : La séparation entre un vendeur de journaux indien, qui vit à New York, et sa femme et son enfant restés en Inde.

**Jama Masjid Street Journal** (1979) : Premier film de Mira Nair pour sa thèse d'étudiante, tiré de son expérience personnelle sur la vie d'une communauté musulmane traditionnelle du Vieux Delhi, vue par une Indienne éduquée en Occident.



## ÉDITIONS UNESCO

7, place de Fontenoy  
75352 Paris 07 SP, France  
Fax : 01 45 68 57 37  
www.unesco.org/publications



### Rapport mondial sur la culture Culture, créativité et marchés

Ce rapport interdisciplinaire ouvre de nouvelles perspectives aux analystes en fournissant, chiffres à l'appui, des données comparatives sur le domaine des liens entre la culture et le développement. Profondément inscrit dans le contexte actuel d'interdépendance, il étudie les grands problèmes actuels, comme l'avenir des populations et des cultures indigènes, la circulation des biens culturels ou les rapports entre la culture et l'économie de marché.

528 p., 21 x 29,7 cm  
ISBN : 92-3-203490-5  
260 FF



## LISTE DES AGENTS DE VENTE

Adressez-vous à l'agent de vente de votre choix, qui vous communiquera le montant de l'abonnement en monnaie locale.

AFRIQUE DU SUD : International Subscription Services, PO Box 41095, Craighall 2024.  
Fax:880 6248.Mast Publications,PO Box 901, Parklands 2121. Fax:886 4512.  
ALLEMAGNE : German Commission for UNESCO, Colmantstr. 15,D-53115 Bonn. Fax:63 69 12.  
Uno Verlag, Dag Hammarskjöld Haus, Poppelsdorfer Allee 55,D-53115 Bonn. Fax:21 74 92.  
ARGENTINE : Edilyr Srl,Librería Correo de la UNESCO, Tucumán 1685,1050 Buenos Aires. Fax:371-8194  
AUSTRALIE : Hunter Publications,58A Gipps Street, Collingwood VIC 3066. Fax 419 7154.ISA Australia,PO Box 709, Toowong QLD 4066. Fax:371 5566.United Nations Assoc. of Australia/Victorian Div.,179 St George's Road, N. Fitzroy VIC 3068. Fax:481 7693.  
AUTRICHE : Gerold & Co. Import & Export, Zeitschriften/Periodicals,Graben 31,A-1011 Vienne. Fax:512 47 31 29.  
BELGIQUE : Monsieur Jean de Lannoy, 202 av du Roi, B-1060 Bruxelles. Fax:538 08 41.  
BRÉSIL : Fundação Getúlio Vargas, Editora Divisão de Vendas,Caixa Postal 62.591,22257-970 Rio de Janeiro RJ. Fax:551-0948.  
CANADA : Renouf Publishing Company Ltd,Central Distribution Centre,1294 Algoma Road,Ottawa, Ont K1B 3W8. Fax:741 5439.Périodica Inc, 1155 Av Ducharme, Outremont,PQ H2V 1E2. Fax:274 0201.  
CHILLI : Universitaria Textolibro Ltda., Casilla Postal 10220,Santiago. Fax:681 9091.  
CHINE : China National Publications,Import & Export Corp.,PO Box 88,16 Gongti East Rd,Beijing 100020. Fax:010-65063101.  
CORÉE : Korean National Commission for Unesco, CPO Box 64,Séoul 100-600. Fax:568 7454.  
DANEMARK : Munksgaard, Norre Sogade 35, PO Box 2148,DK-1016 Copenhagen K. Fax:12 93 87.  
ESPAGNE : Mundi Prensa Libros SA,Castelló 37,28001 Madrid. Fax:575 39 98.Librería Al Andalus,Roldana 3 y 4,41004 Sevilla. Fax:422 53 38.Los Amigos de la

UNESCO, Alda Urquijo 62,2. Izd.,48011 Bilbao. Fax:427 51 59/69  
ÉTATS-UNIS : Berman-Associates,4611-F Assembly Drive,Lanham MD 20706-4391. Fax:459 0056.  
FINLANDE : Akateeminen Kirjakauppa, PO Box 23, SF-00371 Helsinki. Fax: 121 4450. Suomalainen Kirjakauppa Oy, PO Box 2, SF-01641 Vantaa. Fax: 852 7990.  
GRECE : Librairie Kauffmann SA,Mauvrokordatou 9, GR-106 78 Athènes. Fax:38 33 967.  
GUATEMALA : Comisión Guatemalteca de Cooperación con la UNESCO, 3A Avenida 10 29,Zona 1,Apartado Postal 2630,Ciudad de Guatemala.  
HONG KONG : Hong Kong Government Information Services Dept.,1 Battery Path Central,Hong Kong.  
HONGRIE : Librotrade K F T, Periodical Import/K, POB 126,H-1656 Budapest. Fax:256-87-27.  
INDE : Orient Longman Ltd (Subscr. Account),Kamani Marg, Ballard Estate,Bombay 400 038. Fax:26 91 278. Oxford Book & Stationery Co. Code No D 8208052, Scindia House,New Delhi 110 001. Fax:33 22 639.  
ISRAËL : Literary Transactions Inc.,C/O Steimatsky Ltd., PO Box 1444,Bnei Brak 51114. Fax:52 81 187.  
ITALIE : Licosà/Libreria Comm.Sansonì SPA,Via Duca di Calabria 1/1,I-50125 Florence. Fax:64 12 57.  
JAPON : Eastern Book Service Inc., Periodicals Account, 3 13 Hongo 3 Chome,Bunkyo Ku, Tokyo 113. Fax:818 0864.  
LUXEMBOURG : Messageries Paul Kraus,BP 2022, L-1020 Luxembourg. Fax:99 88 84 44.  
MALTE : Sapienzas & Sons Ltd.,PO Box 36, 26 Republic Street,La Valette CMR 01. Fax:24 61 82.  
MAROC : UNESCO, 35 avenue du 16 novembre Agdal-Rabat. Fax:212-767 03 75.Tél.:212-767 03 74/72.  
MEXIQUE : Librería El Correo de la UNESCO SA, Col Roma,Guanajuato 72,Deleg Cuauhtémoc, 06700 Mexico DF. Fax:264 09 19.  
NORVEGE : Swets Norge AS,Østensjøveien 18-0606 Oslo, PO Box 6512,Etterstad. Fax:47 22 97 45 45.

NOUVELLE ZELANDE : GP Legislation Services, PO Box 12418,Thorndon,Wellington. Fax:496 56 98.  
PAYS-BAS : Swets & Zeitlinger BV, PO Box 830,2160 SZ Lisse. Fax:2524 15888.Tijdschriftcentrale Wijck B V, Int. Subs. Service,W Grachtstraat 1C, 6221 CT Maastricht. Fax:32 50 103.  
PORTUGAL : Livraria Portugal (Dias & Andrade Lda), Rua do Carmo 70 74,1200 Lisbonne. Fax:34 70 264.  
REPUBLIQUE TCHÈQUE : Artia, Ve Smeckach 30,111 27 Prague 1.  
ROYAUME-UNI : The Stationery Office Publications Ctre.,51 Nine Elms Lane,Londres SW8 5DR. Fax:873 84 63.  
RUSSIE : Mezhdunarodnaja Kniga,UI Dimitrova 39, Moscou 113095.  
SRI LANKA : Lake House Bookshop, 100 Chittampalam, Gardiner Mawatha, Colombo 2. Fax:44 78 48.  
SUEDE : Wennergren Williams AB,PO Box 1305, S-171 25 Solna. Fax:27 00 71.  
SUISSE : Dynapresse Marketing SA,(ex-Naville SA),38 av Vibert,CH-1227 Carouge. Fax:308 08 59.Edigroup SA,Case Postale 393,CH-1225 Chêne-Bourg. Fax:(022) 348 44 82.Europa Verlag, Ramistrasse 5,CH-8024 Zürich. Fax:251 60 81 Karger Libri AG,Wissenschaftl. Buchhandlung, Petersgraben 31,CH-4009 Bâle. Fax:306 12 34. Van Diermen Editions Techniques-ADECO, Chemin du Lacuez,CH-1807 Blonay. Fax:943 36 05.  
THAÏLANDE : Suksapan Panit,Mansion 9,Rajadamnern Avenue,Bangkok 2. Fax:28 11 639.  
TUNISIE : Commission Nationale Tunisienne auprès de l'UNESCO, 22,rue de l'Angleterre,1000RP Tunis. Fax: 33 10 14.  
URUGUAY : Ediciones Trecho SA,Cuento Periódicos, Maldonado 1090,Montevideo. Fax:90 59 83.  
VENEZUELA : UNESCO/CRESALC,Edif. Asovincar, Av Los Chorros, Cruce C/C Acueducto, Altos de Sebucan, Caracas. Fax:286 03 26.



**SALON  
DU LIVRE  
DE JEUNESSE**  
SEINE-SAINT-DENIS  
25-30 NOVEMBRE  
M<sup>e</sup> MAIRIE DE MONTROUIL

au pays  
des bibliophages...

**CENTRE DE PROMOTION  
DU LIVRE DE JEUNESSE**  
Seine-Saint-Denis

**Département de la  
Seine-Saint-Denis**  
CONSEIL GÉNÉRAL

# le Courrier

Dans le prochain numéro:

**Le dossier du mois:  
L'économie de l'immatériel**

Quand les idées et les images remplacent les machines et les matières ■ Quels sont les ressorts de cette «nouvelle économie»? ■ Qui la dirige, qui la subit: des concepteurs aux exécutants ■ Débat: quelles conséquences pour le travail?

**Et dans les rubriques:**

Existe-t-il des paradis de pollueurs? ■ Prostitution: réglemmentaristes contre abolitionnistes  
■ Asie du Sud: les marionnettes tirent leur révérence ■ Portrait de l'Homo Internetus

Vous pouvez consulter l'intégralité du Courrier de l'UNESCO sur Internet, à l'adresse:  
[www.unesco.org/courier](http://www.unesco.org/courier)